

## M. Takeshita en Europe

Le premier ministre japonais devait quitter Tokyo, le vendredi 29 avril, pour sa première tournée officielle en Europe. M. Takeshita a souhaité que sa visite à Rome, à Londres et à Bonn soit l'occasion d'ouvrir une « nouvelle ère » dans les relations avec le Vieux Continent et de renforcer la « troisième pôle » du triangle Japon-Etats-Unis-Europe. En raison de l'élection présidentielle française, M. Takeshita ne se rendra à Paris qu'au début du mois de juin, peu avant le sommet des pays industrialisés de Toronto.

Au cours de ses deux visites, le nouveau premier ministre nippon - qui a succédé en novembre dernier à M. Nakasone - entend approfondir le dialogue avec les dirigeants européens et leur exposer les grandes lignes d'une diplomatie qui a pour objectif « une participation plus grande du Japon à la paix et à la prospérité mondiale ». Il exposera, dans un discours prononcé à Londres, un programme de renforcement de la coopération entre Tokyo et les pays en voie de développement. Il devrait également préciser comment son gouvernement entend participer davantage à la stabilité mondiale, en particulier dans le cadre des Nations unies. Le Japon s'est engagé à contribuer à la reconstruction de l'Afghanistan, et un fonctionnaire nippon fera partie de la mission de l'ONU chargée d'observer le retrait des troupes soviétiques de ce pays.

Dans le domaine économique, le Japon n'est plus aujourd'hui sur la sellette, contrairement à ce qui était le cas récemment, l'accumulation de ses excédents commerciaux et son système tarifaire ayant provoqué une levée de boucliers chez ses partenaires. Mais, si son image à l'étranger s'est redressée, il n'en fait pas moins figure de grande puissance économique égoïste. Le Japon de M. Takeshita, conscient que la richesse ne fait pas forcément les amis, souhaite apparaître comme une nation généreuse, désireuse d'assumer les responsabilités de sa puissance.

Depuis que le Japon est devenu un géant économique, ses relations avec l'Europe ont été marquées par des malentendus réciproques, les récriminations des Européens - dont le déficit commercial avec l'archipel ne cessait de croître - obtenant à Tokyo des réponses dilatoires. Aujourd'hui, ces relations s'inscrivent dans un contexte plus serein : le déséquilibre commercial avec l'Europe tend à diminuer depuis le début de l'année. M. Takeshita ne manquera pas de rassurer ses interlocuteurs, en particulier les Anglais sur l'abaissement des taxes sur les alcools - le whisky au premier chef - qui leur tient tant à cœur.

La question du renforcement du « troisième pôle » du triangle sera l'un des morceaux de choix des entretiens de M. Takeshita. Mais elle tient davantage de la rhétorique diplomatique que du programme politique. Car, vu de Tokyo, ce « troisième pôle » semble plutôt un « pôle de compensation » : lorsque les relations avec les Etats-Unis sont en crise, l'Europe se profile à l'horizon ; si, en revanche, Tokyo et Washington s'entendent, elle paraît à nouveau secondaire. Non seulement le vrai partenaire, et rival, du Japon demeure les Etats-Unis, mais encore l'Europe n'est pas perçue par les Japonais sur un pied d'égalité.



## Le coup d'envoi de la campagne pour le second tour de l'élection présidentielle

# Le débat entre M. Mitterrand et M. Chirac a scellé la fin de leur cohabitation

## Un mort en Nouvelle-Calédonie

Le face-à-face télévisé qui a opposé, le jeudi 28 avril, MM. Mitterrand et Chirac a été marqué, deux heures vingt durant et devant une audience record (environ trente millions de Français), par la dimension psychologique de l'affrontement : « Est-ce que vous pouvez dire, monsieur Mitterrand, en me regardant dans les yeux, que je vous ai dit que nous avions les preuves que Gordji

était coupable ? », a demandé M. Chirac. « C'est triste et pour votre personne et pour votre fonction, c'est indigne de vous », avait répliqué M. Mitterrand aux allégations du premier ministre sur l'attitude du chef de l'Etat face au terrorisme.

La psychologie a ainsi rejoint la politique : ce face-à-face a marqué la fin brutale d'une période de deux ans de cohabitation. Les deux principaux

responsables de l'Etat se sont également durement opposés sur la Nouvelle-Calédonie, où l'un des auteurs de l'embuscade de Hienghène, qui, en 1984, avait coûté la vie à dix Mélanésiens, a été tué, vendredi à Voh, sur la Grande-Terre. M. Chirac a réuni un conseil de sécurité intérieur pour discuter la proposition de M. Pons de dissoudre le FLNKS.

Il y a de belles histoires d'amour qui se terminent comme cela, les yeux dans les yeux, avec des regards de « fureur concentrée », selon l'expression de M. Chirac. Entre M. Mitterrand et le premier ministre, il n'était certes pas question, le 16 mars 1986, de passion amoureuse. Mais la raison politique avait tenu les deux hommes, depuis deux ans, dans une relation digne, de nature à sauver les apparences. Le face-à-face télévisé qui les a opposés le jeudi 28 avril a fait voler en éclats l'hypocrisie de la cohabitation. Il a suffi d'un bref échange sur le terrorisme, l'affaire Gordji et la « guerre des ambassades » - entre la France et l'Iran pour que se révèle la véritable nature de la coexistence institutionnelle : un jeu de rôles, une lutte d'influences, un combat permanent pour l'équilibre des pouvoirs, un conflit quotidien pour la reconquête par l'un ou par l'autre de tous les pouvoirs.

« Je suis obligé de dire que je me souviens des conditions dans lesquelles vous avez renvoyé en Iran M. Gordji après m'avoir expliqué à moi, dans mon bureau, que son dossier était sérieux et que sa complicité était démontrée dans les assassinats qui avaient ensanglanté Paris à la fin de 1986. » Ainsi le président de la République a-t-il fait état d'une conversation en tête-à-tête avec le premier ministre - version aussitôt contestée par M. Chirac - après que son interlocuteur l'eut poussé à bout en l'accusant, implicitement, d'être indirectement responsable de la mort de Georges Besse, PDG de la régie Renault, assassiné le 17 novembre 1986 par Action directe.

Cet échange - le plus violent sans doute de l'émission - appelle plusieurs remarques.

JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 5.)



## Deux minutes pour l'emploi

Deux minutes pour l'emploi : c'est le temps qui a été imparti à chacun des candidats dans leur débat télévisé. Il ne leur en a guère fallu plus pour évoquer ce sujet et l'immigration n'était pas au rendez-vous. « Nous avons tous échoué dans notre manière d'aborder le chômage », a pu affirmer M. Mitterrand, pour s'entendre répondre simplement : « Nous n'avons pas tous échoué de la même façon ».

Les perspectives de l'emploi en France restent en effet des plus sombres. Pour l'OCDE, le taux de

chômage, actuellement de 10,3 % serait de 12 % fin 1989. L'INSEE, dans sa dernière note de conjoncture, ne prévoit pas d'amélioration. Plus encore, dans une analyse prospective établie à partir des études préliminaires du Plan et des hypothèses fournies par le Sénat, l'INSEE calcule que la France peut fort bien se retrouver en 1991 avec 3,4 millions de chômeurs (1).

Situation inacceptable et pourtant acceptée. Aux grandes promesses du candidat Mitterrand de

1981 (« 150 000 emplois seront créés dans les services publics et sociaux », « 60 000 emplois d'utilité collective seront mis à la disposition des collectivités locales », « pas un emploi supprimé qui ne soit remplacé ») a succédé l'analyse des conditions macroéconomiques favorables à l'emploi.

FRANÇOIS SIMON.

(Lire la suite page 29.)

(1) Economie et statistique n° 195, janvier 1987.

## Le face-à-face des sandinistes et des « contras »

# Drôle de trêve au Nicaragua

Au moment où les représentants de la Contra et du gouvernement sandiniste se retrouvent à Managua pour de nouvelles discussions, les rebelles font preuve sur le terrain d'un certain scepticisme sur l'avenir des négociations. Dans le nord du Nicaragua, c'est une « drôle de trêve » qui s'est installée entre l'armée et les combattants de la Contra.

PANTASMA (nord du Nicaragua) de notre envoyé spécial

Sandinistes ou « contras » ? La patrouille qui arrête les véhicules au bord de la piste appartient contre toute attente à la guérilla antisandiniste, mais comment le savoir ? La ressemblance entre les deux armées qui s'affrontent depuis sept ans au Nicaragua

prête à la confusion : même tenue de camouflage, même armement, même allure de paysans transformés en soldats. Seule différence, perceptible à très courte distance : les sandinistes portent leurs chargeurs de kalachnikov sur la poitrine, et leurs adversaires à la ceinture.

Après les présentations d'usage, la discussion s'engage sur les négociations de paix qui ont repris le jeudi 28 avril, à Managua. C'est alors que surgit un camion bourré de soldats sandinistes. Un combat en perspective ? Non, le camion passe sans ralentir dans un nuage de poussière et les rebelles ne touchent pas à leurs armes. En temps normal, une rencontre de ce genre se serait soldée par quelques morts supplémentaires dans une guerre qui a déjà fait plus de vingt-cinq mille victimes. Mais le Nicaragua

vit depuis le 1<sup>er</sup> avril une situation exceptionnelle : un cessez-le-feu de soixante jours qui, à de rares exceptions près, est respecté par les deux parties sur l'ensemble du territoire national.

Tout en gardant une distance raisonnable par rapport à l'armée sandiniste, les rebelles descendent aujourd'hui des montagnes qui occupent une grande partie du territoire nicaraguayen. Ils se rapprochent des petits centres urbains, notamment le long de la piste qui mène de Pantasma à Wiwili, dans le département de Jinotega, frontalier avec le Honduras. Dans le nord du Nicaragua, la Contra disposerait de trois mille hommes au minimum (sur six à dix mille, selon les sources, pour l'ensemble du territoire).

BERTRAND DE LA GRANGE.

(Lire la suite page 3.)

## Les grèves en Pologne

Le mouvement s'étend. Plusieurs interpellations.

PAGE 4

## L'affaire des otages

Quand un journal koweïtien présente ses excuses à l'Elysée.

PAGE 32

## Difficiles négociations à l'OEPE

Pour quelques barils de moins.

PAGE 25

## La tension chez Michelin

Les usines de Clermont-Ferrand ont été bloquées pendant deux nuits.

PAGE 28

## Les « petits postiers » de M. Le Pen

Des élèves d'un collège mobilisés - sans le savoir - pour le courrier du Front national.

PAGE 32

# Le Monde

## SANS VISA

- La « furia française » des Valdôtains.
- Sicaires à la japonaise.
- Escapes.
- La table.

Pages 13 à 17

En raison de l'actualité, la page « Jeux » sera publiée demain (numéro daté du 2 mai). En revanche, nous publions aujourd'hui (page 24) la grande grille de mots croisés qui paraît habituellement le samedi.

Le sommaire complet se trouve en page 32

## ALBERT MEMMI

Le Pharaon

Roman JULLIARD

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 160 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 2 400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Singapour, 235 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,60 S. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 1,75 \$.



هكذا من الراحل

# Etranger

## Le retrait soviétique d'Afghanistan

### M. Najibullah annonce que des conseillers militaires de Moscou demeureront sur place

Des officiers soviétiques en poste en Afghanistan ont déclaré, jeudi 28 avril, que l'armée rouge avait commencé à se retirer de la zone frontalière du Pakistan afin d'établir un couloir permettant aux réfugiés de regagner leur pays. D'autre part, cinq roquettes ont été tirées, dans la nuit de jeudi à vendredi, sur le centre de Kaboul, selon une source diplomatique occidentale, qui a déclaré ignorer s'il y avait eu des victimes.

KABOUL  
de notre envoyé spécial

Des frises dorées sur un fond bleu des murs du Sud ornent la façade de la salle à colonnades de ce palais roccoco. Aux murs, des tableaux presque identiques doivent revendiquer des origines tanzaniennes. Une grande estrade, un bureau au vernis éblouissant, le tout protégé par une batterie de géraniums, rouges, oranges, violets. A côté de la forêt de micros, un bouquet de fleurs champêtres et, derrière, le visage rubicond du « bon » docteur Najibullah. Vêtu de son éternel costume bleu foncé, avec une cravate de même couleur sur une chemise blanche.

Il répond aux questions, jeudi 28 avril, tantôt imperturbable, tantôt souriant. Dans la salle, les « jeunes gens » du Khat, services secrets afghans, presque aussi nombreux que les journalistes, promettent un regard soupçonneux sur l'assistance pendant les deux heures de ce grand spectacle médiatique.

Le bilan de M. Najibullah ? L'Afghanistan a accompli des progrès majeurs depuis la révolution et, en dépit de cette guerre « non déclarée » qui le force à consacrer 60 % du budget à la lutte contre les « extrémistes », le gouvernement a

financé, par exemple, « six cents écoles » pour près de cinq cent mille élèves. De tels résultats auraient été impossibles sans une étroite collaboration avec l'Union soviétique « et d'autres pays. Alors l'Afghanistan sera un pays « indépendant, neutre et non aligné » et « ami de l'URSS ».

L'Afghanistan coopère « depuis vingt-trois ans » avec l'URSS, ajoute M. Najibullah, et « ce n'est pas notre intention de mettre fin à cette coopération ». Il feint de s'étonner des questions sur la présence de conseillers soviétiques après le départ de l'armée rouge. « Oui, dans le futur aussi, nous utiliserons les conseils et les conseillers soviétiques ». Ces conseillers

pourront travailler, y compris s'agissant des affaires militaires.

Le président Najibullah a, lui aussi, entendu ces « rumeurs » selon lesquelles l'armée rouge pourrait annexer le nord du pays, mais il ne s'y arrête pas. De même, s'agissant des régions du Pamir et du Wakhan, frontalières de la Chine, et où la population — quatre mille Kirghizes — aurait été, selon des sources diplomatiques occidentales, « entièrement transportée » (par ponts aériens) en Anatolie soviétique, le président se contente de répondre : « Vous verrez si les Soviétiques s'en vont ou pas ».

Les troupes soviétiques une fois parties, « nos propres forces ont la capacité de défendre notre souveraineté et notre intégrité territoriale ». Dans le passé, insiste-t-il, « personne n'a été capable de prendre Kaboul et personne ne le fera dans le futur ». Le chef de l'Etat afghan, qui précise (mais sans insister outre mesure) que Babrak Karmal (son prédécesseur) « est sous traitement médical, en Union soviétique », qualifie de « question qui n'a pas de sens » le problème des affrontements entre factions rivales du PDPA, le Parti communiste afghan. « Il n'y a aucun conflit », tranche-t-il.

L'homme fort du régime soviétique poursuivra donc une politique de « réconciliation » qui, à l'en croire, a déjà commencé à porter ses fruits, parce que le peuple « en a assez de la guerre ». Prêt à négocier « n'importe quand, à n'importe quel niveau et n'importe où » avec les chefs de l'opposition (les moudjahidins), le président Najibullah dit que toutes les bonnes volontés sont acceptables. L'ancien roi Zahir Shah, comme n'importe quelle « personnalité », « peut avoir un rôle ».

LAURENT ZECCHINI

## Le sort d'Alain Guillo

### Un démenti concernant les rumeurs de libération

Kaboul. — Démentant les rumeurs qui circulent ces derniers jours à Kaboul, le président Najibullah s'est montré peu encourageant concernant l'éventuelle libération d'Alain Guillo, le photographe français emprisonné depuis le 12 septembre 1987. A la question de savoir dans combien de temps celui-ci pourrait être libéré, il nous a fait cette réponse : « Si un journaliste et, sans autorisation, vient dans votre pays, la France, et qu'il travaille avec des groupes qui sont contre votre gouvernement, et cela ne peut pas être une fois, mais à neuf reprises... et si, selon votre justice et vos lois, un tribunal le condamne, le relâchez-vous ? ».

L. Z.

## CHINE

### Le projet de Constitution pour Hongkong n'a pas de quoi rassurer la population locale

PÉKIN  
de notre correspondant

An mieux, c'est un chèque en blanc que Pékin demande à Hongkong avec le projet de « mini-Constitution » pour la colonie britannique après sa rétrocession à la Chine prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet 1997. Tout, dans ce texte publié jeudi 28 avril, repose sur la confiance de la classe moyenne de ce paradis capitaliste, dans la volonté des dirigeants de Pékin de s'en tenir à l'esprit de la déclaration conjointe sino-britannique de 1984, qui promettait aux habitants de Hongkong un demi-siècle d'économie de marché et un « haut degré d'autonomie ». Reste à savoir ce qu'on entendait par là, de part et d'autre.

Techniquement, Hongkong devient « une région administrative spéciale de Chine à haut degré d'autonomie, placée directement sous l'autorité du gouvernement populaire central (de Pékin) ». Son statut de « centre monétaire international » est maintenu et le contingent n'y prélèvera aucune taxe. Ses facultés d'engager des relations avec l'étranger, sous l'étiquette « Hongkong, Chine », se bornent toutefois aux domaines économique, culturel et sportif ; les affaires étrangères et la défense tombent naturellement sous la responsabilité de Pékin. Jusqu'ici, rien d'alarmant.

Mais ces cent soixante-douze articles ne rassurent pas de rassurer ceux qui pensent que Pékin ne veut nullement fournir aux cinq millions d'habitants de Hongkong les garanties concrètes de cette autonomie. La majorité des cinquante-huit membres du comité de rédaction — tous nommés par Pékin et se répartissant en vingt-trois personnalités de Hongkong et trente-cinq officiels de Chine populaire — a parfaitement respecté les consignes, parfois maladroites et ambiguës, formulées par le régime chinois dans les mois précédents pour être à nouveau présentés à la population de Hongkong avant d'être promulgués en 1990.

Ainsi, chacun sait que, sur les options proposées par le texte, per-

le choix du chef de l'exécutif du gouvernement à partir de 1997, Pékin entend réserver celle qui lui permet de le nommer. Ce gouverneur sera responsable devant le corps législatif local. Ce dernier ne comprendra, en principe, que 25 % de députés élus. L'indépendance de la justice est limitée par l'obligation faite au futur gouvernement de légiférer contre « tout acte visant à saper l'unité nationale ou renverser le gouvernement populaire central ». Une clause permet d'appliquer à Hongkong des lois de la République populaire relatives à des domaines autres que les affaires étrangères et la défense, ce que ne prévoyait pas l'accord sino-britannique. La permanence garantie de droit anglo-saxon en vigueur est rendue inopérante par l'insistance de Pékin, que seul le texte chinois de la loi base autorise.

Dans le dossier

Les libertés fondamentales — y compris celle d'émigrer — sont définies avec le même flou artistique que dans la Constitution chinoise. Enfin et surtout, la portée du texte est en tout état de cause limitée, puisqu'il pourra être amendé à loisir par l'Assemblée nationale populaire (ANP), le Parlement chinois. Toutes ces incertitudes font dire à des juristes de Hongkong que le projet est destiné à donner le change à une population inquiète. Au pire, donc, c'est une recette pour un désastre.

La Chine populaire obtiendra-t-elle ce vote implicite de confiance à Hongkong ? Les cinq mois qui viennent apporteront un élément de réponse : ce premier projet doit faire l'objet de « consultations » auprès de la population de la colonie, avant de revenir à Pékin pour nouvel examen. Un deuxième projet sera alors préparé pour être à nouveau présenté à la population de Hongkong avant d'être promulgué en 1990.

L'ANP. Mais chacun sait à Hongkong que les milieux « consultés » sont peuplés de façon croissante par les envoyés du continent. Pékin a conclu l'éventualité de sondages d'opinion, le projet étant « trop compliqué » pour cela. Dans le même temps, on surveille la fuite des cerveaux et les statistiques d'émigration.

Le sentiment général à Hongkong est que Londres ne cherchera pas à imposer des amendements significatifs. Pékin a déjà franchi le seuil quand on a parlé de débat aux Communes. Une bonne partie de la presse — très libre — de Hongkong s'oppose à ce qu'il y ait une « trahison ». M<sup>me</sup> Margaret Thatcher a « perdu » Hongkong comme Marie Tudor Calais, commentait récemment l'influente *Far Eastern Economic Review*, qui avait applaudi, pourtant, la déclaration conjointe de 1984.

FRANÇOIS DERON

Explosion dans une mine en février : vingt-huit morts. — Vingt et une femmes se trouvaient parmi les vingt-huit mineurs tués par un coup de grisou en février dans une mine de charbon de la province de Heilongjiang (nord-est de la Chine), en dépit de la politique nationale interdisant d'employer des femmes dans des mines, a rapporté mercredi 27 avril le *China Daily*. La mauvaise gestion et une ventilation défectueuse ont été rendues responsables de cette explosion. — (APF)

Nominations de cinq évêques. — Cinq évêques ont été nommés le 24 avril lors d'une cérémonie à Jinan, dans la province de Shandong (est de la Chine), a indiqué mercredi 27 avril, *China nouvelle*, sans préciser leurs noms. Cela porte à cinquante-deux le nombre des évêques chinois, ce pays, qui a rompu en 1957 avec le Vatican et qui compte environ trois millions de catholiques. — (APF)

## A TRAVERS LE MONDE

### Corée du Sud

#### M. Kim Dae Jung préconise une trêve politique à l'occasion des Jeux olympiques

M. Kim Dae Jung, dont le Parti pour la paix et la démocratie est devenu la première force de l'opposition à l'occasion des élections législatives, a tenu, jeudi 28 avril, une conférence de presse dans laquelle il s'est déclaré déterminé à mobiliser l'opposition, majoritaire au Parlement, contre le gouvernement de M. Roh Tae Woo.

Il a demandé la libération des prisonniers politiques — sans laquelle « il n'y aura pas de stabilité politique » — l'ouverture d'enquêtes parlementaires sur la corruption, le massacre de Kwangju en 1980 et les fraudes qui ont entaché l'élection de M. Roh en décembre dernier.

Il a cependant préconisé une sorte de trêve olympique, déclarant que, « aussi longtemps que le gouvernement n'agira pas en contradiction totale avec le sens commun et avec

les souhaits du peuple, nous ne prévoyons pas d'instabilité politique » avant les JO, qui ouvriront le 17 septembre à Séoul. — (UPI, AFP)

### Sénégal

#### Nouvelles mesures contre l'agitation scolaire

Dakar. — Des mesures destinées à mettre fin à l'agitation scolaire observée depuis plus de trois mois dans les lycées et collèges publics du Sénégal ont été annoncées, le jeudi 28 avril, par le nouveau ministre de l'éducation, M. Ibrahim Niang.

Celui-ci a déclaré que les cours reprendront immédiatement pour tous les élèves qui le désirent, après de nouvelles inscriptions, qui devaient commencer vendredi. « Tout élève qui ne sera pas inscrit avant le 4 mai sera considéré comme démissionnaire et rayé définitivement des listes de l'établissement », indique un communiqué officiel.

Les cours se poursuivront jusqu'au 20 juillet, et de nouvelles dates seront fixées pour les examens.

La grève des élèves était partie de revendications corporatistes souvent mineures. Elle s'était amplifiée à

l'approche des élections présidentielles et législatives du 28 février et avait obligé le gouvernement à fermer les lycées et collèges. — (AFP)

### Tchécoslovaquie

#### La Charte 77 et le VONS réclament une enquête sur la mort de Pavel Wonka

Les deux mouvements tchécoslovaques de défense des droits de l'homme, la Charte 77 et le VONS, ont réclamé une enquête sur les causes de la mort subite du détenu politique Pavel Wonka, survenue le mardi 26 avril, et dont la famille ignore toujours les circonstances exactes (le Monde du 29 avril).

Les deux mouvements ont également demandé une « autopsie avec la participation de médecins indépendants ». « Pavel Wonka, âgé de trente-cinq ans, est mort en prison et il faut déterminer jusqu'au moindre détail la responsabilité des membres du ministère de la justice et des gardiens », déclarent la Charte 77 et le VONS.

Tous ceux qui avaient approché récemment Pavel Wonka, lors d'une période de cinq semaines de liberté surveillée entre deux emprisonnements — de fin février au 5 avril dernier, — soulignent le mauvais état physique général dans lequel il se trouvait, mais sa détermination totale à résister aux pressions des autorités. — (AFP)

● SRI-LANKA : le gouvernement emporte des élections régionales. — Le Parti national uni (UNP), au pouvoir, a remporté, vendredi 28 avril, les premières élections régionales, s'assurant le contrôle des quatre provinces qui ont pris part au scrutin de la veille. Ce vote est le premier au Sri-Lanka depuis 1982, lorsqu'un référendum avait prolongé de six ans la vie du Parlement.

Ces élections, boycottées par le Parti de la liberté du Sri-Lanka (SLFP), se sont déroulées conformément aux termes de l'accord de paix indo-sri-lankais de 1987 visant à mettre fin à la campagne séparatiste tamoule. Quelque 50 % des 2,8 millions d'électeurs ont voté, le SLFP et le Front de libération du peuple (JVP) — Janatha Vimukthi Peramuna — interdit ayant appelé la population à ne pas aller voter. Trois autres provinces du Sud se présenteront aux urnes le 2 juin. — (AFP)

ARMAND FRÉMONT  
FRANCE  
GÉOGRAPHIE D'UNE SOCIÉTÉ



Géographes  
Flammarion

LE RENOUVEAU  
DE LA GÉOGRAPHIE

MARC CÔTE  
L'ALGERIE  
OU L'ESPACE RETOURNÉ



Géographes  
Flammarion

JEAN GALLAIS  
HOMMES  
DU SAHÈL



Flammarion

Le monde contemporain, parce qu'il change sans cesse, renouvelle et inspire les découvertes des géographes comme le faisait jadis l'ouverture de nouveaux espaces connus.

Collection  
Géographes  
dirigée par  
Armand  
Frémont.

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS,  
75421 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27  
Téléc : MONDOPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969), Jacques Fenet (1969-1982), André Lemaire (1982-1985)

Dirige de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs de Le Monde », Société anonyme des lecteurs de Le Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wobis, Rédacteur en chef : Daniel Vernet, Correspondant en chef : Claude Sotès.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437 ISSN : 0395-2037

**ABONNEMENTS**

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BELGIUM	SUISSE	Autres pays
3 mois	284 F	395 F	594 F	687 F
6 mois	572 F	783 F	1 172 F	1 337 F
9 mois	854 F	1 169 F	1 644 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 580 F	2 280 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15-LEMONDE code d'accès ABO

Changement d'adresse : s'il est nécessaire, nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



# Amériques

Le face-à-face des sandinistes et des « contras »

## Drôle de trêve au Nicaragua

(Suite de la première page.)

Conclusion presque unanime des longues discussions avec les chefs d'unités et des hommes de troupe : « Les négociations de Managua vont échouer, car il est impossible de faire confiance aux sandinistes ; nous ne déposerons pas les armes tant que les sandinistes et Daniel Ortega n'auront pas quitté le pouvoir, nous nous sentons de plus en plus forts car la population, en particulier les paysans, rend le gouvernement responsable de la guerre et de la situation économique catastrophique du pays ».

La scène se passe au coucher du soleil dans la petite commune de Quatro-Esquinas, quelques pauvres maisons dispersées où un groupe d'insurgés vient de partager le repas des paysans : tortillas (galettes de maïs) et gallo pinto (riz et haricots noirs). Julio, vingt-huit ans, est originaire de Pantasma, un bourg situé à quelques kilomètres de là. Il n'a pas vu sa famille depuis cinq ans et il ne profitera pas de l'occasion pour lui rendre visite. « Je n'ai pas fini », dit-il, tant que la guerre ne sera pas finie. Il est convaincu que les négociations en cours sont une manœuvre des sandinistes, qui « cherchent à gagner du temps » et à diviser leurs adversaires.

« Nous ne sommes pas démoralisés », comme l'affirment les sandinistes, ajoute-t-il, et il est absolument faux que certains de nos chefs se soient rendus. L'autre jour, lors de la rencontre que nous avons eue avec l'armée sandiniste pour délimiter la zone où nous pouvons nous déplacer, nous avons refusé de nous laisser filmer, car nous avons appris que la télévision (contrôlée par le gouvernement) avait manipulé un tournage réalisé avec un de nos chefs militaires pour faire croire qu'il s'était rendu avec ses deux cents hommes ».

Les sandinistes ne cachent pas vraiment leurs intentions ; les officiers rencontrés sur le terrain reconnaissent qu'ils cherchent à gagner par la négociation ce qu'ils

ne peuvent obtenir par les armes : la reddition des contras. Et ils sont prêts à aller loin pour cela. « Les instructions sont précises, dit le lieutenant Ronald Martínez : éviter à tout prix les accrochages, respecter à la lettre les accords sur le cessez-le-feu et laisser la Contra commettre des erreurs pour les dénoncer ensuite publiquement ».

Attendant, les sandinistes avaient quelques coulueurs en laissant faire les rebelles qui sor-

l'instant, on ne peut guère reprocher aux militaires sandinistes de faire des excès de zèle. Nous avons, en effet, rencontré des rebelles à 2 kilomètres à peine de Wiwili, alors qu'il était entendu qu'ils resteraient à 10 kilomètres de cette petite ville de 7 000 habitants.

Tous les jours, à 10 heures et à 16 heures, le capitaine Giron entre en contact par radio avec les chefs des groupes insurgés qui se trouvent dans sa région. Il s'agit

dix-sept ans à peine, et l'air d'un poulbot avec ses cheveux raides et coupés à la hauteur des yeux. Sa mère, servante dans une famille de Wiwili, est venue lui rendre visite dans la maison d'un paysan où un groupe de rebelles se repose. Elle ne l'avait pas vu depuis cinq ans, depuis que le père et ses trois fils ont dû fuir vers le Honduras pour échapper à la sécurité d'Etat, qui les accusait de collaborer avec les rebelles.

### Enrôlés de force

Les paysans reprochent aux sandinistes d'avoir bousculé leur mode de vie séculaire, en particulier sur le plan commercial. « Il n'y a plus de liberté de commerce », disent les paysans. Avant il y avait de petits magasins un peu partout, et dans les endroits les plus reculés nous en camionnions pour vendre leurs produits et acheter les nôtres. Aujourd'hui, tout est contrôlé par l'Etat, et nous devons marcher des heures pour aller chercher les produits dont nous avons besoin. Et puis souvent nous ne trouvons pas ce que nous voulons : un jour il y a du sucre et pas d'huile et le lendemain c'est l'inverse. Il faut donc retourner au magasin, et c'est une deuxième journée de perdue ».

Dans la plupart des villages et des hameaux du nord du Nicaragua, le spectacle est déolant : les champs sont abandonnés parce que les hommes sont partis à la guerre dans un camp ou dans l'autre, souvent enrôlés de force dans la Contra ou l'armée. Le témoignage de « Tonio » est édifiant. Trente-trois ans, les cheveux longs, une barbe peu fournie à la Ho-Chi-Minh et un bon mètre quatre-vingt-cinq, ce qui est assez exceptionnel en Amérique centrale. « Tonio » est dans la Contra depuis trois ans. « Je travaillais dans l'agriculture comme tous les gens de mon village, dit-il. Les sandinistes sont venus me chercher pour m'enrôler dans l'armée. Je leur ai demandé de me laisser travailler, mais il n'y a rien eu à faire. Alors je me suis engagé dans la Contra. Les sandinistes se moquent des paysans et de la production. Ils comptent sur les autres pays pour fournir les produits alimentaires ».

Derrière ses allures de bon géant qui aimait le vin et la musique avant de s'engager dans la guerre, « Tonio » affirme qu'il va mourir : « Mais, dit-il, j'aurai la satisfaction de ne pas crever pour les sandinistes. Et ma peau, je vais la leur faire payer cher. » Propos qui n'ont rien de gratuit de la part de ce guérillero transformé en véritable bombe ambulante avec son chapelet de grenades et son inséparable kalachnikov.

BERTRAND DE LA GRANGE.



tent des zones négociées au niveau local et vont tout simplement faire leurs courses dans les commerces situés près des petites localités. Les contras abusent de notre générosité, affirme le capitaine Daniel Giron, qui dirige la brigade de Wiwili. Nous avons ordre de capturer ceux qui sortent de leur zone et de les remettre ensuite à leurs chefs. » Pour

de connaître les positions de chacun et d'éviter autant que possible des rencontres inopportunes entre des patrouilles des deux camps. Mais pour les militaires, c'est aussi un moyen de mener une guerre psychologique en offrant aux rebelles les plus susceptibles d'abandonner la lutte et d'organiser des rencontres avec leurs familles. « La majorité des contras veulent en finir avec cette guerre, et ils savent que la partie est perdue pour eux », affirme le capitaine Giron, assis dans son bureau de Wiwili, face à un grand portrait de Lénine en pied. Ils sont démoralisés parce qu'ils n'ont remporté aucune véritable victoire militaire en sept ans. Au cours des quelques réunions que nous avons eues avec eux la semaine dernière, nous avons tenté de leur faire comprendre que cette guerre ne menait à rien. Qu'elle détruisait le pays. Mais il est vrai qu'il reste des secteurs totalement réfractaires à la négociation ».

Les réfractaires sont beaucoup plus nombreux que ne veulent bien le dire les sandinistes. « La guerre ne fait que commencer », affirme « Nelson », qui, comme tous ses compagnons, se fait appeler par son nom de guerre. Même détermination chez « Jackson ».

### Avions à double capacité

Les Quinze ont souligné que la modernisation est d'autant plus nécessaire que l'Union soviétique, sans perdre de temps, renforce ses forces nucléaires qui ne sont pas visées par l'accord sur les FNI. Au cours de la conférence de presse qui a suivi la réunion, M. Carlucci, le secrétaire à la défense des Etats-Unis, et, avec plus d'insistance encore, M. Younger, le ministre britannique, ont ainsi fait référence à de nouveaux systèmes d'armes — avions à double capacité et missiles — en cours de développement par les Soviétiques.

La résolution du parlement, d'ailleurs, demandant qu'à l'avenir les navires de l'OTAN croisent dans les eaux danubiennes indiquent s'ils sont équipés ou non d'armes nucléaires, a été vivement critiquée par les pays partenaires. « Une telle initiative unilatérale ne peut que saper notre position de négociation. C'est un défi lancé à la politique de l'alliance », a déclaré M. Carlucci.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

### PANAMA : l'état américain se désserre

## Washington accepterait que le général Noriega reste dans le pays s'il « quitte le pouvoir »

WASHINGTON de notre correspondant

Les Etats-Unis accepteraient à la rigueur que le général Noriega reste au Panama, à condition qu'il renonce au pouvoir : c'est la concession de taille faite à l'homme dont l'administration Reagan n'a toujours pas réussi, malgré deux mois d'efforts intensifs, à obtenir la mise à l'écart.

Cette concession, qui fait suite à plusieurs autres — peut apparaître comme un aveu d'échec de la part du gouvernement américain, mais elle peut tout aussi bien signaler qu'un compromis est en vue : la fameuse semaine de négociations secrètes, à Panama, entre le général Noriega et un sous-secrétaire adjoint au département d'Etat, M. Michael Kozak. Toujours selon le Washington Post, l'administration garderait bon espoir qu'après un certain temps, nécessaire pour lui éviter de perdre la face, le général Noriega accepte de s'exiler — vraisemblablement en République dominicaine.

Il aurait accepté aussi de permettre l'organisation d'élections. Ces engagements auraient été obtenus à l'issue d'une semaine de négociations secrètes, à Panama, entre le général Noriega et un sous-secrétaire adjoint au département d'Etat, M. Michael Kozak. Toujours selon le Washington Post, l'administration garderait bon espoir qu'après un certain temps, nécessaire pour lui éviter de perdre la face, le général Noriega accepte de s'exiler — vraisemblablement en République dominicaine.

Le jeudi 28 avril, au cours de son briefing quotidien, le porte-parole de la Maison Blanche n'a rien dit d'aussi précis : il a seulement laissé comprendre que, pour Washington, l'essentiel était désormais que Noriega « parte », c'est-à-dire qu'il quitte le pouvoir. « Nous avons dit que nous préférons la voir quitter Panama, mais la question essentielle est qu'il quitte le pouvoir ».

Il y a quelques jours encore, un autre porte-parole, celui du département d'Etat, M. Redman, expliquait qu'il était « inconcevable qu'un ex-dictateur reste dans le pays où il a exercé le pouvoir, car il y garderait en ce cas une influence déterminante ».

Au cours des semaines précédentes, l'administration avait fait savoir qu'elle ne saurait non plus se satisfaire d'un exil à Saint-Domingue — pays trop proche et où le général Noriega pourrait continuer à jouer un rôle dans le trafic de la drogue. L'homme fort de Panama a été inculpé, début février, par deux tribunaux de Floride pour diverses activités liées à ce trafic.

Mais l'administration a laissé entendre qu'elle ne chercherait pas à obtenir son extradition et, jeudi, un juge fédéral de Floride a statué que le général Noriega pourrait répondre aux accusations formulées contre lui sans se livrer préalablement à la justice américaine. Que cette décision de justice ait été prise ou non avec la bénédiction de l'administration, elle contribue aussi, au moins formellement, à relâcher un peu la pression que les Etats-Unis exercent sur la personne du général Noriega.

Il faut dire que ce dernier s'est révélé un adversaire particulièrement coriace et que le gouvernement américain, après avoir cru trouver une solution éfilante — « non violente » au sein du mouvement économique du Panama — a dû mettre progressivement de l'eau dans son vin (et même autoriser certains paiements de firmes américaines à Panama, pour éviter que les conditions matérielles d'existence ne deviennent trop insupportables à certains ressortissants américains au Panama).

Après avoir cru pouvoir chasser le général Noriega en quelques jours, l'administration a dû se résigner à faire preuve, selon ses propres termes, de « patience ».

Entre-temps, elle a reçu une salve de critiques cinglantes, sous forme de commentaires de presse ou de déclarations politiques, pour sa maladresse et sa présomption, et la manière dont elle a involontairement « grandi » le petit « homme fort » en l'attaquant de front. M. Reagan et son équipe, c'est bien connu, n'ont pas la main heureuse en Amérique centrale. Mais, tout au moins au Panama, ils peuvent encore sauver la mise, quitte, peut-être, à permettre au général Noriega de sauver la face.

JAN KRAUZE.

## Afrique

### ANGOLA : tragique méprise

## Les Cubains abattent avec un missile un de leurs avions : 26 morts dont un vice-ministre

Vingt-six officiers cubains, dont deux colonels et un général de brigade, vice-ministre de l'Armement, ont péri, le mercredi 27 avril, en Angola, après que leur avion ait été abattu « par erreur » par la DCA cubaine.

Le ministre de la défense à La Havane a précisé, jeudi, que l'« erreur » s'était produite à proximité de l'aéroport de Tchamuteta, dans le sud de l'Angola. La DCA cubaine se trouvait dans un état d'alerte maximale à cause de la présence dans le secteur de plusieurs avions ennemis, probablement sud-africains. Selon La Havane, ces circonstances expliquent que l'artillerie se soit méprise et ait tiré un missile sur le bimoteur Antonov-26, qui amorçait sa procédure d'atterrissage.

Le général de brigade Francisco Cruz Bourzac, qui a été tué dans l'accident, était vice-ministre de l'Armement et de la technique et membre du comité central du Parti communiste cubain.

### Moins d'un millier de pertes cubaines

Plusieurs des personnes tuées mercredi faisaient probablement partie du groupe « des pilotes les plus expérimentés », dont le ministre cubain avait annoncé, le 17 mars dernier, l'envoi en décembre 1987, pour renforcer la défense de Cuito-Cuanavale (sud-est de l'Angola), contre l'assaut commun de l'armée sud-africaine et des rebelles angolais de l'UNITA. Ce serait précisément pour prendre de vitesse l'organisation de Jonas Savimbi, qui a tendance à revendiquer certains succès un peu facile-

ment, que Cuba a décidé d'annoncer rapidement la tragique méprise.

Reste que depuis le début de la guerre civile angolaise en 1975, c'est seulement la seconde fois que la Havane fournit des chiffres officiels sur ses pertes dans un conflit qui sévit à 10 000 kilomètres de chez elle et dont le coût s'avère pour Cuba de plus en plus élevé. En mars, le ministre des forces armées avait rompu le silence en annonçant que « trente-neuf cubains » avaient été « tués ou blessés » dans la bataille pour la défense de Cuito-Cuanavale. Au moins un autre général cubain, Raul Diaz Arguñales, avait été tué au début de la guerre dans l'explosion de son véhicule sur une mine. En décembre dernier, le négociateur cubain en Angola, M. Jorge Risquet, avait indiqué que le contingent cubain en Angola comptait quarante mille hommes et que le total des morts cubains était inférieur à un millier. — (AP, AFP.)

Discussions américano-soviétiques. — Des discussions américano-soviétiques consacrées à la situation en Afrique australe et dans la Corne de l'Afrique dans la perspective du sommet Reagan-Gorbatchev de juin se sont ouvertes à huis clos jeudi 26 avril à Londres. Les deux délégations — respectivement conduites par MM. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint pour l'Afrique, et Anatoli Adornichine, vice-ministre des affaires étrangères — devaient discuter pendant quarante-huit heures des troupes cubaines d'Angola, de l'indépendance de la Namibie, ainsi que de la situation en Ethiopie et dans la Corne de l'Afrique, a indiqué un porte-parole de l'ambassade américaine à Londres. — (AFP.)

## Diplomatie

## Le groupe des plans nucléaires de l'OTAN confirme le principe de la modernisation des armes stationnées en Europe

BRUXELLES de notre correspondant

Le groupe des plans nucléaires de l'OTAN, qui rassemblait les 27 et 28 avril, à Bruxelles, les ministres de la défense des pays membres, à l'exception de la France, a confirmé la volonté de l'alliance de procéder à la modernisation des forces nucléaires américaines qui restent en Europe après l'élimination des missiles de 500 à 5000 kilomètres (FNI). Mais les ministres, constatant qu'il n'y avait pas d'urgence, se sont bien gardés d'en préciser les modalités.

La modernisation des forces nucléaires américaines en Europe risque de diviser l'alliance comme l'ont montré les débats qu'ont eus sur ce thème les ministres des affaires étrangères en décembre 1987. Le point le plus sensible porte sur l'achat de missiles à courte portée (moins de 500 kilomètres). Les Etats-Unis, suivis par la majorité des pays partenaires, insistent sur la nécessité de remplacer les LANCE existants par des engins plus performants. La RFA et quelques autres pays membres pensent davantage à une nouvelle négociation avec les Soviétiques, afin de réduire de part et d'autre le nombre de missiles tactiques.

Pour le reste, il est entendu que la modernisation doit le principe a été arrêté en 1983 à Montebello, au Canada, donc bien avant le traité sur les FNI, s'opérera de manière graduelle, pas à pas. Certaines choses se font déjà : l'artillerie atomique a été dotée de nouvelles ogives, les avions munis d'équipements de défense électroniques plus sophistiqués. L'effort ainsi consenti semble satisfaire les militaires qui sont venus affirmer, au cours de la

réunion, que la sécurité de l'alliance était assurée.

D'autres études ou évaluations sont en cours, ayant trait par exemple au rôle accru que pourraient jouer les avions F-111 à double capacité (c'est-à-dire après à remplir des missions nucléaires aussi bien que classiques) ou bien encore à l'installation de missiles de croisière sur les sous-marins atomiques croisant au large des côtes européennes. Les experts ont à leur disposition toute une panoplie de moyens entre lesquels ils devront choisir. Les ministres sont restés discrets sur l'état d'avancement de ces études.

## Jacques Baynac LE CHEVAL BLÈME

1916. La Russie du Tsar affronte la guerre et une contestation populaire qui aboutira à la Révolution. Le cheval blème est le premier volet d'une immense fresque en trois volumes qui conduira le lecteur jusqu'au cœur de la Seconde Guerre mondiale. Plus de 150 personnages y sont emportés, comme par un fleuve, vers un destin qui leur échappe. Une remarquable et passionnante leçon d'histoire !

1 vol. - 406 p. - 115 F. denoël

سكنى من الامم



## Europe

POLOGNE : le mouvement de mécontentement

## La grève se poursuit à Nowa-Huta et s'étend à Stalowa-Wola

Près de trois mille ouvriers des aciéries de Stalowa-Wola, dans le sud-est de la Pologne, soit la moitié de l'équipe du matin, ont cessé le travail le vendredi 29 avril à l'appel de la Solidarité, tandis que les employés des aciéries Lénine de Nowa-Huta entamaient leur quatrième jour de grève.

Visiblement, le général Jaruzelski préférerait éviter de recourir à la force pour faire reprendre le travail aux quelque vingt mille sidérurgistes de Nowa-Huta qui réclament une augmentation salariale de plus de 50 %, des compensations financières pour douze millions de Polonais affectés par la hausse des prix et la réintégration de quatre militants de Solidarité. Il a donc plutôt essayé jeudi la tactique de l'intimidation : les ouvriers ont été priés de remplir un questionnaire leur demandant d'écrire sur blanc s'ils étaient grévistes ou non.

(l'immense majorité, semble-t-il, ont refusé) ; le procureur a décrété la grève « illégale », en avertissant les participants des conséquences ; la police a adressé des convocations aux membres du comité de grève - auxquelles il ne sont pas tendus.

Une manifestation de trois cents à cinq cents étudiants, selon des témoins, a été dispersée dans le centre de Cracovie par des policiers très nombreux, mais sans brutalité. Une dizaine de personnes ont été interpellées puis relâchées dans la soirée. De son côté, la direction des aciéries de Nowa-Huta a informé les ouvriers qu'elle ne pourrait plus garantir leur « sécurité » dans l'entreprise à partir de 22 heures, vendredi soir. Cette menace paraît davantage concerner d'éventuels licenciements qu'une intervention des forces de l'ordre, qui ne sont d'ailleurs pas visibles aux alentours.

Le chef des syndicats officiels, M. Alfred Miodowicz, membre du bureau politique du parti, a indiqué à la presse occidentale qu'il ne pensait pas que le recours à la force serait « nécessaire ».

Car, tout en voulant se montrer fermes, les autorités semblent soucieuses de ne pas envenimer les choses à l'approche du 1<sup>er</sup> mai, une date toujours délicate pour la Pologne, qui doit faire coïncider manifestants officiels autorisés et contre-manifestants d'opposition interdits. La police polonaise avait peut-être davantage à l'esprit les événements du 1<sup>er</sup> mai que la grève à Nowa-Huta arrêtée jeudi à Lublin (proche de Stalowa-Wola) trois responsables de Solidarité, dont l'un, M. Zbigniew Bujak, ancien chef de la commission autonome clandestine du syndicat jouit toujours d'une grande popularité auprès du public.

Les deux autres sont MM. Janus Onysiewicz, porte-parole du syndicat dissous, et un universitaire, M. Henryk Wozniakowski. M. Bronislaw Geremek, historien et conseiller de Lech Walesa, qui avait été interpellé, a été aussitôt relâché.

Le pouvoir juge la situation suffisamment sérieuse pour que le vice-premier ministre chargé de l'application de la réforme économique, M. Zdzislaw Sadowski, ait reporté un voyage à Washington. Pour l'instant, les autorités tentent de contourner le comité de grève de Nowa-Huta, composé de sympathisants ou d'anciens membres de Solidarité, en négociant uniquement avec des représentants du syndicat officiel, l'OPZZ. Rien ne paraît cependant que les grévistes acceptent un accord conclu par la direction et l'OPZZ qui ne porterait que sur les revendications salariales.

S. K.

## URSS

## Nouvelle absence remarquée de M. Egor Ligatchev

MOSCOU  
de notre correspondant

Les signes de recul de l'influence politique de M. Ligatchev, le numéro deux du parti, se multiplient. Bien qu'en charge de l'idéologie et de la presse, le chef de file des conservateurs brillait, en effet, par son absence à une récente réunion de l'ensemble des cadres chargés, de près ou de loin, de la propagande et de l'encadrement politique du pays.

Les rédacteurs en chef de tous les grands titres de la presse écrite, les responsables locaux et régionaux de la télévision, les dirigeants des syndicats et des Jeunesses communistes, le chef de la direction politique de l'armée et de la flotte, des représentants des diverses sections du comité central, des ministères et des grands organismes d'Etat ont été convoqués à cette rencontre consacrée aux « questions fondamentales de la présente étape de la reconstruction [et] du renouveau démocratique de la société ». Mais M. Egor Ligatchev, lui, recevait pendant ce temps-là le secrétaire général du Parti communiste sud-africain.

L'humiliation publique est d'autant plus significative que M. Iakovlev, membre du bureau politique, bras droit de M. Gorbatchev et grand stratège du courant réformateur, était, en revanche, présent - aux côtés d'une autre membre du bureau politique, M. Nikov, dont l'agriculture est pourtant l'attribution première.

Donnée, jeudi 27 avril, par la Pravda sous forme de compte rendu parfaitement neutre, l'information a aussitôt relancé dans Moscou les rumeurs selon lesquelles M. Ligatchev se serait vu formellement retirer, la semaine dernière, la responsabilité de l'idéologie et de la presse. L'après-midi même, ces rumeurs étaient une nouvelle fois officiellement démenties. La situation est ainsi de plus en plus nette : en titre, le numéro deux conserve toujours toutes ses attributions, mais le moins qu'on puisse dire est qu'il ne les exerce plus guère.

Pour M. Gorbatchev, cette situation est tout à fait confortable, car une véritable érection de M. Ligatchev - outre qu'elle n'aurait peut-être pas été facile à obtenir - aurait sacré l'actuel numéro deux chef de l'opposition. Ce n'est alors plus un parti mais deux qui auraient préparé la conférence qui doit, fin juin, débattre de la démocratisation de la vie politique, et il n'est pas sûr que dans un affrontement direct de ce type les réformateurs aient eu l'avantage.

Maintenu aux plus hautes responsabilités, mais considérablement affaibli par l'échec de l'offensive anti-réformes qu'il avait lancée le mois dernier avec la publication d'un manifeste conservateur dans *Sovetskaja Rossiia*, M. Ligatchev est, au contraire, devenu la preuve vivante de l'actuel recul des conservateurs.

Le succès aidant au succès, M. Gorbatchev a donc de meilleures chances qu'il y a un mois encore de sortir vainqueur de la conférence. Cette étape franchie, la question d'une recombinaison de la direction pourrait bien évidemment se poser - si une nouvelle crise ne l'impose pas plus tôt.

BERNARD GUETTA.

GRANDE-BRETAGNE : pour calmer les frondeurs de son parti

M<sup>me</sup> Thatcher adoucit légèrement sa réforme de l'aide sociale

LONDRES  
de notre correspondant

M<sup>me</sup> Thatcher a prudemment reculé de quelques pas devant le flot de réactions hostiles provoquées par la vaste réforme du système de protection sociale entrée en vigueur le 11 avril dernier. Son ministre de la Sécurité sociale, M. John Moore, a annoncé, mercredi 27 avril, aux Communes, quelques mesures qui adoucissent un peu l'effet des décisions déjà prises.

Le premier ministre a voulu éviter ainsi une réédition de la désastreuse séance du 18 avril aux Communes, au cours de laquelle la confortable majorité de cent une voix dont dispose le gouvernement avait été réduite à vingt-cinq, à la suite de la révolte d'un groupe de députés conservateurs. Il s'agissait alors de la création d'un nouvel impôt local par tête d'habitant égal pour tous, riches ou pauvres. Ce projet de loi, très controversé, risquait d'ailleurs de passer difficilement l'épreuve de la Chambre des Lords dans les semaines qui viennent.

La principale concession annoncée par M. Moore concerne l'aide au logement. Celle-ci est automatiquement

attribuée aux personnes qui ont de faibles revenus, en particulier les retraités. La réforme en avait retiré le bénéfice à tous les Britanniques qui ont des économies supérieures à 6 000 livres, (environ 64 000 francs). L'envoi avait été considérable dans le pays et les députés conservateurs avaient été inondés de lettres d'électeurs, souvent âgés, leur faisant part de leur détresse. La suppression des 4 à 5 livres qui leur étaient accordées jusqu'à chaque semaine pour les aider à payer leur loyer constituait pour eux une catastrophe.

M. Moore a indiqué que le plafond des économies « autorisées » serait porté à 8 000 livres. Cela devrait permettre à environ cent mille Britanniques de bénéficier à nouveau de l'aide au logement. Le ministre de la Sécurité sociale a également annoncé la création d'une aide temporaire spéciale pour tous ceux qui ont perdu plus de 2,5 livres de prestations par semaine, à la suite de la réforme. M. Moore a enfin voulu résoudre un problème soulevé par le leader de l'opposition travailliste, M. Neil Kinnock, et décidé qu'une propriété immobilière ne sera pas considérée comme faisant partie des « économies » d'un

citoyen pendant les six mois qui suivront sa mise en vente.

Il s'agit, en définitive, de concessions de bout de chandelle. Celles-ci ne devraient coûter au Trésor que 100 millions de livres, alors que le budget total de la protection sociale a atteint cette année 48,5 milliards de livres. Le pilier majeur de la réforme - la création de mécanismes réduisant automatiquement le minimum vieillesse garanti à partir de l'an 2000 - n'est pas en cause.

M<sup>me</sup> Thatcher a atteint son objectif immédiat puisque sa majorité aux Communes sur la question de l'aide au logement a été de quatre-vingt-seize voix et que les « rebelles » du Parti conservateur se sont donc comptés cette fois sur les doigts d'une seule main. Le *Guardian* souligne cependant dans un éditorial que son attitude a suscité un malaise et compris dans son propre parti. Le premier ministre aurait déclaré, lors d'une réunion du cabinet, qu'elle « n'avait pas été prévue » des répercussions possibles de sa réforme. « Est-ce possible ? Peut-être avoir à ce point perdu le contact avec ce qui se passe dans le pays qu'elle gouverne ? », s'interroge le *Guardian*.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## L'affaire de Gibraltar

Selon de nouveaux témoins les trois militants de l'IRA auraient été abattus sans sommation

Il ressort d'un reportage de la chaîne de télévision ITN, diffusé le 28 avril en Grande-Bretagne, que les trois militants de l'IRA tués le 6 mars dernier par des soldats britanniques à Gibraltar ont été abattus sans sommation par des hommes du SAS (Special Air Services) avant d'être achevés de plusieurs balles à bout portant alors qu'ils gisaient au sol.

L'émission intitulée « Death on the Rock » (Mort sur le rocher) retrace les circonstances hantées et controversées de la mort de Mairead Farrell, Daniel McCann et Sean Savage, à partir des témoignages concordants de cinq personnes. Ceux-ci concordent la version officielle du gouvernement britannique selon laquelle les hommes du SAS ont ouvert le feu, après les sommations d'usage, « parce que les trois militants de l'IRA avaient eu des gestes menaçants laissant supposer qu'ils étaient armés au moment de leur interpellation ».

Un témoin, qui a assisté à la scène depuis son appartement, affirme que « l'homme et la femme [membres de l'IRA] n'ont eu aucun geste brusque, ils semblaient se demander ce qui se passait. Ils ont levé les mains en l'air comme pour se rendre, mais ils n'avaient aucune chance et se sont affaiblis ». Un autre témoin, avocat, raconte avoir vu un des soldats « tirer à bout portant plusieurs fois sur un homme qui s'est instantanément effondré les bras en l'air ».

Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, était intervenu personnellement pour tenter d'interdire la diffusion de ce programme. Sa requête a été toutefois rejetée par la Haute Autorité de l'audiovisuel (ITAB). - (AFP.)

## Proche-Orient

L'assassinat à Athènes du chef de l'ASALA

## La fin d'un symbole dévoyé

La direction de la sûreté grecque a confirmé, jeudi 28 avril, que l'homme, porteur d'un passeport diplomatique sud-yéménite au nom d'Abdul Mohamoud Khashin, assassiné dans la matinée à Athènes, était bien Agop Agopian, l'ancien chef de l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie (ASALA). C'est la femme d'Agopian, qui se trouvait à ses côtés, jeudi matin lorsqu'il a été tué par deux inconnus qui a révélé dans la soirée l'identité réelle de la victime.

Agopian a été tué à Phaliron, une banlieue du sud d'Athènes qui borde le golfe de Salonique, par deux inconnus dont le visage était dissimulé par des cagoules alors qu'il s'apprêtait à monter dans sa voiture. Les agresseurs, qui ont tiré à quatre reprises avec un fusil à canon scé, le touchant à la tête, étaient vraisemblablement des hommes professionnels et ont pris la fuite en volant d'une camionnette.

Chef charismatique de l'ASALA, qu'il avait créée avec son camarade Hagop Darakjian, Agop Agopian, de son vrai nom Bedros Hovanesian, était né en Irak il y a environ quarante ans. Emigré avec sa famille au Liban au début des années 60, il rejoint le FPLP de Georges Hachache, et son courage dans les commandos extrémistes palestiniens lui vaut alors le surnom de Moudjahid (le combattant).

Mais pour lui et ses amis, la lutte aux côtés des Palestiniens consistait surtout un moyen d'apprendre l'art et les méthodes de combat dans le but de les utiliser pour ce qui était à l'époque leur obsession prioritaire : la lutte contre l'Etat turc pour venger le génocide du peuple arménien en Turquie en 1915.

Fondée en 1975 à Beyrouth, l'ASALA est devenue rapidement l'organisation la plus radicale dans la sanglante lutte menée contre les Turcs par les jeunes Arméniens de la troisième génération. Près de vingt-cinq diplomates turcs ont été tués de par le monde de 1975 à 1983 par les terroristes de l'ASALA. La popularité de celle-ci au sein de la diaspora arménienne est alors au zénith, et Agop Agopian est devenu le symbole de la lutte pour la reconnaissance internationale du génocide. Cette popularité s'écroule rapidement à la suite de la « dérive meurtrière et folle » de l'organisation, qui commence à partir de 1983 à s'en prendre à « des objectifs non spécifiquement turcs ».

Cette dérive est le fait même d'Agop Agopian, appelé alors « le Fox » par certains des membres de l'ASALA, qui mettent en cause la manière autoritaire et cruelle avec laquelle il se comporte envers ses subordonnés ainsi que sa politique d'attentats aveugles contre des objectifs qui n'ont rien à voir avec la cause arménienne.

## Une mort mystérieuse

C'est d'ailleurs le fameux attentat à la bombe qui, en juillet 1983, fit huit morts et cinquante-six blessés à l'aéroport d'Orly qui provoqua la scission de l'ASALA. Les dissidents de l'ASALA-Mouvement révolutionnaire, dirigés par Monte Melkonian, s'opposèrent désormais par tous les moyens au nouveau des deux toujours contrôlé par Agop Agopian. De sanglants règlements de compte au Liban et ailleurs, des campagnes de délation publiques, furent par conséquent le démantèlement de l'organisation mère et celle des scissions qui ne forment plus que des groupes restreints aux activités fort limitées.

Agop Agopian, qui avait annoncé sa propre mort en 1982 sous les décombres d'une maison de Beyrouth détruite par l'aviation israélienne, change alors constamment de résidence. Certains affirment qu'il est devenu méconnaissable du terrorisme international. On le dit proche du groupe d'Abou Nidal et des services secrets syriens et libyens.

Qui en définitive a tué Agop Agopian ? Il est difficile de le préciser avec certitude. L'assassinat d'Athènes étant l'œuvre de professionnels, disposant apparemment de moyens puissants. Ce qui n'est pas le cas du groupuscule dissident ASALA-Mouvement révolutionnaire, presque inexistant et dont le chef, Monte Melkonian, purge une peine de cinq ans dans les prisons françaises.

On ne peut évidemment pas exclure une action menée par les services secrets turcs ou de certains des pays auxquels Agop Agopian s'en était pris. Ainsi que l'affirme Ara Toranian, porte-parole du Mouvement national arménien qui fut jadis très proche de l'ASALA, Agop Agopian vivait « collé » à l'extérieur, dans l'intérieur des rangs arméniens qu'à l'extérieur ». Sa mort risque de démentir aussi mystérieuse que l'ont été les dernières années de sa vie.

JEAN GUEYRAS.

La révolte dans les territoires occupés

## Un jeune Palestinien tué en Cisjordanie

De nouveaux affrontements ont éclaté, le jeudi 28 avril, dans les territoires occupés, où un jeune Palestinien a été tué par l'armée israélienne qu'une grève générale déclenchée à l'appel de la Direction militaire du soulèvement semble avoir été menée massivement suivie que précédemment.

Selon l'armée israélienne, des soldats ont ouvert le feu, dans un village de Cisjordanie proche de Jérusalem, sur des manifestants qui leur avaient lancé des pierres ainsi qu'une bouteille incendiaire. L'un des Palestiniens a été tué. Des incidents ont également eu lieu à Hébron, où des manifestants ont essayé de prendre d'assaut la mairie pour obliger le maire - désigné par les autorités israéliennes, - M. Abdel Majid El-Zar, à démissionner. Une personne a été blessée par un garde du corps du maire. A Gaza, ce sont deux Palestiniens, de douze et quatorze ans, qui ont été blessés par l'armée lors d'un affrontement entre celle-ci et des manifestants.

Déclaté à l'appel du quatuorzième communiqué de la Direction militaire du soulèvement palestinien, le

20 avril, une grève générale n'a été que partiellement suivie, de nombreux Palestiniens étant allés travailler en Israël tandis que nombre de commerçants de Jérusalem-Est (arabes) et de Naplouse sont restés ouverts. A Ramallah (près de Jérusalem) et à Hébron, toutefois, les boutiques étaient fermées jeudi.

A Washington, par ailleurs, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, s'est montré d'un optimisme très relatif quant aux chances de succès de son initiative de paix au Proche-Orient. Si l'accord, devant une sous-commission du Sénat, n'avait réalisé « aucune percée », il a estimé que, « dans des circonstances appropriées », la Jordanie pourrait soutenir son projet de conférence internationale restreinte.

Il a cependant tenu à souligner que, en l'état actuel des discussions qu'il a eues dans la région, les Jordaniens ne lui avaient pas donné leur accord. Parmi ses propositions, M. Shultz préconise la convocation d'une conférence internationale sans aucun pouvoir de décision, qui n'aurait pour mission que de « lancer » des négociations directes entre Israël et ses voisins sur le sort des territoires occupés. - (AFP, AP.)

## RENAULT ÉTOILE

## LA SEMAINE DU

## TURBO

## TOUTE LA GAMME

## RENAULT OCCASIONS

Sur présentation de cette annonce la carte grise vous est offerte.

23, bd de Courcelles, 75008 Paris - Tel. 45 63 82 53

10, av. de la Grande-Armée, 75017 Paris - Tel. 47 63 11 21

51, av. de la Grande-Armée, 75016 Paris - Tel. 45 00 33 82

**Grand Hôtel Des Jours**

Tél. 500051 Danjoux Juvenot

1 - 4022 CHAMANDY - Ardennes - France - En face de la gare - Plage privée - Parking privé - Toutes confortables - Tranquille - Grande piscine - Air conditionné - Luminaires extérieurs avec miroir à la carte - Petit déjeuner à buffet - Salle à manger spacieuse et lumineuse - Formidable pour enfants et jeunes - Sports - Jeux - Musique - Piano-bar - Prix à partir de Lit. 90.000-120.000 personnes complètes - Tél. 19.00.00.00 (24h/24) - Tél. 500051.



## Le débat télévisé

Le Monde • Samedi 30 avril 1988 • 5



## Les VUES de Raymond Depardon

JEUDI 28 AVRIL, 21 heures

**Vélizy**  
Centre commercial  
Il n'y a personne pour acheter un poste de télévision à cette heure-là. Le son est coupé, le magasin est presque vide et les rares clients ne viennent pas regarder le débat. Seul le directeur me rejoint et se décide à mettre un peu de son. A côté, des immigrés hésitent à acheter un magnétoscope japonais et un peu plus loin, un jeune adolescent un peu gros s'acharne sur son jeu vidéo.

Ils étaient là, enfin ! tous les deux. La télévision se faisait modeste — sans décor, sans mise en scène, sans interventions des journalistes autres que pour introduire les thèmes et compter les minutes — afin de laisser les citoyens entendre « en direct », sans intermédiaire, sans information de seconde main, sans ragot, sans rumeur, sans analyse, la vérité de ces deux ans d'exercice partagé, mais toujours solitaire, du pouvoir.

Rien d'anecdotique à cela : la cohabitation, qui a pris fin théâtralement le jeudi soir 28 avril — on n'attend plus que le dénouement — c'était bien la mise à l'épreuve de deux hommes dans l'exercice du pouvoir, chacun comptant franchir, ainsi, les limites d'un électoral, renverser les barrières des « familles » et des « camps », et s'imposer non plus comme le représentant d'une fraction des Français, mais comme l'un des hommes d'Etat auxquels la majorité d'entre eux pourrait s'en remettre quant au destin commun pour sept ans.

Le moment est venu de les départager. « Je pense m'être tenu comme il convenait de se tenir », M. François Mitterrand jugeait ainsi son propre comportement depuis son entrée en campagne. « Je souhaite que la campagne se déroule dans des conditions qui éclaircissent les Français », M. Jacques Chirac résumait ainsi le sien. La tenue d'un côté, la clarté de l'autre. Ou plutôt : « Un peu de tenue ! » demandait l'un ; « Soyez clair ! » intimait l'autre.

« Un peu de tenue » face au Front national, avec lequel il ne faut pas être « complaisant » ; de la tenue, encore, avec les chiffres du chômage, qui révélaient la « continuité dans l'échec » depuis 1974 ; et que l'on se tienne bien, enfin, et plus que tout, devant l'Etat ! N'est-ce pas le trébuchet auquel on pèse celui qui veut en occuper la tête ? Le juge s'est fait censeur : « En tant que premier ministre, j'ai constaté que vous aviez (...) de très réelles qualités. Vous n'avez pas celle de l'impartialité, ni du sens de la justice dans la conduite de l'Etat. »

## La tenue et la clarté

La démonstration accompagnait le propos, en relevant comme une faut de goût, comme un manquement à la bienséance et, plus encore, comme l'aveu même de cette absence du sens de l'impartialité — autant dire du sens de l'Etat — le fait que M. Chirac appelait son interlocuteur « Monsieur Mitterrand », alors que ce dernier ne se départissait pas, avec quelque ironie condescendante, du respect dû à la fonction de son adversaire en l'appelant « Monsieur le premier ministre ».

Oh ! certes, « M. le premier ministre » avait bien raison de considérer qu'ils étaient, tous deux, à ce moment, non pas titulaires d'une charge, mais candidats. Il avait raison, comme M. Homais a toujours raison.

A ce point du débat, dans l'instinct même où M. Chirac affirmait son droit bien démocratique

de lui contester, M. Mitterrand s'identifiait à son titre. La mauvaise grâce de son interlocuteur le faisait plus président que de raison. On allait voir que ce « Monsieur le premier ministre » n'était pas de pur respect des formes. Il maintenait, entre M. Mitterrand et son concurrent, à la fois reconnue et méprisée comme tel, l'insaisissable et implacable distance du dédain.

« De la clarté ! » M. Chirac tenait son fait. Que M. Mitterrand nous dise, enfin, ce qu'il fera, s'il est réélu, après le 8 mai ! Qu'il nous dise si sa politique économique sera de gauche ou de droite ! Qu'il s'explique sur la vraie-fausse proposition de donner le droit de vote aux immigrés pour les élections locales ! Qu'il montre s'il fait ou non, lui aussi, à sa façon, des clin d'œil aux électeurs de M. Le Pen ! M. Chirac

cru, alors, qu'il avait rétabli l'équilibre. A 22 h 10, ces mots sont sortis d'un sourire : « Moi, je n'ai pas changé, j'applique une politique depuis deux ans, monsieur le président. »

La confiance, soudain, la complicité peut-être, crevaient l'écran. M. Chirac se voyait sauvé. Il ne présentait rien. Il n'a pas fallu dix minutes... Et un nom : Gordji. Le visage du premier ministre a changé. Tout le débat changeait d'âme. En trahissant le secret de son bureau, M. Mitterrand redevenait le Florentin avec poignard. Soudain, M. Chirac apparaissait comme la victime d'un machiavélisme sans scrupule, et tout le mérite d'avoir ferraillé pendant deux ans avec un tel adversaire lui était rendu. La façade élégante de la cohabitation volait en éclats.

Qui alors gardait l'Etat ?

PATRICK JARREAU.

## La fin de la cohabitation

(Suite de la première page.)

C'est la première fois depuis le 16 mars 1986, ainsi que l'a souligné M. Chirac, que l'un ou l'autre des deux protagonistes de la cohabitation, rend publiquement une conversation en tête à tête. Dans l'esprit du premier ministre, cela s'apparente à une rupture de contrat. L'accusation est forte, bien que le contrat en question s'étende de lui-même, le 8 mai au soir, par accord tacite. Au-delà de ce débat de principe sur le conduite en duo des affaires de l'Etat, l'incident permet de poser deux questions :

— Soit le président de la République avoue, dans son indignation, que sa confiance a été trahie parce que le premier ministre lui a présenté successivement deux versions contradictoires de la responsabilité de M. Gordji dans les attentats terroristes qui ont frappé Paris à l'automne 1986 ;

— Soit le chef de l'Etat fait un aveu encore plus grave, celui de son impuissance sur une affaire qui touche à la sécurité du pays, à sa politique internationale, puisque, selon lui, le premier ministre a manœuvré de telle sorte qu'il aurait mené, de bout en bout, la « guerre des ambassades » puis la libération de celui qui en était le prétexte, M. Gordji.

Au-delà de la vélocité des faits incriminés, les deux hommes ont livré, en une minute, la réalité actuelle de leur cohabitation. Elle est en miettes. Le dossier néo-calédonien en fournirait s'il en était besoin, la preuve flagrante. Le gouvernement paraît agir uniquement en vertu de la Constitution, le chef des armées, l'Elysée n'est informé de la situation sur place que par les dépêches

d'agences, les communiqués du FLNKS et les articles d'envoyés spéciaux envoyés, de circonscription en circonscription. Entre le gouvernement (ministère de la défense, ministère de l'Intérieur, Matignon) et le chef de l'Etat, les ponts de la communication sont coupés.

L'incident Gordji, l'existence des échanges d'informations sur la Nouvelle-Calédonie, sont inquiétants pour le fonctionnement normal des institutions de la Ve République. Comment un « camp » ou un autre envisagerait-il de démissionner de cette tâche que la confiance de l'un ou l'autre partenaire peut-être trahie ?

## Cinq d'œil

Pour les uns comme pour les autres, la cohabitation n'est plus à l'ordre du jour. M. Chirac se raccroche à l'existence, au Parlement, d'une majorité qui lui est favorable. M. Mitterrand lui est favorable, à partir du 9 mai, l'en constitue une autre. Sur ce terrain, contrairement aux apparences, l'incident Gordji est mieux placé que son premier ministre. Il a d'ailleurs utilisé dans le débat un argument fort : le vote du premier tour a sanctionné la majorité actuelle et obligé le premier ministre à lancer quelques « clins d'œil » en direction du Front national. Le rapport des forces enregistré le 24 avril et l'éclatement des droites n'ont pas conduit M. Chirac à changer d'une ligne stratégique décidée et mise en œuvre dès 1984 : la majorité se trouve dans l'addition des voix de droite et dans l'extrême droite, certitude que M. Padoa-Schioppa a exprimée au soir des résultats.

M. Chirac a donc parlé exclusivement en direction de ce total-là, en multipliant les appels à l'électorat de M. Le Pen à l'instar d'un interprète tous ses développements sur l'immigration clandestine, devenue, pour cause de second tour, un véritable « vivier » de délinquants ; sur la sécurité ; ou sur l'« identité nationale » qu'il s'est fait fort de restaurer. A l'inverse, M. Mitterrand a parlé à gauche, bien sûr, mais essentiellement pour le centre, en englobant à la fois les barrières, (dont tous les thèmes ont été passés en revue, à commencer par la démission de l'Elysée RPR), et les giscardiens. Jamais M. Valéry Giscard d'Estaing n'avait été

autant couvert d'éloges sur un sujet par définition... contrasté, puisqu'il s'agit de son rôle dans la construction de l'Europe.

Malgré ces clins d'œil tous azimuts, le débat a manqué de perspectives. M. Chirac est resté obstinément accroché à la critique du bilan du président et singulièrement de son « quinquennat actif », tandis que M. Mitterrand, ne voulant pas se lier les mains, cherchait surtout à se prévaloir de la continuité, celle de l'Etat, celle de la France, par opposition à la « rupture » incarnée, selon lui, par le premier ministre. Le septennat à venir n'a donc tenu aucune place, on s'est en fait en face-à-face. Ce constat est, paradoxalement, plus gênant pour M. Mitterrand que pour M. Chirac, ne serait-ce que parce que chacun accorde plus de chances au premier de l'emporter le 8 mai, au vu des résultats du 24 avril.

C'était donc du président-candidat que l'on attendait le plus. Or, bien qu'il ait décrit à plusieurs reprises le piège qui lui était tendu par M. Chirac — « Quand vous aurez dit, vous, que les socialistes ont tout raté et quand j'aurai répondu que vous avez tout raté, en quoi aurons-nous fait avancer les affaires de la France ? En quoi les Français auront-ils une perspective intéressante à partir du 8 mai ? » — lui a-t-il demandé —, M. Mitterrand s'est laissé enfermer. Même s'il a fait prévoir sa fonction et son rang, face à son premier ministre qui n'était pas loin d'accepter l'hypothèse de sa réélection, M. Mitterrand lui a essentiellement opposé une force d'inertie. Or celle-ci, pour rassurer qu'elle puisse paraître, n'est certainement pas suffisante, lorsqu'il s'agit non de se contenter d'un vote par crainte de l'extrême-droite, mais de rechercher un vote d'adhésion.

Il reste donc quelques jours au président-candidat pour éclaircir le septennat qui vient. Il peut le faire en donnant aux derniers jours de sa campagne l'élan qui lui a jusqu'à présent fait défaut. Il peut aussi choisir de laisser ce soin à son futur premier ministre, conformément au nouvel équilibre des forces qu'il veut désormais respecter, et qui fait du président un garant plus qu'un gérant. A condition, bien sûr, de livrer sans tarder le nom de celui qui aura en charge l'immigration.

JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES L'HOMEAU

## Avenue Franco-Russe

## « Crac-crac »

Il aura suffi d'un chiffre audacieux et de quelques bons mots pour les décevoir. Réunis au premier étage de l'avenue Franco-Russe pour la retransmission du débat, une cinquantaine de fidèles du président se mordillaient nerveusement les lèvres. Jusqu'à ce que Jacques Chirac affirme d'entendre que 36 % des Français lui ont accordé leur confiance lors du scrutin de dimanche dernier. Les rangs si raides à y a encore un instant se mettent soudain à tanguer. Rires sonores, coups de coude complices, apartés ironiques. Lorsque François Mitterrand, le sourire aux lèvres, se déclare « amusé » par un tel chiffre, la salle s'éclate de bon cœur. Ressaur, Georges Sarré se penche vers son voisin : « C'est fois, il s'est lancé. » La bonne humeur ne se démentira plus.

L'avenue Franco-Russe est bonne fille : les bons mots du président sont salués par de grands éclats de rire et certains n'oublient pas d'applaudir les meilleures réparties. Pas une réserve. Tout juste un silence figé à l'évocation du congrès de

Valence qui donne l'occasion à François Mitterrand de parler de « ces amis qu'il lui arrive parfois de désapprouver ».

La parterre a d'ailleurs été sélectionné : François Giroud côtoie Roland Dumas, Georges Dufour, Richard Berry, Monique Lang et Francis Lelanne. Plus turbulents, les derniers rangs s'enflamment à la moindre étincelle. Jacques Chirac évoque la baisse de la délinquance. Les chahuteurs s'indignent : « Menteur ! », « N'importe quoi ! ». Lorsque le premier ministre affirme que la situation économique s'est améliorée, une voix courroucée amène du fond de la salle : « Et le commerce extérieur, alors ? » Détendus, les plus en forme ponctuent les phrases « crac-crac » poussées à la source du « Bébé show ». Quelques minutes plus tard, certains ne retiennent leurs fous rires qu'avec peine. Jacques Chirac « en tant qu'homme et en tant que maire de Paris » dénonce les mauvais coups portés... aux chiens et aux chats. Les échanges

suivants seront noyés sous une cascade de rires accompagnés d'applaudissements. « Dommage que les chiens ne votent pas », lance une voix.

Economie, éducation, immigration, la salle tend l'oreille. Jacques Chirac affirme voir dans les calendriers « le vivre-vieillesse ». Les réticences se font alors plus amères : « Il vise l'électorat de La Pen », chuchote-t-on dans les rangs. « Mais il a vraiment le cul entre deux chaises. »

Lorsque la lumière se rallume, tous célèbrent en chœur les vertus de François Mitterrand. Accoudée au bar, une jeune fille se remet à peine de ses émotions. « J'ai eu une angoisse terrible au moment de l'évocation de l'affaire Gordji, soupire-t-elle, mais il s'en est vraiment bien sorti. » Noyé dans cette grand-messe euphorique, Richard Berry hâssarde une plaisanterie : « Alors, vous m'avez trouvé bon ? » Il n'aura guère de succès.

ANNE CHEMIN.

## Réactions

## Molière et Dumas

Le duel terminé, les témoins et les observateurs n'ont pas manqué de commenter les passes d'armes du président de la République et du premier ministre. « C'était Taruffe et d'Aragnan », a ironisé M. François Léotard. « D'Aragnan, c'est Chirac. Je suis du côté de d'Aragnan », Mitterrand a toujours été au fond du cœur, Chirac, lui, est allé souvent au filet. Il a été très offensif et convaincant. Il connaît mieux ses dossiers que M. Mitterrand et il s'est, en plus, appuyé sur un bilan impressionnant. M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre, a plutôt vu dans le maire de Paris une sorte d'« homme de commando ». « Si quelqu'un est apparu comme l'homme du rassemblement, c'était bien le président de la République. »

M. Bruno Megret, directeur de campagne de M. Le Pen, a renvoyé dos à dos les deux candidats. Pour le député de l'Eure, l'ombre de M. Le Pen planait sur le studio de télévisi-

de chacun des deux candidats. Ce débat n'a pas grandi notre pays. M. Chirac et Mitterrand n'avaient rien à dire aux Français, ils se sont contentés de se chamailler sur le passé, et n'ont en rien annoncé de politique nouvelle. »

Pour M. Roland Leroy, directeur du quotidien l'Humanité, « il manquait beaucoup de choses dans ce débat [qui] a montré l'existence d'un consensus » entre les deux candidats. « Nous n'avons pas eu un vrai affrontement, même pas un débat, mais une conversation souvenant longue, quelquefois ennuyeuse et aimable », a estimé M. Leroy.

Le débat a été « digne », malgré des « attaques indignes » du premier ministre, a expliqué M. Lionel Jospin. Le premier secrétaire du PS a estimé que M. François Mitterrand avait fait preuve d'une « supériorité psychologique » sur M. Chirac. « M. Chirac est un homme installé dans le passé qui s'est contenté de raviver des querelles. »

« M. Mitterrand était soucieux de s'abriter sans cesse derrière sa fonction de président de la République », a affirmé, en revanche, M. Philippe Mestre. Le directeur de campagne de M. Raymond Barre a trouvé le chef de l'Etat « sur la défensive, prudent et vague ». M. Chirac se montrant « dynamique et offensif ».

« On peut penser que ce débat aura ouvert les yeux de beaucoup d'hésitants sur les risques du vote Chirac », a déclaré M. Pierre Joxe, tandis que le président d'honneur du MRG, M. Jean-Michel Baylet, s'est félicité « de la sérénité, de la tolérance et du souci de continuité historique » manifestés par le président de la République.

M. Yvon Briant (CNI) a regretté pour sa part que les électeurs de M. Le Pen n'aient pas été pris en compte par M. Mitterrand. « En dépit de sa fourberie habituelle, M. Mitterrand a montré son vrai visage de champion du sectarisme et d'ennemi de la droite. »

RENULT ET  
LA SEMAINE  
TURBO  
TOUTE LA  
GAMME  
RENULT OCCASION

ELECTIONS ?  
c'est page 171 du  
Dictionnaire de la  
CONSTITUTION  
CUJAS 640 p. 98 F.

هكذا من الاميل



هكذا من الاحمل

CHOMAGE

Echec pour tous

« Pour la première fois depuis quinze ans », le chômage a diminué : « nous avons stoppé la dégradation de l'emploi ». Assurément, comme des évidences, ces deux affirmations de M. Jacques Chirac manquent de réalité chiffrée. Malheureusement, le chômage n'a cessé d'augmenter pendant toute la période, sauf à l'occasion de « deux crans d'arrêt », à la fin de M. François Mitterrand, sous le gouvernement de M. Fabius puis au cours des derniers mois de gouvernement de M. Chirac.

Pendant le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing, les deux gouvernements successifs ont enregistré un quasi-doublement des demandes d'emploi. Le nombre des inscrits à l'ANPE est passé de 427 400 à 925 200 quand M. Jacques Chirac était premier ministre, de mai 1974 à août 1976 (+ 497 800). Il s'est élevé jusqu'à 1 658 100 entre août 1976 et mars 1981, quand M. Raymond Barre était à Matignon (+ 730 000).

Pendant le « quinquennat actif » de M. François Mitterrand, l'augmentation s'est poursuivie. Le chômage touchait 2 467 600 personnes en mars 1986, soit 811 500 de plus

qu'en mars 1981. « Nous avons tous échoué », a reconnu le président de la République. De fait, entre l'arrivée au gouvernement de M. Jacques Chirac et mars 1988, il y a eu 67 500 chômeurs supplémentaires. Le chiffre, en données corrigées, est passé de 2 467 600 à 2 535 100.

Il est vrai que cette dernière phase se divise en deux temps. Le chômage commence par s'aggraver fortement (+ 208 300) entre mars 1988 et mars 1987, puis diminue (- 140 800) entre mars 1987 et mars 1988, la tendance au renversement étant concentrée sur les derniers mois. Le traitement social du chômage y est pour beaucoup et il est faux de dire que les trois quarts des jeunes stagiaires ont retrouvé un emploi.

Quant à la situation du marché du travail, le mouvement des pertes d'emplois s'enraye à partir du milieu de l'année 1985 pour des raisons qui ne sont pas toutes économiques. Il n'y a pas ou peu de créations supplémentaires, les TUC puis les stages SIVP expliquent le phénomène pour l'essentiel.

A. L.

Le décret Bérégovoy

Le « décret Bérégovoy » du 24 novembre 1982 a réduit la durée ou le montant de certaines prestations en cas de chômage, à la suite de l'échec des négociations entre les partenaires sociaux pour résoudre le déficit de l'assurance-chômage.

En cas de licenciement économique, il a réduit à six mois au lieu d'un an le versement de l'allocation spéciale et réduit son taux, qui pouvait aller jusqu'à 70 % auparavant. Dans les autres cas, il a abaissé à 80 % au lieu de 90 % du salaire brut antérieur le maximum d'allocation. Il a modifié les durées d'indemnisation en fonction des durées d'affiliation. Dans tous les cas, il a introduit des délais de carence dans l'indemnisation : sur les indemnités de licenciement et sur la durée des congés payés.

Par ailleurs, il a transféré à la retraite les chômeurs de plus de

soixante ans ayant trente-sept années et demi de cotisation d'assurance-vieillesse, préparation de la retraite à soixante ans. Il a aussi ramené de 70 % du salaire brut d'activité à 65 % au-dessus du plafond, 50 % au-dessus, le montant des prestations. Mesure d'autant plus mal ressentie que, le 1<sup>er</sup> avril 1983, les cotisations sociales des retraités étaient alignées sur celles des actifs (10,3 % pour la maladie, la vieillesse et la veuve, au lieu de 2 % sur la maladie comme les retraités).

D'autre part, le décret a doublé l'allocation de fin de droits pour les chômeurs âgés de plus de cinquante-cinq ans ayant cotisé plus de vingt ans à un régime de sécurité sociale des salariés, et une année continue ou deux années discontinues dans les cinq ans précédant leur licenciement ou leur démission.

ELECTION PRESIDENTIELLE

TOUS LES SONDAGES

LE MONDE DES SONDAGES

Consultez tous les sondages en direct. Participez à notre sondage en direct.

ELECTION

36.15 LE MONDE

OPPOSITION ?

... c'est page 345 du

Dictionnaire de la CONSTITUTION

CUJAS 640 p. 98 F.

du 1<sup>er</sup> au 30 avril

**Série spéciale**

**voiture 205 XT, XS ou GTI**

**ou votre 309 GTI**

**intérieur complet en cuir**

**sans supplément de prix\***



\*Prix tarif Peugeot au 31 janvier 1988 : l'équipement proposé, en cuir façon sellerie, comprend l'acier des sièges, les dossiers et les panneaux de portes. Coloris au choix. Livraison immédiate selon les options choisies.

**NEUBAUER**

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

M. CHIRAC : 36 % des électeurs m'ont approuvé

Nous publions ci-dessous les principaux extraits du débat télévisé entre M. Mitterrand et M. Chirac qui a eu lieu le jeudi 28 avril.

Après avoir exposé, avec Elie Vassier, directeur de la rédaction d'Antenne 2, les règles de l'émission, Michèle Cotta, directeur de l'information de TF 1, demande à « une campagne électorale permet tout » et si « nous ne sommes plus au temps de la cohabitation ».

M. MITTERRAND : La cohabitation a été voulue par le peuple français, et j'ai - nous avons - respecté sa volonté. Pendant le temps qui nous a été donné, nous avons veillé aux intérêts de la France. (...) Ensuite, la campagne électorale s'est déroulée au cours de ces der-

nières semaines. On reprend une certaine liberté ; il ne faut pas en prendre trop. (...) Je pense m'être tenu comme il convenait de se tenir et je ne veux pas en dire davantage. Il est normal que le débat ait lieu.

M. CHIRAC : La cohabitation (...) s'est déroulée dans des conditions qui ont été facilitées par nos institutions et par une certaine idée que se fait, dans son ensemble, notre pays sur les problèmes de politique étrangère : par nos institutions, qui donnent clairement les responsabilités du gouvernement au gouvernement (...) ; sur le plan de la politique étrangère (...) depuis que, dans ce domaine comme dans celui de la défense, le général de Gaulle a marqué ce que devait être la politique de la France et que cette orientation, après avoir été fermement critiquée par les uns et par les autres, est, aujourd'hui, considérée comme saine par tous. (...)

Le Front national

Interrogé sur le score du Front national, les deux candidats répondent :

M. CHIRAC : Les Français se sont exprimés, le 24 avril, dans des conditions qui (...) nous ont surpris : 34 % d'entre eux ont approuvé vos propositions, 36 % d'entre eux ont approuvé ce que mon gouvernement, ma majorité, avait fait et proposé - c'est ce que j'incarne aujourd'hui - et 30 %, ce qui est un nombre très important, à gauche comme à droite, ont manifesté leur mécontentement ou leur inquiétude. (...) Probablement, au cours de ce débat, serons-nous amenés à tenir compte de cette composante nouvelle, de ce nombre très important de nos concitoyens qui ne se reconnaissent pas dans nos projets ou dans nos préoccupations.

M. MITTERRAND : Ce qui m'a amené, c'est la comparaison entre les 34 % et les 36 %. Les Français ne s'y reconnaissent pas très bien. Ils ont voté dimanche dernier 34 %, un peu moins de 20 %, plus de 16 %, c'est cela la réalité. (...) Je défends les idées que j'ai toujours affirmées. Je ne m'adresse absolument pas à un parti politique particulier, notamment pas celui-là dont les idées et les projets sont aux antipodes des miens dans les domaines que je connais, et je n'ai donc aucune raison de faire un appel particulier à ce public. Chacun, chacun se reconnaîtra à sa guise. Les électeurs sont libres de s'exprimer.

M. CHIRAC : L'élection présidentielle, et c'est pour cela que le général de Gaulle avait voulu cette élection au suffrage universel, signifie un dialogue direct entre les électeurs et le candidat. Ce dialogue est engagé. Il ne s'agit pas, naturellement, pour moi, de classer les électeurs dans telle ou telle catégorie de droite, de gauche, ou du centre, etc. Je m'adresse aussi, cela va de soi, à tous les électeurs, et je respecte, par définition, parce que je suis un démocrate, tous les électeurs d'égal façon.

M. MITTERRAND : Le phénomène du Front national s'explique par bien des raisons, et, sans doute, par un malaise profond de millions de gens qui se sentent malheureux, ou anxieux, ou inquiets, pour des raisons multiples que nous aurons sans doute l'occasion d'analyser, mais il convient d'avoir une position claire. Ce qu'il faut retenir, c'est l'idéologie et le programme politique d'un parti comme celui-ci. Il ne faut pas être complaisant. Et j'espère - je n'ai pas toujours eu ce sentiment - que M. le premier ministre ne sera pas complaisant. Il faut récuser l'idéologie, il faut la déconstruire. Quant à ceux qui y adhèrent, c'est une autre affaire. Je crois qu'il faut, surtout, entendre et comprendre la demande sociale qu'ils expriment. Il ne faut pas être sourd. Si on est sourd aux problèmes fondamentaux de la vie quotidienne dans la ville, les inégalités sociales, alors on encourage des mouvements. Je crois qu'il faut être très ferme sur les principes, très ouvert sur la demande, mais il ne faut pas faire de concessions à la démarche de ce parti.

M. CHIRAC : Il n'est pas dans l'esprit de nos institutions, dans une campagne présidentielle, de faire la

moindre concession à quelque parti que ce soit ni à quelque idéologie que ce soit. Il faut simplement essayer de comprendre des hommes et des femmes, d'où qu'ils soient, toutes celles et tous ceux, notamment, qui ont voté, à droite ou à gauche, pour d'autres candidats que ceux qui avaient voté en 1981. (...) Les uns - je dirai plutôt à droite - (...) parce qu'il s'est développé, M. Mitterrand, sous votre quinquennat actif, si j'ose dire, c'est-à-dire de 1981 à 1985, un certain nombre de phénomènes qui ont été insupportables pour beaucoup de nos concitoyens. (...) Le chômage, au-delà encore du niveau élevé qu'il avait atteint avant, et surtout un certain nombre de mesures qui ont été prises et qui ont créé cette nouvelle pauvreté, cette notion d'urgence au moment du congrès de Valence, dont je n'ai pas entendu, d'ailleurs, que vous l'avez condamné, puisque, vous même, avez affirmé que le Parti socialiste devait pénétrer

l'Etat - alors que vous étiez le chef de l'Etat - et que vous l'y encouragez.

En 1986, nous nous n'avons changé aucun dirigeant des chaînes de télévision et de radio, contrairement à ce qui s'était passé en 1981. (...) Demain, si les Français me font confiance, je puis m'engager à ce que, conformément à l'esprit qui a toujours été le mien et que j'ai notamment appliqué pendant les deux ans où j'ai été premier ministre, l'impartialité de l'Etat soit totalement garantie.

M. MITTERRAND : Alors il faudrait que M. le premier ministre, si jamais l'éventualité, assez fragile, qu'il a évoquée se produisait, (...) fasse des progrès, c'est-à-dire qu'il change un peu ses manières de faire le socialisme ; il faudrait qu'il en finisse avec l'Etat-RPR qui s'est installé d'une façon insolente, selon de vieilles traditions, et qui s'est relevé par d'autres partis de droite. Je dis de droite, pardonnez-moi, mais enfin, c'est l'expression qu'avait employée M. Pasqua lorsque, au soir du 24 avril, il (...) a effacé toute distinction entre les contraires, le RPR et le Front national. (...) Le congrès de Valence s'est tenu pendant que j'étais au Mexique pour la conférence de Cancun et quand je suis revenu, accueilli par les journalistes, très émus, de ma descente d'avion, j'ai dit : « Ce n'est pas cela qu'il faut faire, il ne faut pas essayer de diviser les Français, et certaines expressions excessives

étaient en 1985, pendant six mois au temps de M. Fabius et, depuis quelques mois, (...) avec vous. En réalité, M. le premier ministre, on ferait peut-être mieux de dire que, dans la lutte contre le chômage, il y a eu continuité dans l'échec. (...)

M. CHIRAC : Non, M. Mitterrand, nous n'avons pas tout fait de la même façon.

M. MITTERRAND : Cela a été pire avec vous. Vous avez doublé !

M. CHIRAC : Vous me permettez de parler de l'actualité.

M. MITTERRAND : Ah ! oui, c'est cela, éviter le passé lorsqu'il est lourd.

M. CHIRAC : Depuis deux ans, j'ai fait ce que je voulais faire et, donc, j'en assume toutes les responsabilités, ce qui me conduit à constater que si, pendant les cinq ans de gouvernement socialiste, il y eu, en bilan, 700 000 chômeurs de plus, je constate que, pour la première fois d'ailleurs, depuis quinze ans pour être franc, depuis mars 1987, il y a une diminution du chômage. Monsieur Mitterrand, permettez-moi de vous dire que pendant les cinq années de pouvoir socialiste, si vous reprenez les statistiques de l'INSEE, que personne ne conteste, il y a eu tous les jours ouvrés cinq cents chômeurs de plus.

Derrière ces chiffres se cache ce que chacun sait et ce qu'on imagine. Depuis mars 1987, c'est-à-dire depuis qu'on a commencé à prendre corps les mesures de mon gouvernement, il y a cinq cents chômeurs de

moins par jour ouvré en France. Moins 5 % maintenant. Et ceci a été particulièrement caractéristique pour les jeunes dont le chômage a augmenté pendant toute la période 81-86 et qui, aujourd'hui...

M. MITTERRAND : C'est exact !

M. CHIRAC : Je crois que c'est pas la peine de dire simplement : « c'est exact ». Il y a aujourd'hui 15 % de chômage jeunes de moins qu'en mars 1986, quand j'ai pris la responsabilité du gouvernement.

M. MITTERRAND : Même si nous faisons beaucoup d'observations de caractère général avant d'aborder le détail, si je peux appeler ça en détail - d'ailleurs ce n'est pas un mot que je dis, facilement après ce que j'ai entendu, il n'y a pas longtemps, sur les places publiques - Monsieur le premier ministre, ce que vous dites là, vous l'avez répété cent fois depuis les quatre mois que vous êtes candidat à la présidence de la République (...) mais les Français ont jugé le 24 avril. Il y a entre 19 % et 20 % de Français qui ont estimé que vous aviez raison, et les autres ont pensé que vous aviez tort. Alors, quand vous aurez dit, vous, que les socialistes ont tout raté et quand j'aurai répondu que vous avez tout raté, en quel est-ce que nous aurons fait avancer les affaires de la France ? En quel est-ce que les Français auront une perspective intéressante à partir du 8 mai prochain ? Je me permets de vous conseiller de ne pas tomber dans ces schémas un peu trop simplistes. (...)

M. CHIRAC : Je crois que c'est pas la peine de dire simplement : « c'est exact ». Il y a aujourd'hui 15 % de chômage jeunes de moins qu'en mars 1986, quand j'ai pris la responsabilité du gouvernement.

M. MITTERRAND : Même si nous faisons beaucoup d'observations de caractère général avant d'aborder le détail, si je peux appeler ça en détail - d'ailleurs ce n'est pas un mot que je dis, facilement après ce que j'ai entendu, il n'y a pas longtemps, sur les places publiques - Monsieur le premier ministre, ce que vous dites là, vous l'avez répété cent fois depuis les quatre mois que vous êtes candidat à la présidence de la République (...) mais les Français ont jugé le 24 avril. Il y a entre 19 % et 20 % de Français qui ont estimé que vous aviez raison, et les autres ont pensé que vous aviez tort. Alors, quand vous aurez dit, vous, que les socialistes ont tout raté et quand j'aurai répondu que vous avez tout raté, en quel est-ce que nous aurons fait avancer les affaires de la France ? En quel est-ce que les Français auront une perspective intéressante à partir du 8 mai prochain ? Je me permets de vous conseiller de ne pas tomber dans ces schémas un peu trop simplistes. (...)

M. CHIRAC : Je crois que c'est pas la peine de dire simplement : « c'est exact ». Il y a aujourd'hui 15 % de chômage jeunes de moins qu'en mars 1986, quand j'ai pris la responsabilité du gouvernement.

M. MITTERRAND : Même si nous faisons beaucoup d'observations de caractère général avant d'aborder le détail, si je peux appeler ça en détail - d'ailleurs ce n'est pas un mot que je dis, facilement après ce que j'ai entendu, il n'y a pas longtemps, sur les places publiques - Monsieur le premier ministre, ce que vous dites là, vous l'avez répété cent fois depuis les quatre mois que vous êtes candidat à la présidence de la République (...) mais les Français ont jugé le 24 avril. Il y a entre 19 % et 20 % de Français qui ont estimé que vous aviez raison, et les autres ont pensé que vous aviez tort. Alors, quand vous aurez dit, vous, que les socialistes ont tout raté et quand j'aurai répondu que vous avez tout raté, en quel est-ce que nous aurons fait avancer les affaires de la France ? En quel est-ce que les Français auront une perspective intéressante à partir du 8 mai prochain ? Je me permets de vous conseiller de ne pas tomber dans ces schémas un peu trop simplistes. (...)

M. CHIRAC : Je crois que c'est pas la peine de dire simplement : « c'est exact ». Il y a aujourd'hui 15 % de chômage jeunes de moins qu'en mars 1986, quand j'ai pris la responsabilité du gouvernement.

M. MITTERRAND : Même si nous faisons beaucoup d'observations de caractère général avant d'aborder le détail, si je peux appeler ça en détail - d'ailleurs ce n'est pas un mot que je dis, facilement après ce que j'ai entendu, il n'y a pas longtemps, sur les places publiques - Monsieur le premier ministre, ce que vous dites là, vous l'avez répété cent fois depuis les quatre mois que vous êtes candidat à la présidence de la République (...) mais les Français ont jugé le 24 avril. Il y a entre 19 % et 20 % de Français qui ont estimé que vous aviez raison, et les autres ont pensé que vous aviez tort. Alors, quand vous aurez dit, vous, que les socialistes ont tout raté et quand j'aurai répondu que vous avez tout raté, en quel est-ce que nous aurons fait avancer les affaires de la France ? En quel est-ce que les Français auront une perspective intéressante à partir du 8 mai prochain ? Je me permets de vous conseiller de ne pas tomber dans ces schémas un peu trop simplistes. (...)

M. CHIRAC : Je crois que c'est pas la peine de dire simplement : « c'est exact ». Il y a aujourd'hui 15 % de chômage jeunes de moins qu'en mars 1986, quand j'ai pris la responsabilité du gouvernement.

M. MITTERRAND : Même si nous faisons beaucoup d'observations de caractère général avant d'aborder le détail, si je peux appeler ça en détail - d'ailleurs ce n'est pas un mot que je dis, facilement après ce que j'ai entendu, il n'y a pas longtemps, sur les places publiques - Monsieur le premier ministre, ce que vous dites là, vous l'avez répété cent fois depuis les quatre mois que vous êtes candidat à la présidence de la République (...) mais les Français ont jugé le 24 avril. Il y a entre 19 % et 20 % de Français qui ont estimé que vous aviez raison, et les autres ont pensé que vous aviez tort. Alors, quand vous aurez dit, vous, que les socialistes ont tout raté et quand j'aurai répondu que vous avez tout raté, en quel est-ce que nous aurons fait avancer les affaires de la France ? En quel est-ce que les Français auront une perspective intéressante à partir du 8 mai prochain ? Je me permets de vous conseiller de ne pas tomber dans ces schémas un peu trop simplistes. (...)

M. CHIRAC : Je crois que c'est pas la peine de dire simplement : « c'est exact ». Il y a aujourd'hui 15 % de chômage jeunes de moins qu'en mars 1986, quand j'ai pris la responsabilité du gouvernement.

M. MITTERRAND : Même si nous faisons beaucoup d'observations de caractère général avant d'aborder le détail, si je peux appeler ça en détail - d'ailleurs ce n'est pas un mot que je dis, facilement après ce que j'ai entendu, il n'y a pas longtemps, sur les places publiques - Monsieur le premier ministre, ce que vous dites là, vous l'avez répété cent fois depuis les quatre mois que vous êtes candidat à la présidence de la République (...) mais les Français ont jugé le 24 avril. Il y a entre 19 % et 20 % de Français qui ont estimé que vous aviez raison, et les autres ont pensé que vous aviez tort. Alors, quand vous aurez dit, vous, que les socialistes ont tout raté et quand j'aurai répondu que vous avez tout raté, en quel est-ce que nous aurons fait avancer les affaires de la France ? En quel est-ce que les Français auront une perspective intéressante à partir du 8 mai prochain ? Je me permets de vous conseiller de ne pas tomber dans ces schémas un peu trop simplistes. (...)

M. CHIRAC : Je crois que c'est pas la peine de dire simplement : « c'est exact ». Il y a aujourd'hui 15 % de chômage jeunes de moins qu'en mars 1986, quand j'ai pris la responsabilité du gouvernement.

M. MITTERRAND : Même si nous faisons beaucoup d'observations de caractère général avant d'aborder le détail, si je peux appeler ça en détail - d'ailleurs ce n'est pas un mot que je dis, facilement après ce que j'ai entendu, il n'y a pas longtemps, sur les places publiques - Monsieur le premier ministre, ce que vous dites là, vous l'avez répété cent fois depuis les quatre mois que vous êtes candidat à la présidence de la République (...) mais les Français ont jugé le 24 avril. Il y a entre 19 % et 20 % de Français qui ont estimé que vous aviez raison, et les autres ont pensé que vous aviez tort. Alors, quand vous aurez dit, vous, que les socialistes ont tout raté et quand j'aurai répondu que vous avez tout raté, en quel est-ce que nous aurons fait avancer les affaires de la France ? En quel est-ce que les Français auront une perspective intéressante à partir du 8 mai prochain ? Je me permets de vous conseiller de ne pas tomber dans ces schémas un peu trop simplistes. (...)

M. CHIRAC : Je crois que c'est pas la peine de dire simplement : « c'est exact ». Il y a aujourd'hui 15 % de chômage jeunes de moins qu'en mars 1986, quand j'ai pris la responsabilité du gouvernement.

M. MITTERRAND : Même si nous faisons beaucoup d'observations de caractère général avant d'aborder le détail, si je peux appeler ça en détail - d'ailleurs ce n'est pas un mot que je dis, facilement après ce que j'ai entendu, il n'y a pas longtemps, sur les places publiques - Monsieur le premier ministre, ce que vous dites là, vous l'avez répété cent fois depuis les quatre mois que vous êtes candidat à la présidence de la République (...) mais les Français ont jugé le 24 avril. Il y a entre 19 % et 20 % de Français qui ont estimé que vous aviez raison, et les autres ont pensé que vous aviez tort. Alors, quand vous aurez dit, vous, que les socialistes ont tout raté et quand j'aurai répondu que vous avez tout raté, en quel est-ce que nous aurons fait avancer les affaires de la France ? En quel est-ce que les Français auront une perspective intéressante à partir du 8 mai prochain ? Je me permets de vous conseiller de ne pas tomber dans ces schémas un peu trop simplistes. (...)

M. CHIRAC : Je crois que c'est pas la peine de dire simplement : « c'est exact ». Il y a aujourd'hui 15 % de chômage jeunes de moins qu'en mars 1986, quand j'ai pris la responsabilité du gouvernement.

M. MITTERRAND : Même si nous faisons beaucoup d'observations de caractère général avant d'aborder le détail, si je peux appeler ça en détail - d'ailleurs ce n'est pas un mot que je dis, facilement après ce que j'ai entendu, il n'y a pas longtemps, sur les places publiques - Monsieur le premier ministre, ce que vous dites là, vous l'avez répété cent fois depuis les quatre mois que vous êtes candidat à la présidence de la République (...) mais les Français ont jugé le 24 avril. Il y a entre 19 % et 20 % de Français qui ont estimé que vous aviez raison, et les autres ont pensé que vous aviez tort. Alors, quand vous aurez dit, vous, que les socialistes ont tout raté et quand j'aurai répondu que vous avez tout raté, en quel est-ce que nous aurons fait avancer les affaires de la France ? En quel est-ce que les Français auront une perspective intéressante à partir du 8 mai prochain ? Je me permets de vous conseiller de ne pas tomber dans ces schémas un peu trop simplistes. (...)

M. CHIRAC : Je crois que c'est pas la peine de dire simplement : « c'est exact ». Il y a aujourd'hui 15 % de chômage jeunes de moins qu'en mars 1986, quand j'ai pris la responsabilité du gouvernement.

M. MITTERRAND : Même si nous faisons beaucoup d'observations de caractère général avant d'aborder le détail, si je peux appeler ça en détail - d'ailleurs ce n'est pas un mot que je dis, facilement après ce que j'ai entendu, il n'y a pas longtemps, sur les places publiques - Monsieur le premier ministre, ce que vous dites là, vous l'avez répété cent fois depuis les quatre mois que vous êtes candidat à la présidence de la République (...) mais les Français ont jugé le 24 avril. Il y a entre 19 % et 20 % de Français qui ont estimé que vous aviez raison, et les autres ont pensé que vous aviez tort. Alors, quand vous aurez dit, vous, que les socialistes ont tout raté et quand j'aurai répondu que vous avez tout raté, en quel est-ce que nous aurons fait avancer les affaires de la France ? En quel est-ce que les Français auront une perspective intéressante à partir du 8 mai prochain ? Je me permets de vous conseiller de ne pas tomber dans ces schémas un peu trop simplistes. (...)

M. CHIRAC : Je crois que c'est pas la peine de dire simplement : « c'est exact ». Il y a aujourd'hui 15 % de chômage jeunes de moins qu'en mars 1986, quand j'ai pris la responsabilité du gouvernement.

M. MITTERRAND : Même si nous faisons beaucoup d'observations de caractère général avant d'aborder le détail, si je peux appeler ça en détail - d'ailleurs ce n'est pas un mot que je dis, facilement après ce que j'ai entendu, il n'y a pas longtemps, sur les places publiques - Monsieur le premier ministre, ce que vous dites là, vous l'avez répété cent fois depuis les quatre mois que vous êtes candidat à la présidence de la République (...) mais les Français ont jugé le 24 avril. Il y a entre 19 % et 20 % de Français qui ont estimé que vous aviez raison, et les autres ont pensé que vous aviez tort. Alors, quand vous aurez dit, vous, que les socialistes ont tout raté et quand j'aurai répondu que vous avez tout raté, en quel est-ce que nous aurons fait avancer les affaires de la France ? En quel est-ce que les Français auront une perspective intéressante à partir du 8 mai prochain ? Je me permets de vous conseiller de ne pas tomber dans ces schémas un peu trop simplistes. (...)

M. CHIRAC : Je crois que c'est pas la peine de dire simplement : « c'est exact ». Il y a aujourd'hui 15 % de chômage jeunes de moins qu'en mars 1986, quand j'ai pris la responsabilité du gouvernement.

M. MITTERRAND : Même si nous faisons beaucoup d'observations de caractère général avant d'aborder le détail, si je peux appeler ça en détail - d'ailleurs ce n'est pas un mot que je dis, facilement après ce que j'ai entendu, il n'y a pas longtemps, sur les places publiques - Monsieur le premier ministre, ce que vous dites là, vous l'avez répété cent fois depuis les quatre mois que vous êtes candidat à la présidence de la République (...) mais les Français ont jugé le 24 avril. Il y a entre 19 % et 20 % de Français qui ont estimé que vous aviez raison, et les autres ont pensé que vous aviez tort. Alors, quand vous aurez dit, vous, que les socialistes ont tout raté et quand j'aurai répondu que vous avez tout raté, en quel est-ce que nous aurons fait avancer les affaires de la France ? En quel est-ce que les Français auront une perspective intéressante à partir du 8 mai prochain ? Je me permets de vous conseiller de ne pas tomber dans ces schémas un peu trop simplistes. (...)

M. CHIRAC : Je crois que c'est pas la peine de dire simplement : « c'est exact ». Il y a aujourd'hui 15 % de chômage jeunes de moins qu'en mars 1986, quand j'ai pris la responsabilité du gouvernement.

M. MITTERRAND : Même si nous faisons beaucoup d'observations de caractère général avant d'aborder le détail, si je peux appeler ça en détail - d'ailleurs ce n'est pas un mot que je dis, facilement après ce que j'ai entendu, il n'y a pas longtemps, sur les places publiques - Monsieur le premier ministre, ce que vous dites là, vous l'avez répété cent fois depuis les quatre mois que vous êtes candidat à la présidence de la République (...) mais les Français ont jugé le 24 avril. Il y a entre 19 % et 20 % de Français qui ont estimé que vous aviez raison, et les autres ont pensé que vous aviez tort. Alors, quand vous aurez dit, vous, que les socialistes ont tout raté et quand j'aurai répondu que vous avez tout raté, en quel est-ce que nous aurons fait avancer les affaires de la France ? En quel est-ce que les Français auront une perspective intéressante à partir du 8 mai prochain ? Je me permets de vous conseiller de ne pas tomber dans ces schémas un peu trop simplistes. (...)

M. CHIRAC : Je crois que c'est pas la peine de dire simplement : « c'est exact ». Il y a aujourd'hui 15 % de chômage jeunes de moins qu'en mars 1986, quand j'ai pris la responsabilité du gouvernement.

M. MITTERRAND : Même si nous faisons beaucoup d'observations de caractère général avant d'aborder le détail, si je peux appeler ça en détail - d'ailleurs ce n'est pas un mot que je dis, facilement après ce que j'ai entendu, il n'y a pas longtemps, sur les places publiques - Monsieur le premier ministre, ce que vous dites là, vous l'avez répété cent fois depuis les quatre mois que vous êtes candidat à la présidence de la République (...) mais les Français ont jugé le 24 avril. Il y a entre 19 % et 20 % de Français qui ont estimé que vous aviez raison, et les autres ont pensé que vous aviez tort. Alors, quand vous aurez dit, vous, que les socialistes ont tout raté et quand j'aurai répondu que vous avez tout raté, en quel est-ce que nous aurons fait avancer les affaires de la France ? En quel est-ce que les Français auront une perspective intéressante à partir du 8 mai prochain ? Je me permets de vous conseiller de ne pas tomber dans ces schémas un peu trop simplistes. (...)

M. CHIRAC : Je crois que c'est pas la peine de dire simplement : « c'est exact ». Il y a aujourd'hui 15 % de chômage jeunes de moins qu'en mars 1986, quand j'ai pris la responsabilité du gouvernement.

M. MITTERRAND : Même si nous faisons beaucoup d'observations de caractère général avant d'aborder le détail, si je peux appeler ça en détail - d'ailleurs ce n'est pas un mot que je dis, facilement après ce que j'ai entendu, il n'y a pas longtemps, sur les places publiques - Monsieur le premier ministre, ce que vous dites là, vous l'avez répété cent fois depuis les quatre mois que vous êtes candidat à la présidence de la République (...) mais les Français ont jugé le 24 avril. Il y a entre 19 % et 20 % de Français qui ont estimé que vous aviez raison, et les autres ont pensé que vous aviez tort. Alors, quand vous aurez dit, vous, que les socialistes ont tout raté et quand j'aurai répondu que vous avez tout raté, en quel est-ce que nous aurons fait avancer les affaires de la France ? En quel est-ce que les Français auront une perspective intéressante à partir du 8 mai prochain ? Je me permets de vous conseiller de ne pas tomber dans ces schémas un peu trop simplistes. (...)

M. CHIRAC : Je crois que c'est pas la peine de dire simplement : « c'est exact ». Il y a aujourd'hui 15 % de chômage jeunes de moins qu'en mars 1986, quand j'ai pris la responsabilité du gouvernement.

M. MITTERRAND : Même si nous faisons beaucoup d'observations de caractère général avant d'aborder le détail, si je peux appeler ça en détail - d'ailleurs ce n'est pas un mot que je dis, facilement après ce que j'ai entendu, il n'y a pas longtemps, sur les places publiques - Monsieur le premier ministre, ce que vous dites là, vous l'avez répété cent fois depuis les quatre mois que vous êtes candidat à la présidence de la République (...) mais les Français ont jugé le 24 avril. Il y a entre 19 % et 20 % de Français qui ont estimé que vous aviez raison, et les autres ont pensé que vous aviez tort. Alors, quand vous aurez dit, vous, que les socialistes ont tout raté et quand j'aurai répondu que vous avez tout raté, en quel est-ce que nous aurons fait avancer les affaires de la France ? En quel est-ce que les Français auront une perspective intéressante à partir du 8 mai prochain ? Je me permets de vous conseiller de ne pas tomber dans ces schémas un peu trop simplistes. (...)

M. CHIRAC : Je crois que c'est pas la peine de dire simplement : « c'est exact ». Il y a aujourd'hui 15 % de chômage jeunes de moins qu'en mars 1986, quand j'ai pris la responsabilité du gouvernement.

M. MITTERRAND : Même si nous faisons beaucoup d'observations de caractère général avant d'aborder le détail, si je peux appeler ça en détail - d'ailleurs ce n'est pas un mot que je dis, facilement après ce que j'ai entendu, il n'y a pas longtemps, sur les places publiques - Monsieur le premier ministre, ce que vous dites là, vous l'avez répété cent fois depuis les quatre mois que vous êtes candidat à la présidence de la République (...) mais les Français ont jugé le 24 avril. Il y a entre 19 % et 20 % de Français qui ont estimé que vous aviez raison, et les autres ont pensé que vous aviez tort. Alors, quand vous aurez dit, vous, que les socialistes ont tout raté et quand j'aurai répondu que vous avez tout raté, en quel est-ce que nous aurons fait avancer les affaires de la France ? En quel est-ce que les Français auront une perspective intéressante à partir du 8 mai prochain ? Je me permets de vous conseiller de ne pas tomber dans ces schémas un peu trop simplistes. (...)

M. CHIRAC : Je crois que c'est pas la peine de dire simplement : « c'est exact ». Il y a aujourd'hui 15 % de chômage jeunes de moins qu'en mars 1986, quand j'ai pris la responsabilité du gouvernement.



PAULINO

l'Etat - alors que vous étiez le chef de l'Etat - et que vous l'y encouragez.

En 1986, nous nous n'avons changé aucun dirigeant des chaînes de télévision et de radio, contrairement à ce qui s'était passé en 1981. (...) Demain, si les Français me font confiance, je puis m'engager à ce que, conformément à l'esprit qui a toujours été le mien et que j'ai notamment appliqué pendant les deux ans où j'ai été premier ministre, l'impartialité de l'Etat soit totalement garantie.

M. MITTERRAND : Alors il faudrait que M. le premier ministre, si jamais l'éventualité, assez fragile, qu'il a évoquée se produisait, (...) fasse des progrès, c'est-à-dire qu'il change un peu ses manières de faire le socialisme ; il faudrait qu'il en finisse avec l'Etat-RPR qui s'est installé d'une façon insolente, selon de vieilles traditions, et qui s'est relevé par d'autres partis de droite. Je dis de droite, pardonnez-moi, mais enfin, c'est l'expression qu'avait employée M. Pasqua lorsque, au soir du 24 avril, il (...) a effacé toute distinction entre les contraires, le RPR et le Front national. (...) Le congrès de Valence s'est tenu pendant que j'étais au Mexique pour la conférence de Cancun et quand je suis revenu, accueilli par les journalistes, très émus, de ma descente d'avion, j'ai dit : « Ce n'est pas cela qu'il faut faire, il ne faut pas essayer de diviser les Français, et certaines expressions excessives

étaient en 1985, pendant six mois au temps de M. Fabius et, depuis quelques mois, (...) avec vous. En réalité, M. le premier ministre, on ferait peut-être mieux de dire que, dans la lutte contre le chômage, il y a eu continuité dans l'échec. (...)

M. CHIRAC : Non, M. Mitterrand, nous n'avons pas tout fait de la même façon.

M. MITTERRAND : Cela a été pire avec vous. Vous avez doublé !



## avant le second tour

# M. MITTERRAND : l'Etat RPR est un grand danger

ne donnez là un bien mauvais exemple.

M. MITTERRAND : Je continue à vous appeler monsieur le Premier ministre, puis-je ? C'est comme cela que je vous ai appelé pendant deux ans, et que vous l'êtes. Eh bien ! en tant que premier ministre, j'ai constaté que vous aviez, et c'est bien juste de le dire, de très réelles qualités ; vous n'avez pas celle de l'impartialité, ni celle du sens de la justice dans la conduite de l'Etat.

M. CHIRAC : Permettez-moi juste de vous dire que, ce soir, je ne suis pas le premier ministre, et vous n'êtes pas le président de la République. Nous sommes deux candidats à l'égalité, et qui se soumettent au jugement des Français. Vous me permettez donc de vous appeler M. Mitterrand.

M. MITTERRAND : Mais vous avez tout à fait raison, monsieur le premier ministre !

### Quelle majorité ?

M. MITTERRAND : (...) Quel que soit, quand même, après le 5 mai, le nommerai un premier ministre, si toutefois l'actuel premier ministre, que j'ai deviné moi-même, et qui est encore — démissionne. C'est la tradition républicaine. Mais en droit strict, constitutionnel, le premier ministre ne peut quitter son poste, sa fonction, qu'à la demande de l'Assemblée nationale. On verra si la tradition républicaine est respectée. En tout cas, je m'en arrangerai. Quand j'aurai la possibilité de nommer un premier ministre, je le nommerai. Le plus tôt sera le mieux, pour respecter le vœu des Français. Et je le chargerai de former un gouvernement, sans m'occuper davantage de l'Assemblée nationale, qui fera ce qu'elle voudra. Bien entendu, ce premier ministre aura pour directives de présenter une équipe de gouvernement, capable de représenter une large majorité des Français, de façon à se trouver à l'aise devant les électeurs qui se seront prononcés en sa faveur. Il appartiendra à l'Assemblée nationale de faire ce qu'elle voudra, et le premier ministre ne dira : « Je ne pourrais pas », ou : « Je ne le peux pas ». Et s'il ne le peut pas, je dissoudrai l'Assemblée nationale.

M. CHIRAC : Je tiens, tout d'abord, à vous rassurer, monsieur Mitterrand : je respecterai la tradition républicaine, vous n'en doutez pas. Je tiens aussi à dire que, moi, j'ai engagé — dans des conditions difficiles — le redressement de la France, il y a deux ans. Je l'ai fait avec tout mon cœur. Je l'ai fait avec la compétence d'un homme et de

hommes dévoués. J'ai une majorité au Parlement et j'entends, demain, nommer un premier ministre qui poursuivra et amplifiera cette tâche, en s'appuyant sur cette majorité que je n'ai, naturellement, aucune raison de sanctionner. D'où ma déclaration consistant à ne pas dissoudre. Moi, je suis prêt à gouverner. Il n'y a aucune incertitude sur l'avenir, sur les combinaisons à mettre au point pour avoir un gouvernement qui soit éventuellement soutenu, pour partie de son action, par l'Assemblée. Et le tout débouchant, naturellement, sur des élections législatives, un nouveau débat et de nouveaux retards dans l'effort que nous devons faire.

Pour ce qui me concerne, votre appréciation, monsieur Mitterrand, c'est : « Je vais nommer quelqu'un, aussi largement que possible, je vais essayer d'assurer quelques-uns de ces Français qui, pour... » C'était la conception de la IV<sup>e</sup> République. Je comprends très bien que vous y reveniez parce que j'ai toujours eu la conviction que vous n'aviez jamais tout à fait accepté la V<sup>e</sup> République et son esprit, dont vous avez bénéficié, mais que vous avez vivement combattu.

M. MITTERRAND : Je veux unir et rassembler, comme je l'ai dit dimanche soir, autour des valeurs démocratiques, et pas au-delà de mes propres convictions. Vous dites : « Il n'y a pas d'incertitude ». Il y en a une, monsieur le premier ministre, une très grave, la plus difficile à franchir : c'est votre élection. Vous avez donc dessiné ici une politique-fiction, en négligeant peut-être les séquelles d'une campagne électorale qui, dans votre camp, a été très durement sentie.

### Nouvelle-Calédonie

« Acceptez-vous tous les deux la convocation d'un conseil des ministres exceptionnel qui déciderait de dissoudre le FLNKS ? Ou seriez-vous de la nomination d'un nouveau médiateur... »

M. MITTERRAND : Ces deux dernières informations ne sont pas parvenues jusqu'à moi. Personne ne m'a parlé d'un médiateur. Ce n'est pas une mauvaise idée, mais ce n'est pas le chef du gouvernement qui en a le droit. Pas davantage, il ne m'a rien dit sur la dissolution éventuelle du mouvement indépendantiste des Canaques. De telle sorte que ce

soit des questions auxquelles je ne puis répondre. J'ajoute que s'il me le demandait, (...) cela mériterait qu'on en parle sérieusement, au vu d'un dossier, des connaissances exactes de la situation. Ce qui compte aujourd'hui, je le veux dire, c'est la minute où je m'exprime, c'est la libération des tensions et du magistrat qui sont aujourd'hui retenus en otage, ce qui n'est pas pour nous déplaire. Il est de mon devoir de rendre hommage au courage et au sens du service public de ceux qui ont été victimes de cette action. Donc, ce qui compte tout de suite, c'est de les délivrer. Mais ce qui compte toujours, aujourd'hui et demain, c'est le dialogue. Or le gouvernement a choisi la brutalité. Il a choisi d'ignorer la moitié à peu près de la population. Moi, je choisis le dialogue (...). Il y avait le calme avant mars 1988, les élections régionales et les élections législatives s'étaient déroulées avec la participation de tous et dans le calme, on a oublié que le dialogue est la règle de la République, il faut retourner au dialogue. Avec toutes les parties prenantes de la Nouvelle-Calédonie.

M. CHIRAC : Vous savez, je connais bien la Nouvelle-Calédonie, et c'est un pays que j'aime. J'y suis allé onze fois, ce qui me donne une certaine supériorité par rapport à ceux qui ne connaissent pas cette terre, ces hommes, quelle que soit leur origine ethnique. Dire que l'on fait une politique contre la moitié de cette population à moitié mélanésienne, c'est faire preuve d'une méconnaissance totale de ce dossier, méconnaissance politique, méconnaissance humaine. Il y a une réalité une action qui a été conduite et amplifiée de dialogue, et qui fait qu'une très large partie des Mélanésiens sont aujourd'hui en faveur de la solution qui consiste à rester dans la République, et ils l'ont exprimé clairement lors du dernier référendum. Personne ne l'a contesté et ne peut le faire. Il y a enfin un petit groupe qui, d'ailleurs, rejette les traditions culturelles et la coutume mélanésienne et Canaque et qui s'appelle le FLNKS, qui a été longtemps une sorte de parti politique puis qui, petit à petit, a dérivé vers le terrorisme et qui aujourd'hui est un groupe terroriste et qui vient encore de la marquer en étant solidaire et en revendiquant la préparation du drame d'Orly. Nos gardes ont été prisonniers, tuez. Je

tiens à vous dire à quel point cela m'a bouleversé. Vous savez, monsieur Mitterrand, si l'on n'avait pas systématiquement encouragé le FLNKS et Tjibaou, nous n'en serions pas là. Tjibaou disait il y a quelques temps : « Que la France nous dise combien elle veut de morts », et si je ne m'abuse, vous votre Lettre aux Français, dans laquelle, depuis sept ans que je le rencontre, M. Dillabou ne varie pas, c'est un homme que je respecte. Eh bien, voilà notre différence : moi, je ne respecte pas quelqu'un qui est devenu un terroriste et je ferai tout pour que ce groupe terroriste soit réduit comme il faut. Je ne suis pas le droit moral, monsieur Mitterrand de rejeter hors de la communauté nationale une partie de cette communauté, qu'elle soit d'origine mélanésienne, ou française, ou polynésienne, ou wallisienne, ou indonésienne, ou chinoise, je ne me vois pas le rejeter.

M. MITTERRAND : J'aurais pu vous demander de continuer la lecture de ma Lettre. Vous auriez vu que je considérais, moi aussi, qu'il ne fallait rejeter ni les uns ni les autres et que c'était la République française qui pouvait et qui devait être l'arbitre dans ce conflit que votre politique a malheureusement agité et aggravé par son injustice et son intolérance. Nous avons assisté, nous assistons actuellement, et c'est dramatique, à l'échec absolu de votre politique, et je suis sûr que les Français raisonnables défendent la République et toutes les communautés sans exception et sans rejeter personne en Nouvelle-Calédonie.

M. CHIRAC : Monsieur Mitterrand, lorsque vous avez pris le pouvoir en 1981, la Calédonie était totalement calme. Pour l'ensemble du territoire, il y avait un escadron et demi de soldats armés, c'est tout. Il y a eu les gouvernements socialistes et il y a eu l'assassinat, trente-deux morts, de maisons incendiées, des femmes violées... Voilà quel a été le résultat de votre politique. A partir de 1986, le calme est revenu sur le territoire, le peuple s'est exprimé par un référendum et personne n'a contesté le résultat. Comme par hasard, c'est à la veille de nos élections qu'une opération, dont le FLNKS nous dit aujourd'hui qu'elle a été préparée de longue date, dont nous savons qu'elle a été préparée avec une aide extérieure et probablement des complications intérieures, que cette opération intervient. Eh bien, je vous dis, monsieur Mitterrand, que les encouragements qui ont pu être donnés dans le passé à cette fraction terroriste et séparatiste qui représente très peu de chose sont responsables de cette situation. Je le répète, en 1981, il n'y avait aucun problème calédonien.

M. MITTERRAND : Je veux dire très rapidement que la Nouvelle-Calédonie, en l'espace d'un siècle, a connu de nombreuses crises dont certaines que celle que nous vivons aujourd'hui. Le problème s'est posé de telle sorte que le septennat de M. Giscard d'Estaing, à deux reprises, des ministres responsables ont voulu transformer les structures de ce lointain territoire en constatant ce que j'ai constaté, à savoir que l'on ne pouvait assurer l'harmonie dans la région, la justice et l'oppression. Il faut que chacun, à la base, ne sente en sécurité, il faut que la culture d'origine soit respectée ; il faut que les terres ne soient pas confisquées au bénéfice de quelques-uns. Il y a des fortunes immenses qui se sont bâties là-bas en face de la pauvreté ; cela a agité les oppositions, et la façon dont vous me

parlez de la coutume, monsieur Mitterrand, mais mon gouvernement a créé l'Assemblée calédonienne dans son nouveau statut ! Ceux qui ont contesté la coutume, c'est votre gouvernement, et c'est aussi le FLNKS.

M. MITTERRAND : Arrêtons les paradoxes et continuons... Les deux journalistes-arbitres font alors remarquer au président-candidat qu'il a un déficit de temps de parole de une minute et demie.

M. MITTERRAND : Je préfère ne pas avoir parlé une minute et demie de plus pour dire des choses aussi irréelles et aussi injustes que celles qui viennent d'être énoncées.

### L'Europe

Les mineurs de j'en interrogeant alors les deux hommes sur l'Europe.

M. MITTERRAND : En ce qui me concerne, c'était un engagement très ancien (...). C'est vrai qu'aujourd'hui M. le premier ministre est très européen dans son

(Lire la suite page 2.)

### AUDIOVISUEL

## D'un « Etat partial » à l'autre

La chasse aux sorcières dans l'audiovisuel fait plus recette que la composition des nouveaux durs ou les nominations dans la haute fonction publique. C'est sans doute pour cela que les deux candidats à la présidence ont choisi de traquer la partialité de l'Etat dans la maquis des médias. Hélas, le terrain ne leur est ni à l'un ni à l'autre, très favorable.

Certes, le premier gouvernement de M. François Mitterrand a fait tomber des sièges en 1981, de Jean-Pierre Elkabbach à Patrick Duhamel, et a changé la plupart des présidents de chaîne, mais le mouvement reste d'une ampleur limitée si on le compare aux « épurations » effectuées par le RPR après 1968 et par le gouvernement de M. Chirac en 1974.

M. Mitterrand est le premier chef de l'Etat à vouloir limiter cette minime du pouvoir politique sur les médias en créant, en 1982, la Haute Autorité. Et c'est à partir de cette date — et non de l'attentat de 1986 comme l'affirme M. Chirac — que les journalistes de l'audiovisuel ont travaillé plus librement. Dans son livre, *Les Miroirs de Jupiter*, M. Michèle Cotta reconnaît volontiers que les rares pressions exercées sur la Haute Autorité d'elle-même, la nomination de M. Jean-Claude Hérold à la présidence d'Antenne 2 émanant du gouvernement de M. Laurent Fabius et non de l'Elysée.

Hélas, M. Mitterrand a en grande partie perdu le bénéfice

de cette réforme lorsqu'il a confié la cinquième chaîne de télévision à M. Jérôme Seydoux et Silvio Berlusconi par une décision purement discrétionnaire et en contournant la Haute Autorité. Une manœuvre mal reçue par l'opinion, même si d'un point de vue purement juridique, le Conseil d'Etat, saisi, n'a rien trouvé à redire.

Mais M. Chirac ne saurait profiter des erreurs de M. Mitterrand pour se poser en champion de l'Etat impartial. S'il ne se livre pas en 1986 à la chasse aux sorcières que lui réclament les militants RPR, c'est que la Haute Autorité est toujours en place. La loi va faire sauter ce verrou et le remplacer par une CNCL dont la composition est soigneusement calculée pour donner une majorité confortable au RPR. C'est cette nouvelle autorité qui se penchera sur les pendants disculpables qui va se charger de remplacer tous les présidents et tous les propriétaires des chaînes. Ceux-ci se chargeront ensuite de pousser vers la porte les « têtes de turc » de la majorité : Claude Sérillon, Michel Polac, Philippe Alfonsi, etc.

Notons enfin que l'existence d'une CNCL « docile » n'empêche pas M. Jacques Chirac de recourir aux interventions directes : pressions sur Hava pour laisser la 5 à M. Robert Hersant, pressions sur la CNCL pour la suppression de TV 6, installation clandestine d'un émetteur en Nouvelle-Calédonie.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## Nouvelle-Calédonie : une occasion perdue

MM. MITTERRAND et Chirac, avaient l'occasion de faire ensemble un geste qui aurait peut-être pu contribuer à la libération des otages de la violence en Nouvelle-Calédonie. Ils pouvaient, en effet, s'accorder pour désigner un médiateur ou « médiateur » qui réconcilierait les indépendantistes canaques. Qui aurait, sans leur reprocher d'essayer de régler par la négociation une prise d'otages dont l'issue est jugée impossible par d'autres moyens sans risque de massacre ?

Cette occasion, le premier ministre, engagé dans leurs rôles de candidats, ne l'ont pas saisie. Ce fut entre eux, comme cela était prévisible, un désespérant dialogue de sourds. Désespérant par ce qu'il confirmait de blocages. Désespérant par les conséquences qu'il ne manquera pas d'avoir sur le terrain où chacun des deux camps s'en présence trouvent des raisons de s'entendre davantage dans la radicalisation.

M. Mitterrand avait évidemment le beau rôle puisque la responsabilité des troubles actuels incombe incontestablement à la politique menée là-bas, depuis 1986, sous l'autorité de M. Chirac. Pourtant, c'est lui qui hérite de la plus mauvaise part s'il est réélu le 8 mai. Car il est déjà suspecté par la majorité conservatrice néo-calédonienne, en dépit des distances qu'il a prises avec ses options de rupture, de vouloir de nouveau faire le jeu des indépendantistes, malgré le référendum du 13 septembre. Comme M. Chirac lui-même alimente des soupçons par son argumentation, la révolte des calédoches risque fort, dans ce cas de figure, de succéder à celle des Canaques. Le président-candidat, dont les analyses sont justes, a peut-être ainsi commis l'erreur de s'en tenir à une vision manichéenne du casse-tête calédonien. Ce sont moins les vieilles familles du territoire qui s'obstinent dans le refus du dialogue avec les Canaques que les Néo-Calédoniens

de fraîche date, ceux qui sont arrivés à Nouméa dans les années 50, attirés par la « boom » du nickel, et qui se comportent souvent comme d'archaïques colons.

Mais que dire de la rigidité de M. Chirac ? L'échec total de sa politique exige des révisions urgentes. Pourtant, le premier ministre-candidat persiste à s'accrocher à des certitudes caduques en assurant méconnaissamment les mêmes contre-vérités.

Si « une très large partie » de la communauté mélanésienne approuvait ses orientations, les Canaques voteraient-ils chaque fois à près de 80 % pour l'indépendance depuis que le comportement méprisable de l'Etat français à leur égard les a fait passer dans les années 70, de la revendication de l'autonomie au séparatisme, et maintenant à l'insurrection armée ?

Si le FLNKS ne représentait qu'une poignée de « terroristes » pourrait-il contrôler politiquement les trois quarts du territoire comme il le fait depuis les élections régionales de 1985 ? Son mot d'ordre de boycottage aurait-il été aussi suivi, le 24 avril, dans les zones de brousses s'éloignant tous les schémas artificiels entretenus depuis deux ans par le ministre des DOM-TOM ?

Comment interpréter son assurance d'aujourd'hui, alors que le déferlement de violence rend de plus en plus présumptueux paris d'hier ?

Voilà pourquoi la proposition de dissolution du FLNKS faite par M. Pons relève encore d'un dangereux manque de discernement.

On n'ose croire, en effet, que cette proposition ait pu être faite, après qu'aurait été vraiment mesu-

rées toutes les conséquences dramatiques qu'elle aurait si elle était approuvée. Non seulement elle consacrerait jusqu'à paroxysme la marginalisation politique de la majorité de la communauté canaque, qui se reconnaît dans la coalition indépendantiste, mais elle légitimerait le recours des anti-indépendantistes à la violence contre les prétendus « terroristes » dont les chefs disposent — on l'oublie parfois — de mandats électoraux.

Au moment où l'assassinat, ce vendredi, de l'un des auteurs de l'embuscade meurtrière de Hienghène, acquiescé par la cour d'assises de Nouméa, vient tragiquement souligner que l'heure des règlements de comptes personnels semble sonner, elle aussi, en Nouvelle-Calédonie, une telle perspective est cauchemardesque.

Ce nouveau drame ne fait qu'accentuer, au demeurant, le malaise ressenti devant le jugement porté par M. Chirac sur la personne même de M. Jean-Marie Tjibaou, catégoriquement pour lequel le premier ministre n'éprouve — il le dit — « aucun respect », contrairement à M. Mitterrand. Oubliant sans doute qu'un certain soir de décembre 1984 cet homme-là appelait ses militants à la non-violence alors même que deux de ses frères venaient d'être sauvagement abattus au cours de cette tristement fameuse embuscade abeilles par les jûrs de Nouméa...

Mais à quel bon les controverses politiques sur les responsabilités de la gauche et de la droite dans les origines du drame calédonien ? Depuis la « prise de possession » de 1983, la Nouvelle-Calédonie égrène ses morts. Des deux candidats, l'un a pris conscience qu'il appartenait à l'ensemble de la communauté française d'assumer cet héritage et qu'il ne saurait y avoir, à la solution sans compromis. L'autre ne veut pas l'admettre, et c'est plus qu'une faute...

ALAIN ROLLAT.

Vous avez rendez-vous avec la précision Longines

LONGINES

Chronomètre officiel des Grand Prix de Formule 1 et de l'Equipe Ferrari

Grand Prix de San Marin, Imola



Conquest VHP (pour Very High Precision) la montre la plus précise au monde. Tissu et or. Étanche à 50 mètres. Charge-ment automatique de précision. Boîtier, indicateur de fin de vie de pile. Glass saphir.

CLASSES PREP  
SCIENCES-PO  
CEPES

سكول من الاحول



## Le débat télévisé avant le second tour

## M. CHIRAC : j'ai baissé les impôts

## Commerce extérieur

## Trois causes aux difficultés

La dégradation du commerce extérieur de la France, et notamment du commerce des produits manufacturés, a trois causes principales. La première est la forte baisse de la demande des pays pétroliers et des pays en voie de développement, gros clients traditionnels de la France, les premiers appauvris par la baisse des prix du brut, les seconds par un endettement insupportable. La baisse des grands contrats, dont la France était si fière il y a quelques années, traduit cette dégradation et explique bien des déceptions.

La deuxième raison de nos difficultés est le haut niveau de la consommation des Français, consommation qui, depuis 1985, progresse probablement un peu trop rapidement malgré une évolution salariale extrêmement modérée. Les Français épargnent

de moins en moins et achètent de plus en plus à crédit.

Enfin, et cette troisième raison de nos déséquilibres est un peu plus rassurante, les industriels importent des biens d'équipement pour répondre à leur besoin d'investir et de se moderniser. Mais cette explication avancée par M. Chirac, si elle est exacte, n'est pas totale. La disparition de nombreux clients sur lesquels le commerce extérieur de la France était axé, une demande intérieure trop forte, sont des causes inquiétantes de nos problèmes parce que longues à modifier (nécessaire réorientation de nos exportations vers les pays industrialisés) ou douloureuses à corriger puisqu'elles impliquent une certaine austérité au cours des mois à venir.

A. V.

## Prélèvements obligatoires

## Une interprétation ambiguë

Les prélèvements obligatoires, impôts et cotisations sociales, sont plus lourds en France qu'ils n'ont jamais été, mais ils n'ont pas atteint 44,8 % du produit intérieur brut en 1987. De même ont-ils baissé deux années de suite — en 1985 et en 1986, — pour remonter en 1987.

Les quelques erreurs commises par M. Mitterrand sur ce point n'ont pas grande importance, les chiffres concernant les prélèvements obligatoires étant souvent révisés. Selon l'INSEE, ils ont évolué de la façon suivante : 44,8 % en 1984, 44,5 % en 1985, 44,2 % en 1986, 47,7 % en 1987. Cette remontée a été provoquée par la Sécurité sociale, dont les prélèvements ont évolué de la façon suivante : 19,2 % du PIB en 1984 et en 1985, 18,9 % en 1986, 19,1 % en 1987 (les taux de cotisation ayant été relevés). Le poids des impôts d'Etat, lui, n'a pratiquement pas bougé : 22,1 % en 1984, 20 % en 1985, 19,8 % en 1986, 20 % en 1987. Comme une partie des prélèvements effectués par l'Etat est redistribuée par lui aux collectivités

locales, à la CEE, à la Sécurité sociale, il est plus juste de considérer l'évolution suivante, après reversement : 17,7 % en 1984, 17,8 % en 1985, 17,5 % en 1986, 17,5 % en 1987.

Il apparaît que les baisses de taux des impôts d'Etat décidées par le gouvernement ont été en partie annulées au niveau des rendements par les fortes hausses d'impôts sur les sociétés et d'impôts sur le revenu en 1987. C'est-à-dire en effet progressé plus vite que la richesse nationale. Paradoxalement, l'élargissement de l'assiette fiscale a donc en grande partie annulé l'effet de la baisse des taux. Comme de leur côté les cotisations sociales ont été relevées pour rétablir l'équilibre du régime général, l'ensemble des prélèvements obligatoires a augmenté sensiblement en 1987, par rapport à 1986.

En revanche, le déficit de l'ensemble des administrations publiques, qui avait augmenté toutes ces dernières années, a baissé en 1987 de 16,4 milliards de francs, revenant à 144,8 milliards de francs à 128,6 milliards de francs.

## Impôt sur les grandes fortunes

## Une objection sérieuse

Faut-il rétablir l'impôt sur les grandes fortunes ? M. Mitterrand en est partisan au nom de la solidarité : faire payer les riches pour financer une partie du revenu minimum des pauvres. M. Chirac y est résolument hostile, estimant qu'un tel impôt ferait fuir les capitaux à l'étranger lorsque le marché unique européen sera réalisé, la RFA disposant d'une législation plus légère sur ce point.

L'objection soulevée par M. Chirac est sérieuse. Le rapport du conseil des impôts remis en 1986 au président de la République, et qui concernait l'imposition du capital, montre que celle-ci était en France (avec 3,14 % du PIB) nettement inférieure à ce qu'elle est au Royaume-Uni — 5,7 % —, plus faible que ce qu'elle est aux Etats-Unis — 3,88 % —, mais très supérieure à ce qu'elle est en République fédérale d'Allemagne (1,68 %). Or c'est bien la RFA qui — lorsque le marché unique sera réalisé avec ce qu'il implique de libre circulation des capitaux — risque de drainer une partie du patrimoine français.

D'autres remarques doivent être faites : l'imposition du capital a, en tendance, nettement baissé en RFA depuis vingt ans, alors qu'elle augmente sensiblement en France.

La RFA serait d'autant plus attirante pour les « épargnants » français, en régime de liberté des changes, que le rapport Boileux sur le marché unique européen à l'horizon 1993 a récemment montré qu'une proportion importante des revenus d'obligations n'était pas imposée en RFA, parce que non déclarée par leur propriétaire.

L'impôt sur les grandes fortunes est séduisant dans son principe, puisqu'il est vrai qu'il faiblit de cent mille à cent cinquante mille francs pour les détenteurs de biens immobiliers. L'ennui est que cet impôt doit toujours être modifié pour fonctionner : abattements, exemptions... On l'a vu avec les œuvres d'art, les forêts, l'impôt de travail. Mieux vaut, avait fait remarquer un groupe d'experts (MM. Blot, Meraud, Ventejol) dans un remarquable rapport, modifier les droits de succession. Ceux-ci ont été alloués en 1984 avec la création d'une tranche à 40 % en ligne directe, contre 20 % au maximum précédemment.

N'est-ce pas cette conquête de la justice fiscale qu'il importe de défendre plutôt qu'un IGF forcément boiteux ? On n'aura pas été sans remarquer que les Britanniques viennent de réduire leurs droits de succession, faisant passer le taux maximal d'imposition de 60 % à 40 %.

(Suite de la page 7.)

cours, c'est vrai qu'il y est arrivé tardivement, mais il est le bienvenu. Je me souviens du temps où il disait, c'était en 1979 — j'ai la citation sous les yeux — sur l'Europe, « ce qui nous sépare de l'Europe, c'est que nous ne sommes pas assez européens pour nous unir », ou bien « il y a bien deux thèses fondamentalement différentes sur l'Europe, l'une gaulliste qui consiste à construire l'Europe avec la possibilité de dire non, et l'autre qui a toujours été celle des centristes et qui est l'Europe au détriment des intérêts de la France ». Enfin, il y a la fameuse appellation de Cochlin.

[...] Tout cela (...) qui est un peu exagéré dans les propos de l'actuel premier ministre, tout cela s'adressait à M. Valéry Giscard d'Estaing à propos de l'Europe. Le premier ministre a été jusqu'à une époque récente toujours contre tout ce qui concernait le développement de l'Europe. Voilà qu'aujourd'hui on le compte parmi les partisans, et, comme je l'en suis très heureux, et, comme je pense qu'il faut dans ce domaine multiplier les occasions de se retrouver pour que la France soit forte dans l'Europe unie, et la France unie dans l'Europe plus forte, je ne négligerai pas le concours de M. le premier ministre lorsqu'il sera redevenu homme politique toujours actif sans aucun doute, mais, je l'espère, éloigné de la direction de la politique française.

M. CHIRAC : Ne soyez pas si sûr de vous, M. Mitterrand. Votre situation n'est pas si brillante. Et ne préjugez pas de ce que décideront les Français. Ils vous ont dit clairement ce qu'ils pensaient en 1986, je ne suis pas convaincu qu'ils aient si rapidement changé d'avis.

M. MITTERRAND : On verra bien, n'ayons aucune présomption. Je n'en ai pas. Ce sera de toute manière très difficile, et pour moi.

M. CHIRAC : S'agissant de l'Europe, vous avez l'air de la caricature. (...) Je prendrai donc effectivement le problème, aujourd'hui et ce que nous devons faire demain : l'Europe, qui est l'Europe des nations aujourd'hui. Celle d'ailleurs qu'avait envisagée le général de Gaulle et à laquelle j'ai toujours souscrit, cette Europe progressivement élargie. Oh ! nous l'avons pensée 1981 et 1985, nous l'avons pensée d'impulsion à cette Europe, sans l'initiative sur l'Europe sociale, qui n'a pas eu de suite. En revanche, depuis deux ans c'est vrai, et sous l'impulsion de mes ministres, beaucoup de choses ont été faites, et je m'en réjouis. Ce que je veux maintenant, c'est que, en 1992, au moment de l'ouverture de ce Marché commun, la France soit suffisamment forte, suffisamment compétitive. (...) Elle peut l'être à condition de poursuivre une politique faisant confiance à l'homme, à son sens de la responsabilité, faisant confiance aux entreprises, et c'est cela ma politique. C'est en cela d'ailleurs qu'elle diffère de la politique socialiste. Je ne doute pas un seul instant de votre conviction. Mais vous voyez, Monsieur Mitterrand, il ne suffit pas de faire des incantations. Il ne suffit pas de faire l'Europe. Europe, Europe, il faut également avoir la compétence et les capacités de conduire une politique économique qui nous permette demain d'être des concurrents gagnants, et c'est ça mon ambition. (...)

M. MITTERRAND : Vous avez raison de vouloir réussir, voilà le

point sur lequel nous nous retrouvons. Et je ne voudrais pas que ce débat se dégrade simplement dans la contradiction. Je voudrais aussi que l'on constate qu'il y a des continuités, les continuités sont nécessaires. (...) M. Giscard d'Estaing avait vraiment accompli des réformes très importantes, que j'avais approuvées (...) qui ont fait avancer l'Europe après un long passage par l'Europe après un long passage par l'Europe. Sous mon autorité, la France a participé à l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal. (...) J'ai pris l'initiative, et vous le savez, de l'Europe technologique autour du projet Euréka (...) et, enfin, j'ai fait prendre la décision, avec M. Jacques Delors, avec le chancelier Kohl, la décision du fameux marché unique, du grand marché européen, qui est l'étape la plus décisive depuis le traité initial. (...) Je me suis situé dans la continuité de la politique française et j'aime ce mot lorsqu'il s'agit de la France.

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

troisième place des puissances industrielles du moment (...). La situation s'est ensuite dégradée parce que nos entreprises, nos travailleurs se sont vu, au titre d'une certaine conception de la politique étatique, surchargés de toutes sortes d'entraves bureaucratiques ou fiscales, bref de toutes sortes de contraintes. Et c'est de cela qu'il faut aujourd'hui les débarrasser (...). Ma question (...) : si d'aujourd'hui vous étiez réélu, est-ce que vous continuerez à faire une politique dite de gauche (...) on entend que vous seriez décidé à faire une politique (...) de liberté et de responsabilité ? Moi j'ai répondu, j'ai engagé cette politique, elle a eu ses résultats (...). Oh ! on ne fait pas en deux ans ce que les Anglais ou les Allemands ont fait en dix ans naturellement. Mais nous progressons vite, nos travailleurs, nos entrepreneurs, nos chercheurs, nos ingénieurs, ont probablement plus de tous que les autres (...).

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la

M. CHIRAC : Je suis également partisan de cette Europe. Nous avons progressé depuis deux ans. C'est vrai. Et nous avons fait des propositions concrètes. Notamment celle de M. Balladur sur un instrument monétaire commun. De même, nous avons permis à l'Europe de régler ce problème financier qu'elle traînait depuis longtemps ; lancer, en matière de technologie, le programme Airbus, le programme de l'Europe spatiale, ce qui va conduire à un grand défi pour la jeunesse de l'Europe et de la France. Un homme, enfin un Européen dans l'espace avant l'an 2000, c'est une grande ambition. Tout ceci, nous le résumons naturellement à nos entreprises sont assez fortes (...). Lorsque nos entreprises étaient à armes égales avec les entreprises européennes, elles étaient les meilleures. Nous étions arrivés alors à la



troisième place des puissances industrielles du moment (...). La situation s'est ensuite dégradée parce que nos entreprises, nos travailleurs se sont vu, au titre d'une certaine conception de la politique étatique, surchargés de toutes sortes d'entraves bureaucratiques ou fiscales, bref de toutes sortes de contraintes. Et c'est de cela qu'il faut aujourd'hui les débarrasser (...). Ma question (...) : si d'aujourd'hui vous étiez réélu, est-ce que vous continuerez à faire une politique dite de gauche (...) on entend que vous seriez décidé à faire une politique (...) de liberté et de responsabilité ? Moi j'ai répondu, j'ai engagé cette politique, elle a eu ses résultats (...). Oh ! on ne fait pas en deux ans ce que les Anglais ou les Allemands ont fait en dix ans naturellement. Mais nous progressons vite, nos travailleurs, nos entrepreneurs, nos chercheurs, nos ingénieurs, ont probablement plus de tous que les autres (...).

## Inflation et exportation

M. MITTERRAND : Je vous entendais avec plaisir tout à l'heure évoquer cette magnifique perspective d'un homme européen dans l'espace avec un matériel européen. Et cela me rappelle le moment où, à La Haye, lors d'un sommet européen, mais j'étais allé faire un discours à côté, devant des Européens, et où j'ai prononcé précisément le lancement d'un satellite orbital qui pourrait être habité par un équipage, c'est à partir de là que l'Europe technologique s'est attaquée à ce problème pour ne pas être à la traîne, disons les choses, simplement des Américains (...).

J'avais moins tendance à sourire lorsque vous avez parlé de la réussite de votre politique économique (...). Les exportations, c'est surtout les exportations des produits industriels, qui représentent la puissance économique d'un pays. Or, en 1985, nous avons eu un excédent de 90 milliards de produits manufacturés, et en 1987 vous avez atteint, avec moins de 11 milliards, le plus grave déficit de produits industriels manufacturés depuis 1969 (...).

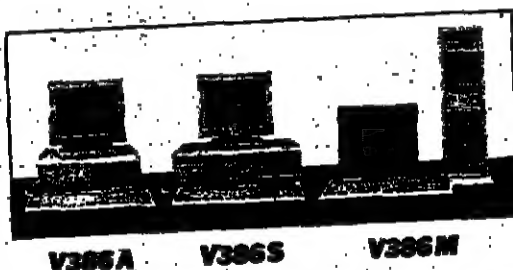


cond tour  
baissé les impôts

**Victor sort  
les très  
puissants  
V386.**

**Chez [REDACTED]  
on réagit  
avec aigreur.**

(Et en plus, ils existent  
en 6 versions à  
partir de 39 990 F. HT\*).



**Très, très, très mauvaise nouvelle pour [REDACTED]:  
la gamme des V386 de Victor. Trois micro-  
ordinateurs professionnels super-puissants  
(le V386A équipé du disque  
dur amovible ADD-PAK, le V386S et le V386M).  
On comprend d'autant plus que cette nouvelle  
donne des maux de tête à [REDACTED] quand on sait  
que les V386 sont équipés avec la gamme de  
processeurs la plus performante d'Intel, les  
80386, et peuvent disposer du système d'exploitation MS-OS/2,  
tout comme [REDACTED].**

- LA GAMME V386 :  
SPÉCIFICITÉS TECHNIQUES**
- Processeur 80386.
  - RAM: de 1 Mo à 2,5 Mo.
  - Vitesse jusqu'à 16 MHz.
  - Disque dur de 40 Mo à 200 Mo.
  - MS-DOS 3.3, GW-BASIC et  
WINDOWS 386 en standard.
  - MS-OS/2 en option.
  - De 39.990 F. HT\* à 69.990 F. HT\*.

**Grâce à une vitesse de calcul dix fois supérieure à celle d'un PC  
de ce cher [REDACTED], les Victor V386 vous font gagner du temps pour  
tous vos types d'applications, même les plus sophistiquées.**

**Enfin, comme tout le maté-  
riel Victor est supporté par un  
réseau de 650 revendeurs  
très performants sur toute la  
France, [REDACTED] n'a pas fini  
d'avoir des aigreurs.**

\* Prix moyen constaté



**Tapez 36 15 Victor**

Victor Technologies - BP 209 - 92502 Rueil-Malmaison cedex. Tél. (1) 47.52.22.22.

هكذا من الاميل



## L'immigration en sourdine

« BONNET rose et rose bonnet », lançait récemment M. Le Pen à propos des politiques d'immigration des socialistes et du RPR. On ne peut pas dire que François Mitterrand et Jacques Chirac aient tout fait, j'aurais plutôt dit qu'ils ont fait tout ce qu'ils ont pu pour démentir le président du Front national. Si les deux candidats se sont chamaillés sur les causes de la situation actuelle, ils n'ont pas réussi à beaucoup se distinguer l'un de l'autre sur les remèdes à apporter.

Qui est responsable de la présence en France de quelque quatre millions d'étrangers, auxquels s'ajoute un nombre, forcément indéterminé, de clandestins ? C'est un certain patronat, répond François Mitterrand. Avant 1981, avec la bénédiction des gouvernements de l'époque, « on est allé chercher par charniers et canotiers, hors des frontières, une main-d'œuvre à bon marché. Arrivés au pouvoir, les socialistes ne pouvaient que régulariser la situation d'une partie de ces travailleurs étrangers. A l'appui de sa thèse, M. Mitterrand fait valoir que le nombre des étrangers en France a quasiment doublé entre 1962 et 1975, pour atteindre l'effectif de trois millions et demi de personnes, l'augmentation ultérieure étant ensuite assez faible.

Jacques Chirac, lui, ne veut voir qu'une seule cause dans la situation actuelle : « la complaisance » des gouvernements Mauroy et Fabius à l'égard de l'immigration clandestine. Vous avez régularisé la situation de cent trente mille clandestins en 1981, a-t-il dit à son adversaire. C'était une « erreur capitale ». Nous, nous ne devons « refaire en deux ans plus de cent trente mille ».

Si le premier chiffre est exact, le second paraît difficile à établir. Pour les expulsions proprement dites, chacun sait que M. Pasqua s'est heurté à beaucoup de difficultés. Expulser de France un étranger suppose notamment de lui trouver un pays d'accueil : sur les mille sept cent quarante-sept expulsions décidées l'an dernier, seules 60 % ont pu être réalisées, selon l'affirmation de Robert Pandraud, le ministre délégué à l'intérieur.

On notera, en tout cas, que François Mitterrand ne réclame pas l'abrogation de la loi Pasqua de septembre 1986 sur les conditions d'entrée et de séjour en France, même s'il voudrait la modifier sur un point important : restituer au pouvoir judiciaire le contrôle sur les reconduites à la frontière et les expulsions. « Je ne participerai pas à cette chasse à l'immigré », affirme le chef de l'Etat. Mais il est d'accord avec son premier ministre pour renvoyer les clandestins et « réduire le nombre d'immigrés réguliers ».

### Silences et clin d'œil

Ce sont surtout les silences des deux candidats sur certaines questions qui sont frappants. Jacques Chirac n'a pas eu un mot jésuite pour le code de la nationalité, dont il avait engagé la réforme et que le Front national voudrait, pour sa part, refondre complètement. Pas un mot non plus de la « préférence nationale » réclamée haut et fort par M. Le Pen et qui consisterait à réserver en priorité aux Français les emplois et les logements HLM. Il n'est pas question davantage des expulsions massives exigées par le Front national pour les chômeurs en fin de droits, les délinquants condamnés et les titulaires d'une carte de séjour arrivant à expiration. M. Chirac se contente d'une formule curieuse en déclarant « lutter contre l'immigration, notamment l'immigration clandestine ». Par immigration, entend-il seulement les entrées en France ?

M. Mitterrand n'a pas relevé. Et, pour sa part, on ne peut pas dire qu'il ait beaucoup parlé de l'intégration des immigrés. Ce mot n'est même pas venu dans sa bouche une seule fois. Le chef de l'Etat s'est contenté de balayer d'un revers de la main toute réforme du code de la nationalité par un raccourci saisissant : « Les enfants d'immigrés ne

sont pas eux-mêmes des immigrés : ils sont danc français. » Point final.

Enfin, à propos du droit de vote des étrangers aux élections locales, les deux candidats se retrouvent presque au même point. M. Chirac déclarait en 1980 qu'il y avait personnellement favorable à cette mesure ne lui paraissait pas irréalisable. M. Mitterrand dit aujourd'hui qu'il y a personnellement attaché mais que l'opinion française n'est pas prête à l'admettre.

Bonnet rose et rose bonnet ? S'ils ont des accents et des priorités différentes, les deux candidats se rejoignent, en réalité, sur l'essentiel. C'était encore plus net que d'habitude jeudi soir où l'un et l'autre évitaient d'indisposer une partie de l'électorat. En se reprochant mutuellement des « clin d'œil » aux électeurs du Front national...

### Le troisième volet

Ce n'est pas parce que Jean-Marie Le Pen a obtenu plus de quatre millions de voix au premier tour de l'élection présidentielle qu'il faut changer de fusil d'épaule à propos de l'immigration. La politique définie par les derniers gouvernements français, qu'ils soient de gauche ou de droite, reste la seule possible. Elle a d'ailleurs été adoptée par nos principaux voisins d'Europe. Encore faut-il l'appliquer, et pour cela s'en donner vraiment les moyens. On en est assez loin.

Cette politique comporte trois volets. D'abord, refuser d'accueillir de nouveaux arrivants et lutter contre l'immigration clandestine. Puis, inciter les étrangers qui le souhaitent à retourner dans leur pays. Enfin, intégrer tous ceux qui entendent rester définitivement en France.

Le premier volet appelle des mesures de police. Le deuxième, un peu d'argent et de persuasion. Le troisième — de loin le plus complexe — beaucoup de moyens et d'imagination.

Comment convaincre les Français de s'engager résolument dans cette voie ? Certainement pas en dissertant à l'infini sur le racisme ou la xénophobie d'une partie d'entre eux. L'essentiel est d'éclairer l'opinion sur un sujet qui la préoccupe.

Les hommes politiques devraient, en particulier, expliquer à l'opinion que l'identité nationale n'est pas — et n'a jamais été — menacée par l'immigration. La culture française, largement dominante, n'a rien à craindre de la part de cultures multiples que l'œil a d'ailleurs fortamment émiettes. Si la France est de plus en plus une société multiculturelle, elle ne deviendra nullement une société « multiculturelle ». Il faudrait déformuler bannir ce terme avec lequel on a trop joué. La France — comme elle l'a toujours fait — s'enrichira d'apports étrangers mais sans cesser d'être elle-même.

Cela n'est pas facile à expliquer aux habitants de certains quartiers pour qui l'immigration est devenue un cauchemar. Ils ont vu en quelques années leur environnement se transformer par une forte présence étrangère. Comment n'attribueraient-ils pas spontanément tous leurs maux à ce changement ? Il est plus simple de les accuser de racisme que de les aider à résoudre leurs problèmes.

La vérité, c'est que, en matière d'immigration, certaines communes ou certains quartiers portent un poids démesuré alors que d'autres s'arrangent pour n'avoir comme étrangers que du personnel de service et quelques épiciers pittoresques. Sans vouloir définir un « seuil de tolérance » qui n'existe pas, on peut penser que l'intégration des immigrés se ferait plus facilement s'ils étaient un peu mieux répartis.

On a beaucoup débattu, ces derniers temps, du code de la nationalité et du droit de vote aux étrangers. La première réforme était souhaitée par la droite, la seconde par la gauche. Elles ont été toutes deux une excellente occasion d'exploiter politiquement le thème de l'immigration, alors que les véritables soucis des gens — Français et immigrés — étaient ailleurs : le logement, l'école, la délinquance...

C'est en apportant un début de solution à ces problèmes qu'on réalisera une cohabitation un peu plus harmonieuse entre les Français et ceux qui, tôt ou tard, sont appelés à le devenir. Etant entendu que 1992 est aussi une échéance pour l'immigration. Avec l'ouverture des frontières, il faudra considérer à la fois les Maghrébins de France, les Turcs d'Allemagne, les Pakistanais de Grande-Bretagne... Autant s'y préparer le mieux possible, dès à présent.

ROBERT SOLÉ

## M. CHIRAC : regardez-moi dans les yeux

(Suite de la page 8.)

**M. MITTERRAND :** (...) Exemple, contre-exemple, deux cas. Un couple marié et deux enfants, patrimoine : 10 millions de francs ; revenus : 100 000 F par mois ; le bilan fiscal pour cette famille : 70 000 F. Cas numéro 2 : couple marié, deux enfants ; son revenu n'est pas imposé, il ne reçoit que 5 000 francs par mois, et ce contribuable-là paie 920 francs de plus. (...) Ce n'est pas exact que l'impôt sur les grandes fortunes soit plus cher qu'en Allemagne. Il est nettement inférieur. Deuxièmement, il y a cinq pays de l'Europe, de la Communauté, qui ont un impôt du même ordre. L'Allemagne fédérale, nous en avons parlé, le Danemark, l'Espagne, le Luxembourg et les Pays-Bas, nous ne sommes pas isolés, et la comparaison des taux permettra à nos entreprises de supporter fort bien la concurrence. J'ajoute, vous avez parlé des chutes de chutes, moi aussi je les aime des chutes, moi aussi je les aime des chutes. (...) Mais lorsque la TVA était effectivement augmentée par le gouvernement Mauroy, d'un point moyen, 17 et 18,5, il y a eu

haïsse correspondante sur les produits alimentaires, c'est-à-dire les produits de première nécessité pour les humains.

**M. CHIRAC :** Monsieur Mitterrand, je ne parle pas des chutes et des chutes, c'est un point, dans le cas particulier. Ça a été des 7 à 17,5 vous voyez, ça a plus que doublé. (...) Dans les pays que vous avez évoqués, les autres impôts sur le capital sont beaucoup plus faibles ; quand vous prenez l'impôt sur le capital, vous voyez qu'en France il est le double de l'Allemagne. (...) Ce qui veut dire que notre problème sera de le diminuer si l'on veut être cohérents avec votre idée de l'Europe, et il n'est pas de l'augmenter. (...)

**M. MITTERRAND :** En somme je propose un revenu minimum garanti pour les plus pauvres et vous proposez un revenu maximum pour les plus riches.

**M. CHIRAC :** Non, je propose une activité minimum d'insertion pour tous, car moi je crois que lorsqu'on tend un chèque à qui en a besoin, on doit aussi lui tendre le regard et la main.

### Le chômage

aucun doute, si nous réexaminons, si l'Europe réunit, de développer le travail et l'emploi dans de fortes proportions.

**M. CHIRAC :** Je dois dire que tout de même, depuis un an, depuis mars 1987, nous avons 500 chômeurs de moins par jour, et pour



moi ça compte, chaque chômeur compte, et de 1981 à 1985, il y a eu 500 chômeurs de plus par jour ouvré.

**M. MITTERRAND :** Là, je conteste vos propos, et je laisse une fois de plus ceux qui nous écoutent, rectifier demain dans leur vie quotidienne et dans ce qu'ils voient autour d'eux.

### L'école, la formation

La question du système éducatif est ensuite abordée :

**M. MITTERRAND :** Vous savez, cela revient souvent au même : il faut augmenter les crédits de l'éducation nationale d'abord. Bien entendu, il faudra beaucoup d'autres conditions. J'ai prévu que, en 1992, il devrait y avoir de 15 à 16 milliards de plus consacrés à l'éducation nationale, étant entendu que la progression qui nous conduira de 1985 à 1992 représentera environ une quarantaine de milliards. C'est indispensable, c'est la priorité absolue. Trois destinations essentielles : la revalorisation de la fonction enseignante ; il faut passer à nos enseignants, dont le statut est si défectueux, et qui ont besoin d'être soutenus ; il y a l'amélioration de l'instrument. Nos écoles, nos universités sont souvent, — souvent, pas toujours, — souvent dans des situations matérielles très tristes. Enfin, l'essentiel : il faut diversifier les formes d'enseignement pour que toutes les technologies compétitives pratiquées dans le monde puissent être enseignées à nos enfants. (...)

**M. CHIRAC :** Sur ces problèmes, au niveau général, nous sommes tous d'accord. Bien entendu, je souscris tout à fait à ces objectifs. Ce qui me conduit simplement à une observation et à une question. L'observation, c'est : depuis vingt-cinq ans, je suis de près les problèmes de l'éducation nationale et de son budget. Depuis vingt-cinq ans, le budget de l'éducation nationale a toujours augmenté. Sauf pendant une période : de 1981 à 1985, où il est passé de 19 % du budget de l'Etat à 18 %. (...) Chacun se souvient du drame qu'a été pour beaucoup de Français le conflit sur l'école libre. Vous parlez souvent de rassemblement, c'est un des

domaines où vous avez plutôt supporté la division. Vous et votre gouvernement. Les choses se sont calmées, mon gouvernement a commencé à redresser la situation. Son objectif, vous le savez, c'est de faire en sorte que, le plus rapidement possible, les conditions financières soient les mêmes pour les familles, qu'elles optent pour l'enseignement privé ou pour l'enseignement public. Alors, ma question, c'est (...) : avez-vous définitivement renoncé au

grand service public laïc unifié et acceptez-vous la parité et l'égalité, le droit pour chacun de choisir sa forme d'école, ou, au contraire, avez-vous l'intention de relancer cette querelle idéologique ?

**M. MITTERRAND :** Mais la liberté de choix n'a jamais été contestée par personne.

**M. CHIRAC :** Ce sont les libertés des moyens, n'est-ce pas ? (...) Ce n'est pas à des socialistes que je dirai que tout est conditionné par les moyens.

**M. MITTERRAND :** Permettez-moi de vous dire que, après la loi Guéhenno, c'est l'enseignement public qui se trouvait désavantagé sur ce point-là par rapport à l'enseignement privé. Mais vous semblez un peu tenté de relancer une querelle qui nous a fait beaucoup de mal, depuis quelques années, depuis près

d'un siècle et demi. Vous savez très bien à quel point a pesé sur l'histoire de la France le conflit scolaire. (...)

En 1984, j'ai, avec le ministre Jean-Pierre Chevènement, espéré le conflit, assez de temps en tout cas pour qu'il ne compromette aucun redressement depuis cette époque. Pourquoi voulez-vous relancer cette dispute profonde puisque elle est sou-

vent de caractère idéologique ? Quand je parle d'unité de la France, ce n'est pas en contestant par cherchant à la diviser là où le point est le plus sensible, c'est-à-dire la croyance en soi-même et dans la transcendance. Là, je parle de l'école privée laquelle est d'essence spirituelle. Il y a beaucoup d'écoles privées qui sont simplement des écoles commerciales, mais, enfin, vous comprenez ce que je veux dire.

**M. CHIRAC :** Je ne réjouis d'une déclaration de cette nature.

### L'immigration

évidemment lutter contre cette immigration avec beaucoup d'énergie et reconstruire les intérêts à la frontière ou les expulser. Ils ont pris un risque en venant chez nous de façon illégale. Ils sont le vivier naturel, non pas en raison de leurs origines naturellement, mais, parce que ce sont des marginaux, et qui se cachent. Ils sont le vivier naturel des délinquants, voire des criminels, il faut donc les expulser. En 1981-1982-1983, vous en avez régularisé 130 000, erreur capitale, car ça a été immédiatement un appel équivalent et même beaucoup plus large. Nous, nous avons refusé, en deux ans, plus de 130 000 personnes, ce qui fait soit de l'ordre de 200 par jour, et je considère que ce n'est pas suffisant. (...) Je voudrais simplement poser une question : moi, j'ai fait voter des lois pour la sécurité, (...) contre l'immigration clandestine, en particulier une loi très importante, celle du 9 septembre 1986, relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France. Est-ce que votre intention est de poursuivre ma politique dans ce domaine et notamment de maintenir la loi du 9 septembre 1986 ou, au contraire, votre intention est-elle de changer et notamment de la faire abroger dans l'hypothèse où vous seriez élu ? C'est une question d'identité nationale et de mode de vie des Français et de cohésion sociale.

**M. MITTERRAND :** Il y a plusieurs catégories de personnes visées par le débat actuel. Il y a d'abord ceux qui ne sont pas des immigrés, mais qui sont des enfants d'immigrés et qui sont nés sur notre sol. Ceux-là ont vocation... sont français ! Surtout, ils en décident autrement à l'âge de dix-huit ans. Il y a ensuite les naturalisés : l'administration étudie leur cas et elle aboutit à reconnaître le droit à la nationalisation selon son propre rythme. Puis, il y a les immi-

grés, ceux qui n'ont pas envie de devenir français, qui veulent rester attachés à leur pays d'origine. De deux catégories. Il y a les clandestins et il y a ceux qui sont reconnus parce qu'ils ont un contrat de travail et une carte de séjour. Ceux qui sont clandestins, il n'y a qu'une seule loi possible, il faut — c'est malheureusement vrai, mais c'est la réalité — il faut qu'ils restent chez eux. Et des dispositions doivent être prises ; elles ont été prises pour cela, pour qu'ils restent chez eux.

Et puis, il y a ceux qui sont là avec leur contrat de travail et leur carte de séjour. Est-ce qu'il y a un trop ? Ce que je sais, c'est que, dans les années qui ont précédé 1981, il y avait une formidable aspiration à faire venir chez nous des immigrés, sans doute parce qu'on les payait mieux que les autres, mieux que les Français, que les travailleurs français. On est allé les chercher par charniers et par canotiers tout entiers ; on les a déversés en France dans de grandes usines, particulièrement de la région parisienne. Et ensuite, ces gens-là, ils se sont installés, ils ont fondé leur famille très souvent, ils ont parfois épousé des femmes françaises, ils ont vécu, et ça devient très difficile de les traiter sans nuisance. Et, pourtant, le gouvernement Mauroy a pris des dispositions pour faciliter leur réinsertion dans leur pays d'origine, leur donnant certains avantages pour qu'ils puissent d'eux-mêmes partir. C'est dire qu'il faut réduire le nombre, bien entendu. Mais il faut le faire dans le respect du droit et dans le respect des personnes.

**M. CHIRAC :** Je suis comme une éolienne, Monsieur Mitterrand, dans votre propos sur ce sujet. Je rapporte à ce que j'aurais cru entendre dans le passé. Mais je reconnais que les circonstances peuvent y apporter et qu'un petit clin d'œil peut-être, et un petit clin d'œil par là ne peuvent pas être inutiles. Ce qui prouve que vous avez conscience que vous en avez besoin. (...) C'est très gentil de faire des promesses, mais enfin encore faut-il qu'elles soient tenues. C'est-à-dire par un bilan. S'agissant de l'immigration tout court, il faut la stopper. Parce que nous n'avons plus les moyens de donner du travail à des étrangers. (...) S'agissant de l'immigration clandestine, il faut

moi ça compte, chaque chômeur compte, et de 1981 à 1985, il y a eu 500 chômeurs de plus par jour ouvré.

**M. MITTERRAND :** Là, je conteste vos propos, et je laisse une fois de plus ceux qui nous écoutent, rectifier demain dans leur vie quotidienne et dans ce qu'ils voient autour d'eux.

**M. CHIRAC :** Je dois dire que tout de même, depuis un an, depuis mars 1987, nous avons 500 chômeurs de moins par jour, et pour moi ça compte, chaque chômeur compte, et de 1981 à 1985, il y a eu 500 chômeurs de plus par jour ouvré.

**M. MITTERRAND :** Là, je conteste vos propos, et je laisse une fois de plus ceux qui nous écoutent, rectifier demain dans leur vie quotidienne et dans ce qu'ils voient autour d'eux.

**M. CHIRAC :** Je dois dire que tout de même, depuis un an, depuis mars 1987, nous avons 500 chômeurs de moins par jour, et pour moi ça compte, chaque chômeur compte, et de 1981 à 1985, il y a eu 500 chômeurs de plus par jour ouvré.

**M. MITTERRAND :** Là, je conteste vos propos, et je laisse une fois de plus ceux qui nous écoutent, rectifier demain dans leur vie quotidienne et dans ce qu'ils voient autour d'eux.

**M. CHIRAC :** Je dois dire que tout de même, depuis un an, depuis mars 1987, nous avons 500 chômeurs de moins par jour, et pour moi ça compte, chaque chômeur compte, et de 1981 à 1985, il y a eu 500 chômeurs de plus par jour ouvré.

**M. MITTERRAND :** Là, je conteste vos propos, et je laisse une fois de plus ceux qui nous écoutent, rectifier demain dans leur vie quotidienne et dans ce qu'ils voient autour d'eux.

**M. CHIRAC :** Je dois dire que tout de même, depuis un an, depuis mars 1987, nous avons 500 chômeurs de moins par jour, et pour moi ça compte, chaque chômeur compte, et de 1981 à 1985, il y a eu 500 chômeurs de plus par jour ouvré.

**M. MITTERRAND :** Là, je conteste vos propos, et je laisse une fois de plus ceux qui nous écoutent, rectifier demain dans leur vie quotidienne et dans ce qu'ils voient autour d'eux.

**M. CHIRAC :** Je dois dire que tout de même, depuis un an, depuis mars 1987, nous avons 500 chômeurs de moins par jour, et pour moi ça compte, chaque chômeur compte, et de 1981 à 1985, il y a eu 500 chômeurs de plus par jour ouvré.

L'ACTUALITÉ N'APAS D'HEURE

L'ACTUALITÉ DU MONDE 24 heures sur 24 Sur minitel

ACTUALITÉ

36.15.LEMONDE



**M. MITTERRAND : c'est indigne de vous**

M. CHIRAC : C'est  
avez évoquées, ce n'e  
Mais dire que nous avo

**M. CHIRAC :** C'est vous qui avez évoquées, ce n'est pas moi. Mais dire que nous avons fait

moi. — Était coupable de d'action dans les ac

complicité ou  
es précédents,

placé au milieu de tous ceux qui ont une idée de ces choses (...). Moi.

(1) M. Mitterrand v

1994

088  
Jahid

EDWY PLEN

# FAYARD

(1) M. Mitterrand voulait dire 1986



سكزا من الاحل

## Politique

Une analyse du CNRS après le débat télévisé

### L'axe gauche-droite ressuscité

par Jean-Louis Missika et Dorine Bregman

Les règles du jeu étaient contraignantes : trente minutes pour la politique intérieure, trente minutes pour l'économie et la politique économique et sociale, vingt minutes pour les questions de société et vingt minutes pour la politique étrangère. Malgré ce cadre rigide, les deux candidats ont cherché et parfois réussi à imposer leurs thèmes et leurs priorités. La mesure du temps (1) consacré par l'un et par l'autre aux différents thèmes et à leurs associations permet de mieux cerner les sujets sur lesquels ils ont voulu mettre l'accent et la façon dont ils ont orienté leur argumentation.

Le tableau ci-dessous présente la thématique des candidats classée par ordre d'importance. Si François Mitterrand reste fidèle au couple présidentiel politique étrangère-société (Le Monde du 21 avril), Jacques Chirac, lui, fait du thème barrière de la fiscalité l'une de ses priorités.

#### Immigration et sécurité

C'est surtout la forte présence de l'immigration et de la sécurité qui marque le débat. Chaque candidat leur a consacré 20 % de son temps de parole. Le score de Jean-Marie Le Pen au premier tour a propulsé ces deux thèmes au cœur de la controverse du second tour.

Mais si MM. Mitterrand et Chirac leur accordent une importance égale, leurs argumentations sont divergentes. C'est ce que montre le tableau ci-dessous consacré aux associations de thèmes. Au-delà de la place qu'occupe la stratégie dans un dialogue de ce genre - c'est-à-dire la critique du bilan de l'adversaire et les allusions à la chasse aux voix - on voit que M. Chirac associe l'immigration aux problèmes de sécurité et d'emploi, alors que M. Mitterrand s'explique sur le vote des immigrés et sur les questions de liberté et de salaires, sans faire la moindre allusion à la sécurité. M. Chirac associe la sécurité à l'immigration, tandis que M. Mitterrand s'en abstient, et porte son argumentation sur la lutte contre le terrorisme.

En filigrane de ces associations de thèmes, un clivage gauche-droite se dessine, qui apparaît aussi bien sur le couple immigration-sécurité que sur la fiscalité et l'emploi. Sur ces deux derniers thèmes, l'approche de M. Mitterrand est plus sociale qu'économique. Le pouvoir d'achat et la politique sociale sont associés à la fiscalité, et l'éducation à l'emploi.

Tandis que M. Chirac met en avant l'influence de la politique économique sur l'emploi, et des contraintes européennes sur la fiscalité.

Un autre élément mérite l'attention : l'importance de la confrontation bilan contre bilan, rendue particulièrement aiguë par deux années de cohabitation. Cette dimension occupe une place importante dans la thématique des protagonistes, mais en plus chaque thème a fait l'objet d'une évaluation de ce type. Les résultats du premier tour ont donc pesé lourd sur ce débat. La ligne de fracture qui s'était dessinée à la mi-avril à propos de l'immigration s'est accentuée.

Lors des législatives de 1986, la classe politique française (à l'exception

du Front national) considérait que l'immigration ne devait pas être un enjeu électoral. Aujourd'hui, cette retenue n'est plus de mise et le débat ne peut plus être évité. Ce thème, avec celui de la sécurité, divise le plus l'opinion publique française sur l'axe droite-gauche. Il fait ressurgir - malgré les précautions de langage de deux candidats en quête de rassemblement - des aspirations idéologiques que beaucoup croyaient, naguère, évanouies.

(1) La méthode consiste en un chronométrage du temps que consacre un candidat à un thème donné et aux autres thèmes qu'il lui associe (Le Monde du 21 avril).

#### La thématique des candidats \*

FRANÇOIS MITTERRAND	JACQUES CHIRAC
1. Politique étrangère ..... 12	1. Politique étrangère ..... 13,6
2. Institutions ..... 11,2	2. Fiscalité ..... 12,6
3. Sécurité ..... 10,8	3. Sécurité ..... 10,1
4. Fiscalité ..... 10,7	4. Immigration ..... 9,9
5. Immigration ..... 10,5	5. Stratégie ..... 9,3
6. Stratégie ** ..... 9,7	6. DOM-TOM *** ..... 7,6
7. Politique économique ..... 8	7. Emploi ..... 6,7
8. Emploi ..... 7	8. Politique économique ..... 6,5
9. DOM-TOM *** ..... 6,3	9. Institutions ..... 6
10. Education ..... 5,5	10. Education ..... 3,5
11. Politique sociale ..... 3,4	10. Dissolution ..... 3,5

\* Les onze premiers thèmes ; \*\* Bilan et critique du bilan adverse ; \*\*\* Nouvelle-Calédonie.

#### LES ASSOCIATIONS DE THÈMES

THÈME PRINCIPAL	MITTERRAND THÈMES ASSOCIÉS	CHIRAC THÈMES ASSOCIÉS
IMMIGRATION	Stratégie* 45,3 % Institutions** 21 % Liberté 13,5 % Pouvoir d'achat*** 11,7 % Politique économique 8,5 %	Stratégie* 55 % Immigration** 10 % Institutions*** 10 %
SÉCURITÉ	Stratégie* 68,8 % Institutions*** 31,2 %	Stratégie* 63 % Institutions*** 24,6 % Immigration 12,4 %
FISCALITÉ	Stratégie* 48,6 % Pouvoir d'achat 25,7 % Politique sociale 17,3 % Europe 8,4 %	Stratégie* 50,2 % Europe 39,2 % Emploi 10,6 %
EMPLOI	Stratégie* 48,8 % Education 22,9 % Politique économique 9,1 % Recherche 7,3 % Politique sociale 6,7 % Europe 5 %	Stratégie* 57,5 % Politique économique 32,2 % Sécurité 3,4 %

\* Bilan et critique de bilan ; \*\* Vote des immigrés ; \*\*\* Salaires ; \*\*\*\* Gordji et la cohabitation.

AU SOMMAIRE DE MAI

**Le Monde**

**PHILATELISTES**

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

● Thématique : moules et moulins.  
● Rencontre avec un graveur : Albuissou.  
● Les USA et l'Amérique.  
● Le 5 F de l'empire.

**LE MONDE DES PHILATELISTES**

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

GERARD MERMET

**Monsieur le futur Président,**

"La France est à refaire. Qui relèvera le défi ?"

Aubier

#### Selon la SOFRES

Mitterrand : 56 %

Chirac : 44 %

M. François Mitterrand bénéficie, au second tour de la consultation présidentielle, des suffrages de 56 % des électeurs qui se sont prononcés en faveur de M. Jean-Marie Le Pen et de 17 % des partisans de M. Raymond Barre. Tels sont les résultats du sondage réalisé, les 26 et 27 avril, par la SOFRES, et publié, le 29 avril, dans les Dernières Nouvelles d'Alsace, la Dépêche du Midi, le Provençal et la Nouvelle République. Cette enquête crédite le président de la République de 56 % des intentions de vote des mille personnes sondées, soit une avance de douze points sur M. Jacques Chirac.

En outre, 43 % des interviewés (dont 55 % des électeurs de M. Mitterrand et 29 % de ceux du premier ministre) souhaitent, si le chef de l'Etat est réélu, qu'il « prononce la plus rapidement possible la dissolution de l'Assemblée nationale actuelle », alors que 41 % (dont 29 % d'électeurs du président de la République et 59 % de ceux du chef du gouvernement) préféreraient qu'il « cherche à s'entendre le plus longtemps possible » avec elle.

Enfin, « au fond d'eux-mêmes », 48 % des personnes interrogées espèrent la victoire de M. Mitterrand alors que 37 % souhaitent celle de M. Chirac.

● RECTIFICATIF. - Deux erreurs se sont glissées dans le tableau des résultats du premier tour de l'élection présidentielle par circonscriptions législatives, publié dans nos éditions du 29 avril, dans les deuxième et troisième circonscriptions de l'Alsace :

Circ.	Total	Total	Total	Total
	Gau.	Gas.	Dr.	Le Pen
2	53,80	56,72	29,14	14,12
3	53,46	56,54	30,77	12,67

Les troubles en Nouvelle-Calédonie

### M. Pons demande la dissolution du FLNKS

Avant que MM. Mitterrand et Chirac n'aient, sur la Nouvelle-Calédonie, un face-à-face tendu, la situation sur le territoire, qui demeure très préoccupante, avait donné lieu à une nouvelle polémique marquée par la demande de dissolution du FLNKS formulée à Nouméa par le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons.

M. Alain Juppé, porte-parole de M. Chirac, avait vivement réagi aux critiques socialistes : « Qu'on vienne aujourd'hui nous donner des leçons sur ce qu'il faut faire ou ne pas faire en Nouvelle-Calédonie, c'est vraiment scandaleux et c'est tout simplement, à-t-il dit, l'exploitation politique d'une situation qui devrait provoquer une sorte de sursaut national. »

C'est en principe ce vendredi 29 avril que M. Chirac devait se prononcer sur la proposition de M. Pons mais la dissolution du FLNKS ne pourrait, de toute façon, être éventuellement proposée sans la convocation du conseil des ministres en réunion exceptionnelle et sans l'accord du président de la République. Ce qui paraît peu probable.

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a estimé, pour sa part, que « M. Pons récolte les fruits amers d'une politique déraisonnable » et il a reproché à M. Juppé de « perdre son sang-froid ».

C'est en 1986 que le gouvernement Chirac aurait dû dissoudre le FLNKS, a indiqué, de son côté, M. Roger Holsinger, député de Seine-Saint-Denis, au nom du Front national.

Si Jean-Marie Le Pen était à l'Elysée, il aurait donné aux gendarmes l'ordre de réprimer, de ne pas se laisser décourager, puis il aurait engagé une action pour les déloger », M. Holsinger a également dénoncé « les tentes à quinzaine

familiales de maquisards qui tiennent l'économie de la Nouvelle-Calédonie ».

La CGT a demandé « une véritable négociation avec le peuple canaque ». SOS-Racisme craint « la liquidation dans le sang du peuple kanak derrière la dissolution du FLNKS ».

Le secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), M. Bernard Delaplace, a exprimé ses craintes, « en tant que citoyen qui a fait la guerre d'Algérie », de « redécouvrir avec la Nouvelle-Calédonie ce qui s'est passé en Algérie ».

Le Syndicat national indépendant et professionnel des CRS (SNIP), membre de la FASP, a « mis en garde le gouvernement et l'administration sur la mauvaise utilisation des forces de police, qui subissent un emploi démentiel ». « Certaines unités, a souligné cette organisation, ont des fonctionnaires sur la brèche depuis vingt-huit jours sans possibilité de détente. »

Avant son face-à-face avec M. Chirac, M. Mitterrand avait, dans deux télégrammes, exprimé « son estime et sa confiance » aux gendarmes à l'œuvre en Nouvelle-Calédonie, ainsi que sa « solidarité » avec les magistrats, en saluant en particulier le « courage » du premier substitut à Nouméa, M. Jean Blancou, capturé lui aussi par le « commando » FLNKS d'Ouvéa avant de devenir, vendredi, comme le commandant du GIGN la veille, l'un des intermédiaires entre ce groupe indépendantiste et les autorités.

A New-York, le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, a fait savoir qu'il suivait avec « une certaine préoccupation » les événements actuels sur le territoire.

#### Témoignages sur Ouvéa

### « Quelque chose allait arriver »

NOUMÉA de notre envoyée spéciale

Sur l'île d'Ouvéa, une certaine confusion entoure les longues tractations engagées pour obtenir la libération des gendarmes retenus en otage. M. Jean Blancou, premier substitut du procureur de la République à Nouméa, lui aussi retenu en otage depuis mercredi matin, a effectué, au cours de la matinée de vendredi, - comme le chef du GIGN, le capitaine Philippe Legorjus, la veille - un aller et retour entre son lieu de détention et le quartier général des autorités pour négocier cette libération.

Le fils du gendarme Edmond Dujardin, trente-deux ans, allait à l'école de Fayaoû, jusqu'au jour où son père a été tué pendant l'attaque de la gendarmerie par un commando indépendantiste. Il n'y a plus d'enfant blanc dans les écoles du centre et du nord d'Ouvéa.

L'île est un croissant qui s'étire au nord-est de la Grande-Terre : 2 800 habitants, trente-deux abonnés dans l'annuaire téléphonique, une école primaire, un collège catholique et un collège protestant. Elle culmine à 32 mètres d'altitude dans le nord, un massif de corail creusé de trous et de falaises et la « taupinière » où sont retenus en otage une vingtaine de gendarmes.

Les habitants vivent presque en autarcie. Ceux qui travaillent s'occupent du coprah, ceux qui possèdent une voiture l'assurent généralement la première année, puis l'oublient, comme la vignette.

Le vendredi 22 avril, un professeur de gymnastique est passé à 7 h 45 devant la gendarmerie de Fayaoû avec ses élèves. Il n'a rien remarqué. Trois quarts d'heure plus tard, raconte un enseignant, le collège protestant a fermé ses portes, craignant pour la sécurité des enfants, lorsque les victimes ont commencé à arriver au dispensaire, à côté de l'établissement. A un kilomètre de là, la gendarmerie venait d'être assaillie par un groupe d'une trentaine d'hommes du FLNKS.

#### Près de Voh

### L'un des auteurs de la fusillade de Hienghène est assassiné

L'un des auteurs de la fusillade de Hienghène, qui, en décembre 1984, fit dix morts parmi les militants du FLNKS, José Lapetite, trente et un ans, a été retrouvé assassiné par balles, près de Voh, sur la côte ouest du territoire, a-t-on appris le vendredi 29 avril, de source officielle, à Nouméa. On indiquait, de même source, que M. Raoul Lapetite, soixante-deux ans, son père, avait disparu.

José Lapetite et les six autres de l'embuscade de Hienghène avaient été acquittés, le 29 octobre 1987, à l'issue de leur procès devant la cour d'appel de Nouméa.

Vers 13 heures, un Transal a évacué les familles des gendarmes, les blessés et les trois morts. Deux heures plus tard, deux avions qui avaient amené des renforts sont repartis vers Nouméa avec une trentaine de personnes qui voulaient quitter l'île. Le soir, le vol régulier a encore emporté quelques passagers. Depuis, il n'y a plus l'avion, ni dans un sens ni dans l'autre. Une dizaine d'enseignants d'Ouvéa sont bloqués à Nouméa.

Plusieurs des quinze ravisseurs des otages sont originaires de la tribu de Gossanet, à une trentaine de kilomètres au nord de Fayaoû, où l'on accède par une route presque entièrement goudronnée. Les poteaux électriques sont arrivés l'un derrière l'autre, un enseignant qui connaît bien la tribu y a vu une voiture, mais ni télévision ni eau courante.

L'île d'Ouvéa a connu ses guerres de religions au siècle dernier, après l'arrivée des missionnaires, lorsque les luttes entre tribus se sont parées de divergences confessionnelles. Elle reste en majorité catholique au sud, protestante au nord, Fayaoû, au centre, étant plus mélangée. On se marie peu entre communautés. Les tribus sont plus radicales dans le nord (Falk, Palika, les tendances « dures » du FLNKS), mais certaines sont plus modérées (Union calédonienne) et le RPCR est même majoritaire à Fayaoû, dans le centre.

#### Le prédateur de 1984

En 1984, pendant les « événements », la mairie de Fayaoû a été incendiée, le collège protestant a été le lieu avant qu'il y ait des dégâts. L'école catholique de Saint-Joseph a été prise de feu. On se marie peu entre communautés. Les tribus sont plus radicales dans le nord (Falk, Palika, les tendances « dures » du FLNKS), mais certaines sont plus modérées (Union calédonienne) et le RPCR est même majoritaire à Fayaoû, dans le centre.

Gossanet possède son EPK, la tribu, qui compte moins de deux cent-cinquante habitants, attend encore l'« université du Pacifique », qui devait s'y implanter pour assurer la formation supérieure des élèves, en liaison avec les îles Fidji et Vanuatu.

### Le premier ministre néo-zélandais fait l'éloge du plan Pisani

M. David Lange, le premier ministre de Nouvelle-Zélande, est devenu un supporter de M. François Mitterrand. C'est l'impression qu'il a donnée au cours d'une conférence de presse, le jeudi 29 avril à Bruxelles. « Les événements de Nouvelle-Calédonie préoccupent la Nouvelle-Zélande, de même que les autres pays de la région. Il est bien clair que nous n'acceptons pas la violence ni les comportements criminels. Cependant, avant 1986, le plan Pisani avait été l'espoir qu'on pouvait avoir à une autonomie locale en association avec la France. Le président de la République s'était engagé en faveur de ce plan. J'espère qu'après les élections on pourra le reprendre. La Nouvelle-Zélande ne souhaite pas la fin de l'influence française, les Canaques

ont de culture française. [...] Nous pourrions éventuellement être utiles à la recherche d'une solution », a déclaré le premier ministre néo-zélandais. (Corresp.)

« L'ambassadeur de Nouvelle-Zélande convoqué au Quai d'Orsay. » L'ambassadeur néo-zélandais à Paris, M. Judith Trotter, a été convoqué, mercredi 27 avril, au ministère des affaires étrangères, à la suite des critiques du premier ministre français en Nouvelle-Calédonie. « Le secrétaire général du ministère [...] lui a marqué l'étonnement du gouvernement français à la lecture des propos tenus par M. David Lange à Londres sur la Nouvelle-Calédonie », a déclaré la porte-parole du Quai d'Orsay.







## La « furia francese » des Valdôtains

(Suite de la page 13.)

Ainsi de Rome on veut bien recevoir la télévision, mais on guerroyait durant des siècles, et on finit par l'obtenir, afin qu'elle laisse le Val capter librement Antenne 2. De Paris on veut bien, donc, un peu de télé, des livres, des journaux, des touristes, quelques gestes d'unité de temps en temps, si ce n'est pas trop exiger, mais on rejette le jacobinisme de ses instituteurs ou de ses politiciens.

Car la francité valdôtaine n'est pas celle de la France ni de la Belgique et pas tout à fait non plus celle du très proche Valais. La véritable langue maternelle du Val d'Aoste, puisqu'il faut tout avouer, n'est d'ailleurs pas le français : c'est le franco-provençal, qui était naguère parlé aussi en Savoie, et en a disparu sur les coups centenaires de la francisation. Ce franco-provençal, comme tous les dialectes paysans, a des variantes sensibles de village en village, en Val d'Aoste même. Aussi depuis des siècles l'idiome véhiculaire des Valdôtains a toujours été le français, dans la poésie, les écoles, les bureaux, les églises.

### L'Eglise vire de bord

L'Eglise fut longtemps, comme au Québec, l'âme du refus linguistique. Mais ici tout a changé du jour au lendemain, après le concile Vatican II (1962-1965). « Des ordres sont venus de chez le pape ! » Vrai ou faux, en tout cas aujourd'hui Aoste a un évêque toscan qui commet des impairs chaque fois qu'il fait l'effort d'employer quelques mots de français, jusqu'à saluer une mairesse du nom de « femme publique ».

Et pour se confesser ou entendre la messe en français, mieux vaut grimper dans un village des dix vallées latérales que de rester à Aoste, où d'immémoriaux saints indigènes — Joconde et Anselme à la cathédrale, Ours à la collégiale — restent quand même fidèles au poste. Ils ne sont pas

aussi antiques toutefois que les remparts, la porte Prétorienne, l'arc de triomphe ou le pont du Lys, qui remontent à la fondation d'Augusta Praetoria par les Romains. « Aoste » est ce qui reste de la prononciation, par les tribus celto-figures romanisées, du mot « Augusta ». C'est tout de même à Rome que les Valdôtains doivent leur latinité et leur francophonie.

Mussolini voulut effacer la seconde tout en gonflant la première : d'où des vagues organisées d'immigrés de Venise ou des Deux-Siciles. « Ces derniers nous firent un peu le même effet qu'avaient dû produire à nos ancêtres les Sarmates qui, au dixième siècle, vinrent brûler l'abbaye de Saint-Maurice-d'Agaune et razzier nos cols et nos vallées », raconte malicieusement un érudit aostois. Moins gentiment, les élus actuels, tels le sénateur César Dujany, ancien professeur de français, et le député Lucien Caveri, journaliste même pas trentenaire, rochonnent tout bas contre les immigrés sudistes qui, attirés par la prospérité alpine, continuent lentement de venir italianiser Aoste. En 1988, un tiers seulement des trente-cinq mille habitants du chef-lieu, dont l'aspect est de moins en moins « français », ont le franco-provençal comme langue maternelle.

La francophonie s'est réfugiée dans les montagnes, comme les chrétiens au Proche-Orient. Et encore, ce n'est pas si simple. A Aoste, notre concubine Lucienne Landi fait figure de passionaria du français. A Isime, son village du val de Gressoney, elle passe au contraire pour le bouclier du parler alémanique... Oui, alémanique ! Car les Valdôtains, minuscule minorité en Italie, ont en leur sein une minorité infinitésimale : les Walsers.

« Un professeur de Zurich, lisant le Pater que nous récrivons à Isime et à Gressoney-Saint-Jean et Gressoney-la-Trinité, nos trois villages germanophones, aux

noms pourtant bien français, s'est écrié : « Mais c'est de l'allemand du haut Moyen Âge ! » Les Walsers d'aujourd'hui, qui parlent, outre leur archaïque patois alémanique, le franco-provençal, le français et l'italien, et dont l'un d'entre eux, René Alby (frère de l'inventeur du tunnel transalpin) s'est donné la peine, au siècle passé, de publier une excellente traduction française de la Divine Comédie, de Dante, ne sont guère plus de mille cinq cents ; ils n'entendent pas pour autant disparaître et ils vont réclamer à Aoste, comme les Valdôtains le font à Rome. Vertigineuse diversité de l'Europe qui n'a finalement rien à envier aux confessions du Levant ou aux ethnies d'Afrique !

Et quelle Histoire, bon Dieu ! Les seuls châteaux forts de la Vallée, à force de présence dans le paysage, suspendus entre plaines et montagnes, bousculent les siècles et nous les font ressembler comme dans l'album de Mickey : au pied des monts Emilius et Beudonno, l'éclat d'un château des doubles créneaux médiévaux un peu effondrés au siècle dernier par quelque Viollet-le-Duc des parages, mais ses parois peintes à fresque vers 1415 donnent les actualités, les préjugés, les idéaux aostois très gallicans du temps, tandis que les peintures du chateau d'Isogne nous enseignent les recettes de salaisons médiévales, les fruits et légumes — raves, courges, raisins, cerises — prisés à l'époque.

### Le moine du casino

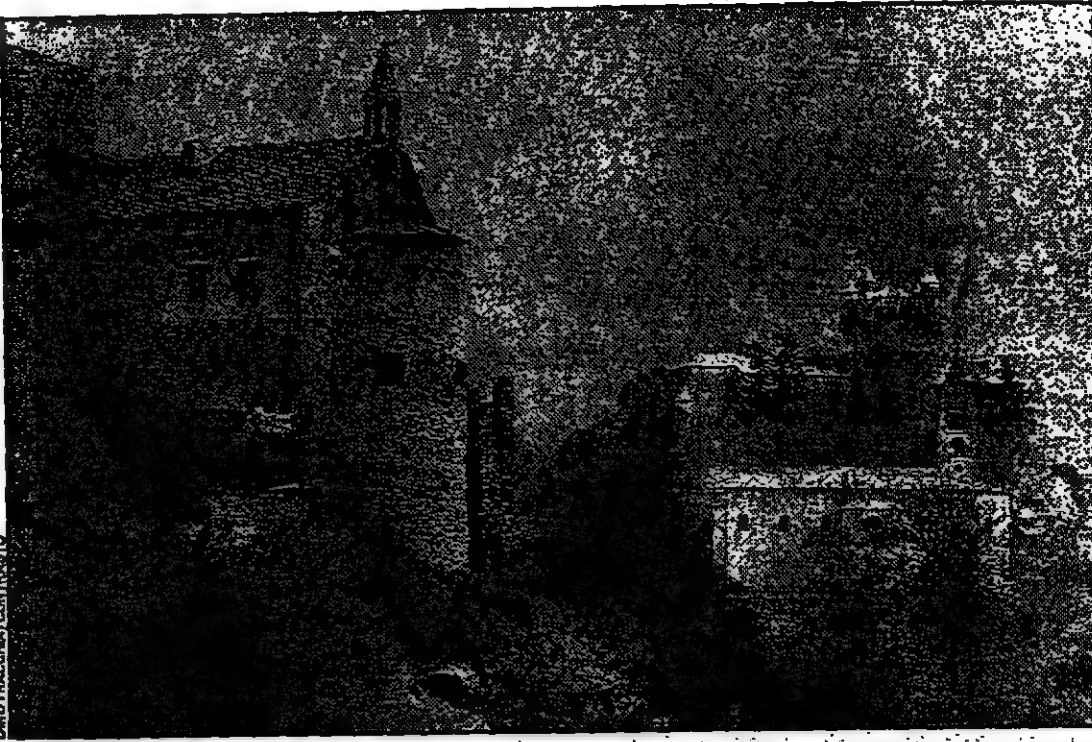
Bard ramené quant à lui au Tibet sans que sa forteresse de tous les âges, étagée comme le Potala, suspendu comme les jardins de Babylone, repêche comme du Veuhvan « Hannibal et ses éléphants ont longé cette gorge », assure un écolier du coin qui a des lettres. « Bonaparte est passé par là de nuit pour envahir l'Italie proprement dite, sans bruit, avec de la paille autour des sabots de ses chevaux », affirme son professeur.

A ces flamboyances vous nous permettez de préférer un plus modeste château fort, au sonore nom latin : Verres. Sans échafaudages ni faufreluches, d'un seul bloc sans la moindre faiblesse, martial, sévère, candide sur son roc, il résume, à travers son architecture et la longue lignée de ses bâtisseurs — les Chaillats durant des siècles famille patricienne majeure du Val, — le crâne entêtement valdôtain.

Rassurez-vous, les Vallées ont également leur côté canaille. Placé sous l'invocation de Vincent, saint moine qui n'en peut mais, le casino de ce coin nous transporte en quelques minutes de l'air vertueux des cimes à la tabagie alcoolisée la plus débridée. Ça y sent aussi la politique et, bien sûr, mais particulièrement fort, l'argent. L'apport du casino aux Valdôtains représente 10 % du budget régional, dont le montant total est faramineux pour cent quinze mille âmes : l'équivalent de 4 milliards de francs.

Huit cent vingt-cinq mille joueurs ont goûté en 1987 à l'enfer du jeu dans les immenses salles de marbre, glaces et faux or, mélange à hurler de Las Vegas et d'Aix-les-Bains, ouvertes tous les jours que Dieu fait sauf pour Noël. Le 26 décembre 1987 le public, comme fouetté par la fermeture de la veille, fournit le record de neuf mille quatre cent trente joueurs dans une seule journée.

Retraités turinois arrivés en car pour l'après-midi, grands bourgeois lombards du soir, lutifundistes siciliens ou avocats napolitains venus spécialement du Mezzogiorno avec un air maffieux à couper au couteau, joueuses-fumeuses-buveuses aux traits triplement ravagés, tous imitent éternellement sans le savoir la Jeanne Moreau de la Baie des Anges (1) autour de la table rouge du « privé », réservée aux grosses mises, derrière des portes capitonnées de bords d'avant-



Saint-Pierre

guerre, ou autour des tables moines raincuses.

Une armée de quatre cent vingt croupiers, dont deux croupières, et de quarante-cinq contrôleurs et commissaires surveillent et cajolent ou rudotent, selon la nécessité du moment, ce monde de fronts anxieux et d'ongles rongés qui voit passer chaque soir l'équivalent de vingt-cinq millions de francs, libres de tout impôt. Voit-on « sent », car même des aveugles jouent furieusement dans ce mégacasin.

On comprend que la société privée, conventionnée avec la province, qui gère Saint-Vincent, suscite des convoitises dans un pays où les casinos se comptent sur les doigts de la main. On comprend également que ce grand brassage d'argent attire les fortunes mal acquises et aussi, pour les petits joueurs, tout un peuple blême des cols et encoignures, les « prête-sous » qui, à l'aube, rachètent à la va-vite les bracelets des femmes et les chevalières des hommes.

Si le joueur est au bout du compte toujours perdant, les Valdôtains, eux, ne voient pas leur avenir sous ce jour fatal. Et il est vrai que, même si au lever du rideau du troisième millénaire, les satellites français, les députations aux sommets francophones, le bilinguisme scolaire ne sont pas parvenus à pérenniser l'identité linguistique des Valdôtains, il leur restera à tout le moins ce solide tempérament de ne jamais agir comme tout le monde, si bien symbolisé par cet accent circouflexe sur leur nom, reflet de leurs montagnes, et qu'à force de ténacité ils ont obtenu que rétablisse le Larousse.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Film de Jacques Demy (1963).

## Carnet de route

### Comment y aller ?

La descente arienne du Val d'Aoste se fait par Turin, à une centaine de kilomètres par l'autostade.

Quand on vient de France ou de Suisse par la route, le voyage s'effectue rapidement par les tunnels du Mont-Blanc et du Grand-Saint-Bernard. A la belle saison, il est agréable d'arriver par les cols reliant la région valdôtaine à la Romandie et à la France alpine. Ne pas manquer, en avril et octobre, les combats de vaches, véritable spectacle de luttas entre champions en Turquie, et d'où sort chaque année « la reine des reines » qui gouvernera durant douze mois le peuple bovin de la province.

### Que lire ?

Rares sont les guides consacrés à une province certes peu « typique » de la Péninsule, mais riche en paysages vierges (notamment le parc national du Grand-Paradise, où moutons et bouquetins s'ébattent en paix depuis 1922) et en monuments anciens, sans parler des fortifications culturelles et historiques franco-valdôtaines et d'une appétissante gastronomie montagnarde (ne serait-ce que l'onctueux fromage de veche, la forme ou le muscat blanc de Chambave, cité par Alexandre Dumas dans son Dictionnaire de cuisine).

Pratiquement inconnus en France, la littérature régionaliste des Vallées francophones d'Italie ainsi que des ouvrages d'histoire locale sont disponibles dans l'unique mais excellente librairie « française » d'Aoste, la

Librairie valdôtaine (28, rue de Tiliar, 11100 Aoste. Tél. (0165) 43-040). Dans le kiosque voisin, vous pourrez acheter le très régionaliste hebdo *Le Peuple valdôtain*.

Il faudrait avoir aussi vérifié dans l'ouvrage de Xavier de Maistre, autour du fameux *Voyage autour de ma chambre*, si « la plus belle année de sa vie » (1793-1799), passée à Aoste, correspond au meilleur de ses écrits.

La *Junta régionale* a publié pour sa part plusieurs opuscules en français retraçant l'histoire politique mouvementée des Vallées, en particulier le *Partidarisme valdôtain*, d'André Zancotto Ed. de la Région autonome de la Vallée d'Aoste, 1986), qui contient une bonne bibliographie en français et en italien.

Un auteur français, Marc Langereau, ancien chargé de conférences à l'Institut d'études politiques de Grenoble, s'est consacré avec une minutie de moine aux affaires valdôtaines au vingtième siècle, sur lesquelles il a publié plusieurs études, notamment : *La France et les questions valdôtaines au cours et à l'issue de la Seconde Guerre mondiale* (Société d'histoire alpine et italienne, Grenoble, 1975), *Le général de Gaulle, la Vallée d'Aoste et la frontière italienne des Alpes* (Co-ed. Université de Grenoble et Muséum, Aoste, 1980) et *Une ascension manquée* (Muséum, 1984), qui fait le point sur les tumultueux rapports franco-italo-valdôtains de 1943 à 1952.

## Grand Concours "Découvrez l'Europe de 1992"

Le Monde le GUIDE du ROUTARD AIR FRANCE

### 15e QUESTION

Où se trouve le village dont le nom possède 46 lettres ?  
(Ecosse - Danemark - Pays-de-Galles - Norvège)

L'INDICE DU « MONDE »  
LES 8 dernières lettres du village sont GOGO-GOCH.

### 16e QUESTION

COMBIEN la compagnie Air France a-t-elle effectué de vols (un aller = un vol) entre Paris et ses neuf escales en République Fédérale d'Allemagne au cours de l'année 1987 ?  
(9 420 - 10 135 - 11 000 - 13 250)

L'INDICE DU « MONDE »  
En moyenne cela fait plus de trois vols par jour et par escale.



Bulletin réponse et question subsidiaire dans le Monde du vendredi 6 mai (date 7).

GAGNEZ 40 BILLETS AIR FRANCE

sur 20 destinations européennes et des Guides du routard

## Aller en Finlande, c'est renaître

Il y aura le soleil presque sans arrêt dans le ciel. Juste devant vous l'un des 180 000 lacs de Finlande, ourlé de sable. Au-dessus passeront les grands oiseaux du Nord et à perte de vue, tout autour, ce sera la forêt. Vous serez comme un Robinson, attentif aux bruits silencieux de l'air, de l'eau et du feu que vous allumerez le soir. Vous ne vivrez plus hors de la nature, mais en elle, vous y ressourcez chaque jour davantage.



Au grand Nord, en Laponie, vous aurez le sentiment de posséder le monde à vous tout seul, tellement l'espace y est grand et vierge : les rennes y sont toujours plus nombreux que les hommes.

Venez : nos « paquebots-ferries » ont le luxe et le raffinement des transatlantiques. D'Allemagne de l'Ouest en Finlande ou de Suède en Finlande :

Finnjet - Silja Line (Scandinaviens) de Suède en Finlande : Viking Line (Bennett Voyages).

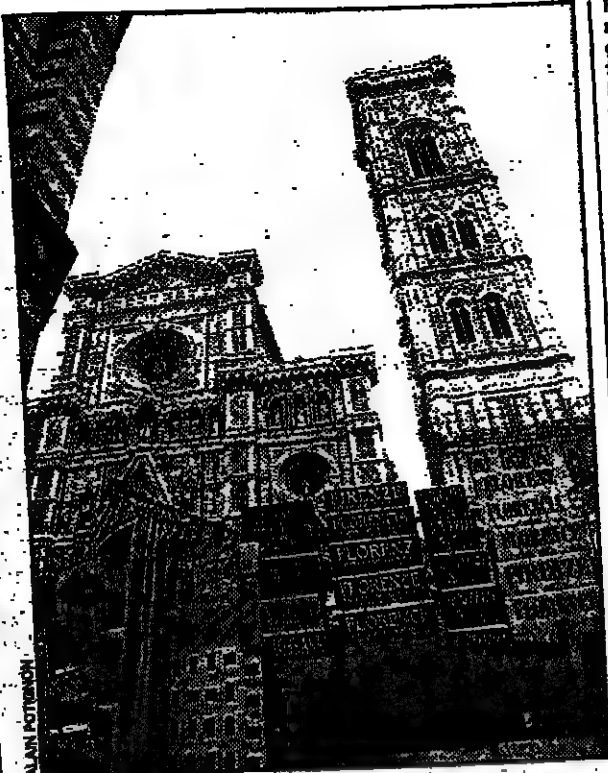
Office du Tourisme de Finlande, 13 rue Anber, 75009 PARIS. Tél. : 42 66 40 13. Minitel 36 16 Finlande.

Nom ..... Adresse .....

Finlande naturellement votre



# ESCALES



## Florence la Magnifique

Il s'agit d'Angelico et Michel-Ange, Masaccio et Léonard, le palazzo Pitti et San Miniato, les jardins Boboli... On commence et l'on s'arrête pour ne pas tourner à l'inventaire alors que la grâce est partout dans cette ville unique. Curieusement, alors qu'elle exerce sur eux une fascina-

tion justifiée, les Français sont parmi les moins nombreux des Européens à se rendre à Florence. Est-ce l'absence de voie d'accès « rapide » ? La plus belle approche de la noble cité florentine est, sans conteste, l'arrivée par la route venant de Sienne. La campagne toscane prépare au Quattrocento, le vert annonce l'ocre et la pierre grise.

## Salon à vacances

Précieuse escale pour ceux qui, à l'approche des congés d'été, n'ont pas encore « bouclé » leurs vacances, le Salon du tourisme et des vacances se tient du 30 avril au 12 mai, de 10 heures à 19 heures (incompréhensibles jusqu'à 22 heures les mardis 3 et 10 mai et jeudi 5 mai) dans le cadre de la Foire internationale de Paris, au Parc des expositions de la porte de Versailles (hall 1). Plus d'un millier de destinations et de formules seront ainsi présentées sur les 20 000 mètres carrés occupés par quatre

grands secteurs. Celui des offices de tourisme étrangers (dont, cette année, les Pays-Bas et Cuba), celui des régions et départements français (avec, organisés par la Maison de la France, un grand concours de géographie destiné aux enfants), celui des stations de sports d'été (avec un mur d'escalade pour s'initier à la varappe) et celui du « Village des voyages », où une cinquantaine d'agences et de producteurs offriront la possibilité de réserver ses vacances à des conditions avantageuses. Réductions et promotions seront signalées par des soleils rouges ou orange, le jaune signalant les offres spéciales destinées aux personnes âgées, aux enfants et aux jeunes mariés.

Une manifestation placée sous le signe de la fête, grâce notamment aux danseuses créoles et au groupe Kassav, qui plongeront les visiteurs dans l'atmosphère colorée du Carnaval des fleurs de la Guadeloupe. A signaler une reconstitution graphique de la vieille ville de Jérusalem, sur le stand d'Israël (pour son quarantième anniversaire) et le plus grand flipper du monde qui, sur un parcours de 75 mètres, permet de retracer, en cinq minutes, le circuit d'un touriste en Suisse.

Prix d'entrée pour la Foire de Paris : 29 F, 15 F pour les enfants de sept à quatorze ans et les groupes d'au moins dix personnes. Ceux qui souhaitent préparer leur visite peuvent consulter le service minitel : 3815 GES-



## Les bosquets de Versailles

Le premier s'appelle la Salle de bal ou Bosquet des rocailles. Une petite arène aux gradins de verdure et aux cascades étagées. Louis XIV aimait à y donner des bals, posées sur des torchères, éclairaient la nuit. Le deuxième se nomme Bosquet de la colonnade. Péristyle de marbre décoré de trente-deux colonnes et pilastres soutenant des arcs enroulés de frises, il servait de cadre aux soupers donnés par le roi, de jour

comme de nuit. Deux petits pavillons de marbre, détruits par Louis XVIII, expliquaient le nom du troisième : Bosquet des dômes. Le Roi-Soleil aimait s'y rendre en galante compagnie, pour prendre une collation et écouter de la musique. De ce lieu, il ne reste qu'un bassin central entouré de deux balustrades finement sculptées. Quant au quatrième, le Bosquet des bords d'Apollon, il tient du jardin anglo-chinois avec son petit lac bordé d'un énorme rocher artificiel percé de grottes. En contrebas, sur deux terrasses, les célèbres Chevaux du soleil.

Quatre bosquets parmi les plus beaux du parc de Versailles mais dont l'ancienneté et la fragilité

expliquent qu'ils soient habituellement interdits au public. Exceptionnellement, il en ira autrement à l'occasion des Grandes Eaux musicales qui, pour la première fois, auront lieu tous les dimanches, du 8 mai au 2 octobre, ainsi que le jeudi 12 mai et le lundi 15 août. De 11 h 15 à 11 h 35, les Fontaines joueront sur la grande perspective tendue que tous les bassins et bosquets du parc seront à leur tour de la fête, de 15 h 30 à 17 h 30.

Il en coûtera 15 F et 11 F pour les familles nombreuses. Renseignements auprès de l'Office de tourisme de Versailles, 7, rue des Réservoirs. Tél. : (1) 38-50-36-22.

## Où trouver?..

116 KM<sup>2</sup> DE CHARME

550 HOTELS ET PENSIONS

850 KM DE MERVEILLEUSES ROUTES

UN FESTIVAL GASTRONOMIQUE

DES PUBS ET TAVERNES TYPIQUES

**Jersey**

**Jersey**

**Jersey**

**Jersey**

**Jersey**



Pour en savoir beaucoup beaucoup plus sur notre ILE FLEUR, et pour recevoir une documentation en couleur, avec la garantie de réserver ce séjour à l'hôtel de l'île de Jersey, 18, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Tél. (1) 47 42 83 83. Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 17 h 30. Minus Code 50 92 - JERSEY.

nom, prénom et adresse \_\_\_\_\_

code postal \_\_\_\_\_ ville \_\_\_\_\_

### MONTAGNES & DÉSERTS

VOYAGES A PIED EXPÉDITIONS

**NOMADE** AVENTURE

50 av. des Terres - 75017 Paris - Tél. 43.42.45.45

---

### RÉSIDENCES

**CAMPAGNE MER MONTAGNE**

**LOUE À FRÉFUS (Var)**

Dans VILLA avec JARDIN, un APPARTEMENT pour 4 personnes.

Juin, juillet, août, septembre.

Tél. (16) 94-51-82-82.

**COTE LANDAISE**

MINIZAN - LANDES 25 km

MAISON BOURGEOISE

12 pièces - Parc boisé.

1100000 F.

Tél. 58-42-83-39.

---

**COTE D'AZUR**

**CARAVANING RÉSIDENTIEL**

à 8 km des plages. Lois arborés et viabilisés avec ou sans caravane.

A partir de 75000 F.

**EUROPAZUR, 182, rue Jean-Jaurès, 83600 FRÉJUS - Tél. 94-51-55-88.**

---

**PROVENCE**

**BUS-LES BARONNIÈRES**

Louez chambre d'hôte

1/2 pens. 115 F. Confort, calme.

Amb. familiale. Randonnées.

Tél. heures repas 75-28-10-82 - 75-28-73-59.

**Inoubliable week-end !**

**au WALDORF ASTORIA DE NEW-YORK**

**avec CONCORDE**

Départ le 9 juin sur Boeing 747 Air-France. Retour le 12 juin en Concorde, à partir de 14 900 F. Airtrans : 93, rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : 45-23-66-44. Téléc 645-780 F. Lds. 175001.

### POUR LES BLASES DES COCOTIERS : LE RHIN AVEC KD !

Il y a encore des choses à découvrir dans le vie !

Pour apprécier la chaleur et la majesté des sites, pour vous dépayser sans partir aux antipodes, pour vous détendre dans une atmosphère privilégiée, embarquez-vous sur le KD !

Dés aujourd'hui, mettez le cap sur votre agence de voyage.

Pour recevoir gratuitement notre brochure 1988, merci de nous adresser votre carte de visite en précisant le nom du journal et la date de parution :

**CROISIRHIN-KD 9, rue du Fag Saint Honoré 75008 PARIS - Tél. : (1) 47 42 82 27**

Paris-Douala AR 4.115 F sur vols réguliers.

Si vous avez plus de 31 ans, moins de 55 et pas d'enfant, vous avez perdu votre temps à lire cette annonce.

UTA et Cameroon Airlines vous proposent les nouveaux Tarifs Challenge sur Douala et sur Garoua, Paris-Garoua AR 4.035 F sur vol direct Cameroon Airlines : 65 % de réduction sur les vols verts et 45 % sur les vols rouges, pour les moins de 27 ans, les familles (parents et enfants, avec au moins 3 personnes voyageant ensemble), les plus

de 60 ans (dès 55 ans pour les femmes). Renseignez-vous auprès de Cameroon Airlines, UTA ou votre agent de voyages pour bénéficier de nos vols réguliers à prix charter et pour les tarifs au départ de Lyon et Marseille.

**CAMEROON AIRLINES**

**UTA**

هكذا من الاجل



هكذا من الاحل

## Aux quatre coins de France

### Vins et alcools

**CHAMPAGNE Claude DUBOIS**  
A la propriété LES ALMAGACHS  
VERMOREL 51200 EPERNAY. T. 26-68-49-37  
Vin vieilli en foudre. Tarif sur demande.  
Cuvée 1982 de « l'Éclat », Médaille d'argent,  
concours international. MONTREAL 1988.

**BORDEAUX SUPER. Fco TTC**  
1985, 120 bouteilles à 18 F ..... 2.160 F  
1985, 120 bouteilles à 15 F ..... 1.800 F  
1982 ou 1979, 48 b ..... 1.340 F  
BELLLOT, vigneron  
33630 LARUSCADE. Tél. 57-68-68-41.

## LA BONNE ADRESSE

**ZERMAT** 107 hôtels de toutes catégories, 3000 appartements de vacances, 388 km de promenade, école de ski d'été et centre d'été, programmes de sport variés.

Offres spéciales d'été 1988 :  
- Semaines forfaitaires : ski d'été, ski et tennis, vacances familiales, vacances seniors.  
- Programmes de vacances variés à Zermat et à Verbier.  
Informations : Offices du Tourisme, 3320 ZERMAT, tél. 2841/28/28 11 81.

**LAUSANNE** 100 lits et confort, tranquillité, air privilégié à 200 m de la gare et du centre des affaires.  
**HOTEL VICTORIA** Chambres avec radio, TV, ligne téléph. directe. Service 24 h sur 24. Bar et salle de conférence de 10 à 80 places.  
98, av. de la Gare - Tél. 1541/21/20-47-71 - Fax 49891  
R. HASEBELL, PROPRIÉTAIRE

**LAC DE GENÈVE - MORGES**  
**Hôtel du Mont-Blanc au Lac**  
Bord du lac, dès 60 FS (env. 240 FF) av. petit déjeuner en chambre double. Arrang. fort. Tél. : 19-41/21/8023072.

## HÔTELS

### Alsace

**88590 THANNENKIRCH**  
**TOURING HOTEL\*\***  
Tél. 89-73-18-81  
Logis de France - Envies dépliant.

**88590 SAINT-HIPPOLYTE**  
Pour vos vacances  
**HOTELLERIE MUNSCH\*\*\***  
**AUX DUCS DE LORRAINE**  
Au pied du Haut-Koenigsbourg.  
Montagne, forêts, promenade, séjour agréable. 1/3 pension.  
Tél. 89-73-80-81.

### Campagne

**CHAUMONT-SUR-THARONNE**  
**HOTEL\*\*\* RESTAURANT\*\*\*\***  
**LA CROIX BLANCHE**  
41600 CHAUMONT-SUR-THARONNE  
Tél. : 54-88-55-12  
Relais gastronomique

### Côte d'Azur

**83240 CAVALAIRE**  
**HOTEL-RESTAURANT**  
**LA CALANQUE\*\*\***  
« Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Châtaux avec TV, piscine, tennis. Spéc. poissons. 1/2 pension à partir de 450 F/jour.  
Tél. : 94-44-44-77.

**NICE**  
**HOTEL LA MALMAISON**  
Majestueux B&B Western\*\*\*  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.  
**TV COULEUR PAR SATELLITE**  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-47-62-54 - Tél. 478-118.

**HOTEL VICTORIA\*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-88-38-60  
Plein centre-ville, calme, petit parking, grand jardin, chambre, TV couleur, tél. direct, minibar.

### Montagne

**05470 AIGUILLES-EN-QUEYRAS**  
**HOTEL SUPER 2000**  
Soleil et flore du Queyras.  
Randonnées accompagnées. Piscine. 159 F par jour, pension complète.  
Tél. (16) 92-44-24-80.

**Auvergne**  
Vacances / Détente !  
**AU FAMILY HOTEL\*\***  
Ascenseur, piscine, tennis, Parc à la. Parc. Av. Emile-Duchaux, 15800 VIC-SUB-CERRE.  
Tél. 71-47-50-40.

**05350 MOLINES-EN-QUEYRAS**  
(Hautes-Alpes)  
Parc régional du Queyras  
**Hôtel Restaurant LE CHAMOIS\*\*\***  
LOGIS DE FRANCE  
Cuis. gastronomique. Soleil, calme, rando. Sem. p. 1281 F à 1743 F TTC. 1/2 pension 1029 F à 1315 F TTC. - 15 F/jour au 19/6/1988.  
Tél. (16) 92-45-43-71.

**05490 SAINT-VÉRAN**  
(Hautes-Alpes, Queyras)  
Parc rég. Site classé. Sta. d'altitude. Piste, forêt. Plus belle vue d'Europe. 2040 m.  
**LE VILLARD, tél. 92-45-82-08**  
Chambre, studio, cuisine-grill.  
Depuis 450 F pers./semaine.  
**BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62**  
Pensions de 1617 F à 1848 F sem.  
Demi-pension de 1267 F à 1617 F.

### Provence

**ARDECHE**  
**07260 JOYEUSE**  
**HOTEL LES CÉDRÉS\*\***  
Découvrez les gorges de l'Ardec, en canot. 1/3 pension 5 jours 1705 F. Piscine, parc, parking.  
Tél. 75-39-42-44.

### Sud-Ouest

**24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD**  
**AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS**  
\*\*NN. Piscine. Proche, Circuit pédestre. Équitation 2 km. Toutes chamb. w.c. + bain.  
Demi-pension et pension 180 F à 255 F.  
Tél. (16) 53-29-95-94.

### Italie

**ROMA**  
Un coin de France sur l'Adriatique  
**HOTEL MONTABATE**  
L'ADRIATICO PEDERAROMANO  
Tél. 19354/72/57-72/22.

Tres belle position sur la mer. Moderne et élégant avec tous les confort. Cuisine soignée avec possibilité de changer de menu. Barbecue à la piscine. Salle de projection de films. Fêtes hebdomadaires. Jardin. Sérénité. Parking. Pension complète : mai 33.000 Liras; juin et septembre 42.000 Liras; du 27/6 au 31/7 50.000 Liras; du 1 au 28 août 60.000 Liras. Demandez notre dépliant : il vous donnera envie de passer vos vacances chez nous.

### Venise

**HOTEL LA FENICE**  
**ET DES ARTISTES\*\*\***  
(près du Théâtre la Fenice)  
5 minutes à pied de la place St-Marc.  
Atmosphère intime, tout confort.  
Prix modérés.  
Réservation : 41-52-33-33 VENISE.  
Tél. : 411150 FENICE I.  
Directeur : Dante Apollonio.

### Suisse

**LAC MAJEUR**  
**LOCARNO**  
**GRAND HOTEL**  
Complètement rénové. Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dr. A. Cost 64, 19-41/93/33/23 - Tél. 846143  
Via Sempione, CH 6680 LOCARNO.

## TOURISME

Partez tranquillement vous faire pour !  
Raclette, parapente, spéléo, canyons, hydro-speed : ce sont nos stages  
« **ADRENALINE** »  
Avec notre niveau d'exigence : seulement trois à six participants par guide.

Brochure sur demande au :  
**RENARD VAGABOND**  
Vacances « hors-traces »  
30, petite rue de l'Écluse, 28100 GRENOBLE  
Tél. : 76-40-18-90 et 76-09-14-82.  
Agrément Tourisme n° 238007 ANCEP.

**L'ÎLE DE JERSEY**  
« LA BELLE ANGIO-NORMANDE »  
Au printemps, l'île dévoile ses 116 m<sup>2</sup> de charme.  
Elle revêt sa robe fleurie, dévoile ses plages de sable d'or, bichonne ses 850 km de merveilleuses petites ruelles.  
Elle vous ouvre grand les portes de sa superbe réserve d'animaux et vous de découverte, se ferme aux papillons, les serveurs s'épanouissent cinq mille variétés d'orchidées.

Elle vous accueillera dans ses cinq cent cinquante hôtels et pensions : elle y dressera la table autour de laquelle vous dégusterez crustacés, poissons, légumes et laitages du cru, tout cela arrosé des meilleurs vins français, aux meilleurs prix.

Dans les pittoresques rues pittoresques de Saint-Hélier, la capitale, elle vous tentera par les prix bas taxes des ses multiples magasins.

Et, enfin, elle effacera le stress de la vie moderne.  
JERSEY, c'est la détente, le dépaysement et une qualité de vie particulière.

Pour documentation en couleurs, écrivez à :  
**MAISON DE L'ÎLE DE JERSEY**  
19, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS  
Tél. (1) 47-42-43-48

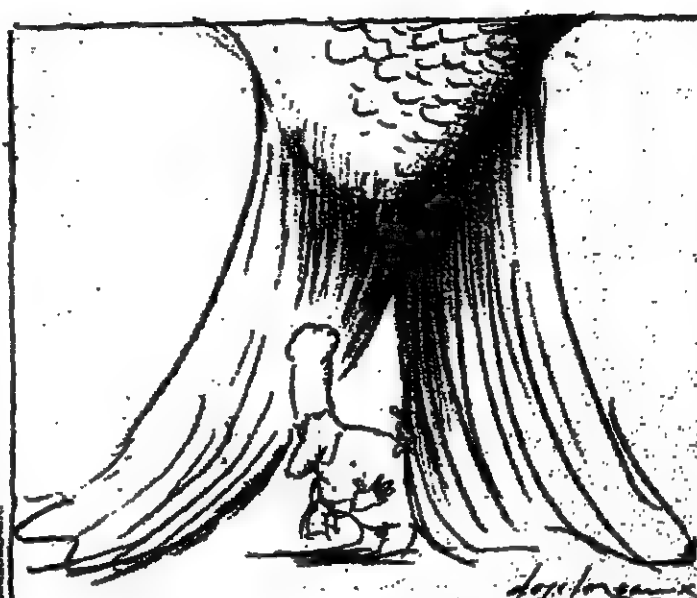
# LA TABLE

## Messieurs... la mer !

**D**ÉBUT mai, à la Foire de Paris, c'est donc tout ce qui vient de la mer qui doit inspirer les chefs participant aux démonstrations culinaires du stand du Gaz de France. En voici la liste : Jonny Jacquet (30 avril), Patrick Lenôtre (1<sup>er</sup> mai), le jeune chef du Bordonnais (2 mai), Brigitte Huerta du Vieux Clodoche à Chennevières (3 mai), Lassier (4 mai), Roger Lamazère (5 mai), le Bristol avec Emile Tabourdin (6 mai), Ignace, du Petit Bedon (7 mai), Michel Brunetière (le Sully d'Auteuil - 8 mai), le Relais Louis-XIII (9 mai), Petrus (10 mai), le bon Vignat dont l'Apicins fête ses dix années de succès (11 mai) et enfin, le 12 mai le Gallambier (restaurant de l'Hôtel Balzac).

Ainsi de la digne de saumon de Loire au beurre blanc (Jonny Jacquet) à la boulangère de saint-pierre au fougat de langoustine de Philippe Bardeau (le Bordonnais), du tronçon de lotte au pur-mak de Marc Daniel (Lassier) aux roquets aux écaillés de pommes de terre (du Relais Louis-XIII), etc., les spectateurs (et gourmets) pourront apprendre à traiter le poisson.

Certes la ménagère sait que bar, barbeau, colin, turbot, rouget sont de toutes saisons, que la sole



rière ne doivent point être pris du début février à la mi-juin. Du moins pour le gourmet qui refuse le congelé.

C'est pour cela qu'autrefois les restaurants spécialisés fermaient tout l'été (le Louis-XIV, 8, bd Saint-Denis, ferme encore du 31 mai au 1<sup>er</sup> septembre). Mais en vérité on peut parfaitement se régaler des produits marins toute l'année, et c'est ainsi que le fameux Charlot, Roi des coquillages (12, place Clichy) reste à présent ouvert tous les jours et toute l'année (1).

J'ai goûté personnellement aux roquets aux écaillés de pommes de terre du nouveau et bon chef du Relais Louis-XIII, Roger Firion (accompagné d'un Bonnezeux, château de Plessis 1986 par exemple - encore que personnellement, amateur de vins rouges sur le poisson, je choisisais dans ma cave un Prieuré de Saint Jean de Bébian). C'est remarquable.

Allez donc faire un tour à la Foire de Paris. Comme chante Montand à propos des Boulevardiers : « Y'a tant de choses, tant de choses à voir ! »

LA REYNÈRE

(1) C'est de reste chez Charlot, ce véritable Roi des coquillages mais aussi de tout ce qui vient de la mer, que vient de se tenir le chapitre parisien de la Charta de la boulangère marseillaise.

doit être « oubliée » en février, période où elle est cravée, que le saumon est interdit en octobre, novembre et décembre. Que les mois en « r » font fuir saint-jacques et oursins (les huîtres peuvent être consommées tout l'été sans inconvénient mais sont moins savoureuses). Que la dorade n'est bonne qu'en été alors que, aux temps chauds, la maque-

reux breton fuit vers le sud. Que, sent avril, le hareng a son mot à dire tandis que le merlan s'approche des côtes, en août dans la Manche, en septembre en Bretagne. Que homards, langoustes et langoustines sont surtout en forme en été. Que si l'algose ne se prend aux filets qu'en mars, avril et mai surtout, les autres poissons de

## SEMAINE GOURMANDE

### Le restaurant de Patrick Lenôtre

Juste un mot pour « chanter » sa nouvelle carte de printemps, le saumon mariné aux orties bien chères, le soupe de poissons aux herbes, la râble de lapereau en cocotte avec sa fricassée potagère, les morilles farcies, les affricolates desserts, l'an poisse. Mais je ne veux point oublier la joue de bœuf à la bourgeoise, plat succulent, rustique et combien goûteux !

C'est le succès - mérité - d'un jeune chef chez lui. Une étoile ? C'est bien mal récompenser cette émancipation messieurs du Michelin ! Menu : 220 F (midi), 350 F et 480 F et carte. Ce n'est pas Lenôtre, c'est Lenôtre Premier ! Et de surcroît un personnel d'une gentillesse efficace et un sommelier qui orne sa

carte de bouteilles, « découvertes », comme ce vin du pays catalan, le Mes de Chichet 1985, qui vaut le voyage.

Patrick Lenôtre, 28, rue Duret 75016 Paris.  
Tél. : 45-00-17-87  
Fermé samedi midi et dimanche.  
CS-AE-DC  
Parking porte Malin.  
Chiens acceptés.  
Air conditionné.

### Le Margaux à Angoulême

Francine Finau est une dame d'ARC, ancienne cuisinière au château Prieuré-Lichine à Margaux. D'où son enseignement, évidemment. D'autant que son mari, Alain, vient lui aussi du Bordelais

### Le Moulin de Manville à Maussane-Jos-Alpilles

Vous y passerez peut-être avant moi. Sachez seulement qu'Elizabeth Gagnaire, la bonne cuisinière du Mes de la Bertrande à Abbeville-Provence, est désormais ici chez elle, dans un cadre admirable - celui des Baux-de-Provence - et propose sa cuisine provençale personnalisée. Un menu à 170 F et la carte. C'est à découvrir.

Le Moulin de Manville, 13520 Les Baux-de-Provence. Tél. : 90-97-43-63. Fermé dimanche soir et lundi.

L. R.

## MIETTES

Châteaux et demeures de tradition. Leur Guide 1988 vient de paraître. D'Anduze à Haute-Vogel (RFA), quatre-vingt-dix établissements respectant la charte chère au président Michel Massie : ni conserve ni surgelé. Bravo ! Qui attendent les Relais et châteaux pour en faire autant, à présent, c'est Lenôtre Premier ! Et de surcroît un personnel d'une gentillesse efficace et un sommelier qui orne sa

En passant par le Sud-Ouest, le Grand Sud-Ouest même (plus de dix-huit départements), avez-vous vu le Guide Hubert des restaurants (dont la dixième édition vient de paraître, à 88 F). Un seul reproche à lui faire : élaborant un super-classement en fonction des autres guides, pourquoi ne pas citer le Bottin gourmand dont les jugements sont moins élastiques que d'autres ?

L. R.

### Recentré ! Préciser VOLVIC.

« Je sais que les choses vraies sont simples. J'ai choisi cette eau pour les sensations profondes et fraîches qu'elle procure... »

**VOLVIC AU PETIT-COLOMBIER**  
Paris 17<sup>e</sup>  
Elle accompagne les meilleurs plats de Paris

## VOTRE TABLE PENDANT LA FOIRE DE PARIS

DINERS			
RIVE DROITE		RIVE GAUCHE	
COPENHAGUE au 1 <sup>er</sup> étage FLORA DANICA au rez-de-chaussée	F. dim. Tous les jours	142, Champs-Élysées, 8, 43-59-20-41, de 12 heures à 22 h 30 SPÉCIALITÉS DANOISES et SCANDINAVES BORS-D'OEUVRE DANOIS, MIGNON DE RENNE AU VINAIGRE DE PIN CANARD SAÛLE, SAUMON NAUVEAU A L'ANETH.	43-47-28-87 30, bd des Capucines, 17 <sup>e</sup> , F. lundi, mardi
EL CADRE 34, bd de la Grande-Traversade, 1 <sup>er</sup>	43-37-06-72	DEJ. et DINERS - EN INDE - au 72, bd St-Germain, 5 <sup>e</sup> , M <sup>e</sup> Maubert, CADRE LUXUEUX. T <sup>js</sup> au 7. SERVICE NON-STOP de 12 h à 23 h 30, vend. min. j. 1 h.	DEJ. dîner aux HALLES dans un cadre 1900 AUTHENTIQUE. Spéc. de TRIPES, POISSONS, GRILLADES au feu de bois. SALONS de 5, 7 et 16 couverts.

**Le Sordalot**  
NOUVELLE DIRECTION  
1001 PIERRE 101 F. L. 1001  
avec FOIE GRAS MAISON  
101 F. L. 1001

**ARTOIS ISIDORE**  
MAISON ROUZETROL  
42-26-01-10 - F. sem. dim.  
SPÉCIALITÉS AUVERGNATES  
LE COQ AU VIN DE CAHORS  
LES CHARCUTERIES D'AUVERNE  
LES GÂTEAUX DE BROCHET MAISON  
GEMER EN SAISON  
13, rue d'Arcole - 6<sup>e</sup>

**NOUS AVONS UNE PÊCHE FANTASTIQUE JUSQU'À 3<sup>h</sup> DU MATIN.**  
**LA CHAMPAGNE**  
La grande brasserie  
de la nuit  
Vivier de poissons  
et de langoustes  
30 sal. plats de Clichy  
Paris 17<sup>e</sup>  
Réservation : 48.74.44.78

**CHEZ HANSI**  
La grande brasserie  
située  
2, place de la Bastille-1940  
Paris 1<sup>er</sup>  
Angèle Montperrand  
- Rue de Nemours  
Réservations : 48.48.44.42



# Sicaires à la japonaise

Nous sommes ici au pays d'Iga, tout vibrant encore des faits et méfaits des « ninja », tueurs hautement pittoresques de la littérature populaire japonaise.

À l'arrière des monts qui dominent Nara, l'antique capitale du Japon au huitième siècle, à quelques virages en épingle des sites touristiques fréquentés, se trouve une curieuse région qu'aucun guide ne mentionne comme digne d'intérêt, le pays d'Iga, dans la préfecture de Mie. Ici, aucun temple bouddhique digne du détour, aucun jardin zen propice à la méditation, aucun *onsen*, fameux, ces sources thermales que les Japonais affectionnent tant. Tout au plus un prospectus signale la présence, dans une rivière de la région, d'un spécimen unique de salamandre, « véritable fossile vivant venu tout droit de l'ère secondaire ». Le pays d'Iga constitue pourtant — et ce n'est pas à cause de la salamandre — un véritable lieu de pèlerinage pour les historiens du Japon.

Quand on passe la gorge qui sépare le département de Nara de celui de Mie, on débouche sur le petit bassin de Nabari. À gauche, des forêts escarpées; à droite, des rizières avec, dans le fond, une montagne lacérée au bulldozer : on y construit des cités résidentielles pour les salariés qui travaillent à Osaka, à une heure de train. Paysage banal du Japon moderne. Là, tournez à gauche vers la montagne et prenez un chemin minuscule qui escalade les pentes entre rizières en terrasses et cryptomères, vous êtes au petit village de Kuroda. Kuroda était autrefois un des domaines forestiers du Todaiji, ce monastère de Nara qui abrite le Grand Bouddha. Les archives de ce domaine entre le dixième et le quatorzième siècle ont été particulièrement bien conservées, et Ishimoda Tadashi, l'un des pères de la nouvelle his-

toire japonaise, décédé en 1986, a retracé l'histoire de ce domaine, ce *shoen*, dans un livre qui est devenu de lecture incontournable pour qui, au Japon, s'intéresse aux origines de la féodalité nipponne.

Dans les bois qu'une route permet d'escalader, on apercevra entre les champignons des femmes portant des fagots, des hommes armés de tronçonneuses et des... drapeaux rouges entourant des panneaux maladroite-ment rédigés : « Halte à la pollution ! » « Contre le rejet illégal des déchets industriels ! ».

Les communautés d'habitants à Kuroda et dans les villages environnants restent fortement structurées et bénéficient d'une longue tradition de lutte. Au seizième siècle, la région était insoumise, à l'écart des puissants seigneurs de la guerre. C'est là, en pays d'Iga, qu'est née la tradition secrète des *ninja*, ces hommes (et ces femmes) spécialistes de l'espionnage et du meurtre commandé, maîtres dans tous les arts martiaux imaginables, qui ont suscité toute une littérature populaire au Japon (et... aux États-Unis), souvent sans grand rapport avec la réalité historique.

Les *ninja*, les « gens cachés », acrobates habiles au combat au corps à corps, véritables barbouzes du shogun, en fait battus par la population, méprisés et craints par les samouraïs, ont été à l'origine de tout un folklore au Japon qui révèle une double tradition : d'un côté, les *ninja* sont d'abominables assassins à solde, aux intentions aussi noires que leurs costumes de passe-muraille, qui agissent pour le compte de méchants; de l'autre, on les voit défendre le faible et l'innocent

contre les puissants qui les oppriment, sortes de Robin des Bois volant au secours des gens du peuple. En fait, le folklore moderne s'est emparé du mythe *ninja* et en a occulté en grande partie la signification.

Dans la petite ville d'Ueno, derrière le château, une demeure de *ninja* a été reconstituée et se visite : des étudiants déguisés en habit — roses ! — de *ninja* vous montreront de fausses cloisons qui dissimulent quelques tueur, des portes coulissantes dans le mauvais sens qui donnent l'impression que votre guide a traversé la cloison, des sabres cachés sous les lattes du parquet, des socques de bois spéciales pour marcher sur l'eau (*sic* !). Le thème des *ninja* est devenu un attrape-touristes, et le n'insisterai pas sur la qualité du café « à la *ninja* » qu'on vous propose en ville.

## Où l'on repaire de Kurosawa

Le pays d'Iga est un bassin entouré de montagnes escarpées couvertes de forêts. Malgré la proximité géographique de l'ancienne capitale, Kyoto, qui n'est qu'à 80 km, il s'est développé depuis le Moyen Âge, dans cette région, une tradition d'autonomie farouche que les textes permettent de reconstituer. Les bois derrière Kuroda, le Mont-tellou japonais, sont traversés de

sentés que les gens du pays (et les historiens médiévistes) continuent d'emprunter pour passer sur l'autre versant de la montagne.

Ces sentes, c'est ce qui reste de l'antique voie qui menait à Nara. Au col, des talus empierreés, seuls témoins, au milieu des pins et des bambous, du caractère stratégique de la position et des violents combats qui opposèrent, au quatorzième siècle, moines guerriers du Todaiji et samouraïs sises pour le contrôle des rizières sises en contrebas. De ces cols fortifiés, invisibles depuis les routes nationales, il en existe des dizaines dans ce pays. On les appelait des *koguchi*, des « gueules de tigre ».

C'est qu'à partir du quinzième siècle le pays d'Iga est constitué en communes libres. Les petits samouraïs, chefs de village soutenus par les paysans, font de leur province une région indépendante. Les « gueules de tigre » sont fortifiées. Une poignée de paysans, avec des pieux de bambou acérés, commandés par des guerriers armés d'un bon arc ou d'un sabre, suffisent à empêcher l'intrusion de toute armée ennemie. Nous voilà au pays des Sept Samouraïs chers à Kurosawa !

Oda Nobunaga, le réunificateur du pays, s'y prendra à plusieurs reprises pour venir à bout de la résistance des communes d'Iga. En 1581, grâce à son artil-

lerie, le pays est pris et la répression est terrible. Les campagnes sont pillées, les villages incendiés. Les chefs se réfugient dans les bois et mettent au point des techniques de combat originales, en fait celles de la guérilla. Ils s'appuient sur leurs places fortes cachées derrière des forêts de bambous. Près de Nabari, le château de Tamba, qui appartenait au clan des Momochi, se visite encore. Les « gens d'Iga », comme on les appelle, se spécialisent dans le coup de main nocturne et l'enlèvement des camps par surprise.

Hideyoshi, le successeur de Nobunaga, refuse de reconnaître à ces insoumis le statut de samouraï qu'ils revendiquent. Mais ces gens se sont révoltés de tels combats que Tokugawa Iyasa, le futur shogun, cherche à se servir d'eux. Par un curieux retournement, nos samouraïs guerilleros vont devenir les hommes de main du shogun, affectés aux tâches pas trop glorieuses : assassinat, chantage, renseignement, etc. Les *ninja* étaient nés.

Si tous les Japonais connaissent aujourd'hui les *ninja*, à commencer par les plus jeunes d'entre eux qui se passionnent pour les aventures télévisées de Hattori Kun, le sympathique bébé *ninja*, bien peu ont entendu parler de cette république d'Iga qui en est pourtant à l'origine. Le folklore moderne a occulté les origines d'un phéno-

mène historique caractérisé par une résistance aux pouvoirs centralisés, par une volonté de prendre en main les affaires au niveau local, phénomène que les nobles du quinzième siècle appelaient le « monde à l'envers ». Or cette tradition perçue sous le mythe historiquement faux du *ninja* défenseur des opprimés, comme si on cherchait à se réapproprier partiellement un peu d'une vérité oubliée.

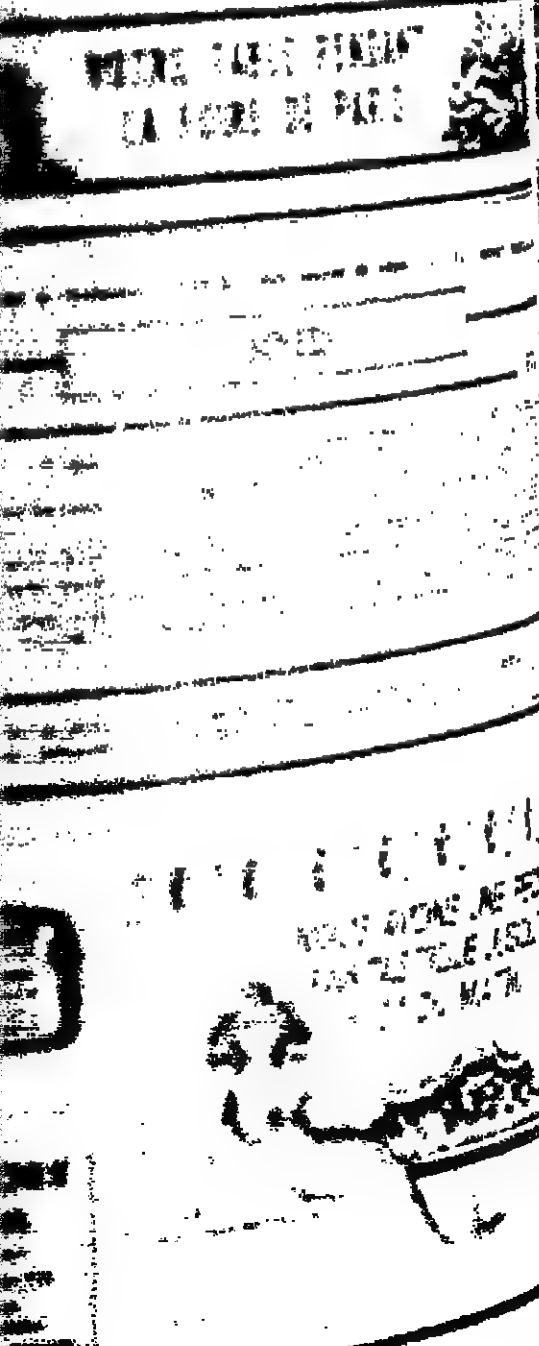
Le bassin montagnard d'Iga fait penser aux cantons suisses qui s'organisent à l'écart des pouvoirs monarchiques. Les montagnards suisses deviendront les gardes des princes d'Europe, comme nos gens d'Iga deviendront les hommes de main des shoguns. Mais là s'arrête la comparaison. La puissance centralisatrice de l'État a effacé jusqu'au souvenir de cette ancienne indépendance dont ne témoignent plus que quelques chartes conservées dans les archives poussiéreuses du Heirakuji, ce temple bouddhique à Ueno où se tenaient autrefois les palabres des samouraïs d'Iga.

Tradition perdue ? Pas tout à fait quand même. Passez donc au début de l'automne à Ueno pour y admirer la fête des démons, parade à travers les rues de la ville. Certains murmurent que ces démons sont les âmes errantes des anciens insurgés...

PIERRE SOUVRI.



Ko Kikuchi et Toshiro Mifune dans « les Sept Samouraïs » d'Akira Kurosawa



Paris Bangkok en 12h 30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

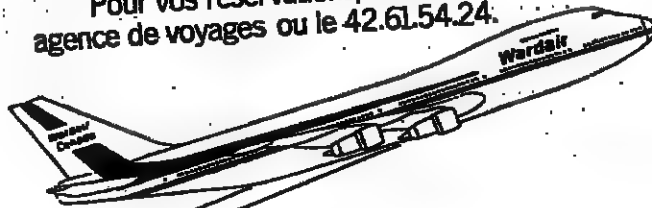
123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77

LE CANADA. 0,19F  
LE KILOMÈTRE/AIR, SERVICES COMPRIS

WARDAIR offre à ses passagers le confort et le sérieux d'une compagnie internationale : la fameuse classe Wardair. Nappe blanche, porcelaine, apéritif, vin et digestif à volonté. Les trois vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir de 2.100 F soit 0,19 F le kilomètre/air, services compris. Si l'envie vous prend de voyager en classe affaires dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera que 3.100 F.

\* Base Paris/Montréal aller-retour 11.060 km (tarif au 01/02/88).

Avec Wardair, découvrez Toronto, Montréal, Québec, découvrez le Canada, le pays de l'émotion. Pour vos réservations, contactez votre agence de voyages ou le 42.61.54.24.



WARDAIR HOLIDAYS

ACCESS  
NEW YORK  
2000 F/AR

NOUVEAU  
réservé et payez votre voyage par téléphone, avec votre Carte Bancaire

	A.B.	A.R.
LOS ANGELES	1500	3000
SAN FRANCISCO	1500	3000
MIAMI	1450	2950
CHICAGO	1800	3600
DALLAS	1800	3600
WASHINGTON	1400	2800
ORLANDO	1800	3600
MONTRÉAL	1000	1800
CALGARY	2195	3795
NO DE JANEIRO	3440	4930
MEXICO	2995	4390
BANGKOK	3290	4790
SYDNEY	4890	7690
ANTILLES		2800

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS  
réductions possibles en 1<sup>re</sup> classe et classe affaires.

TÉL: (1) 4013 02 02 ou 42 21 46 94  
6, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS - Métro et RER Châtelet-Les Halles

هكذا من الاجل



صحنه از سالن

18 Le Monde • Samedi 30 avril 1988

## Culture

## THÉÂTRE

« Sous les boulingrins bleus » à Chaillot et « Fièvre romaine » au Rond-Point

### L'incandescence des clowns

David Bennent au Petit Odéon

#### L'enfant de vérité

L'éternel enfant au tambour dont le cri cassait les vitres et chamboulait les hypocrites dans le film de Schlöndorff d'après Günter Grass, était David Bennent. Aujourd'hui, il répète avec Katja Ruge au Petit Odéon Mon Herbert, défilé autobiographique d'Herbert Achtembusch, dans la mise en scène de Hans Peter Cloos — qui avait déjà monté Stan du même auteur, un Bavarois joué en français par les Allemands de Paris. En fait, David Bennent a un passeport allemand, Lausanne est son lieu de résidence, là où se réunit la famille, sa sœur Anna, comédienne, son père, Heinz, comédien.

David est un enfant de la baïte, et il a beaucoup voyagé : « Quand me souviens moi dans jeunes, mon père ne voulait pas que nous restions en Suisse pendant qu'il travaillait ailleurs. Il nous emmenait avec lui et notre mère nous servait de professeur. Ce n'était pas aussi strict que dans une école. J'allais souvent sur les tournages, ou aux répétitions. Je ne pensais pas suivre l'exemple de mon père. Quand on est gosse, on veut toujours autre chose. Je voulais être pâtissier, puis boulanger-pâtissier, puis cuisinier. Et comme j'aime les chevaux, jockey. Mais j'ai tourné le Tambour et là j'ai compris.

« J'ai eu une chance énorme. Je n'ai jamais eu à me battre pour me faire entendre. J'ai travaillé avec des gens d'une extrême sensibilité, qui savent écouter, qui sont attentifs et ne cessent de chercher comment aller plus loin. En Allemagne, j'ai travaillé avec Klaus Gruber, avec Bob Wilson. En France, avec Patrice Chéreau, dans les Paravents, avec Jean-Pierre Vincent, dans l'Éclat, à la Comédie-Française. La Comédie-Française m'a impressionné. L'Odéon aussi. On y sent le pré-

sence de tous ces acteurs légendaires qui en ont passé le porte. Aujourd'hui, c'est moi. C'est fantastique. »

David Bennent parle un français tout à fait aisé, avec le douceur de l'accent suisse. Comme sur scène, il s'enveloppe d'un climat de quiétude et en même temps de tension. Il dit être angoissé par l'avenir du monde. Il est obsédé par le danger nucléaire, la dégradation de la nature, les arbres de la Forêt Noire décimés. Il a vingt-deux ans, compte vivre encore un bon demi-siècle. Il est fragile et il a peur. « On se demande quoi faire, on ne sait pas. »

Il a aimé jouer le fou dans le Roi Lear monté par Klaus Gruber : « J'ai pensé à un terroriste. Non pas dans sa manière d'agir, car il n'est pas violent... Mais, si aujourd'hui on se permet de traiter le vieux roi, on est immédiatement considéré comme un terroriste et, si ce se passe dans un pays où existe la peine de mort, on est exécuté. C'est vrai qu'au temps de Shakespeare, si quelqu'un d'autre que le bouffon se permettait les mêmes insolences, il était tout simplement pendu. »

Après avoir longuement brodé sur la fin de l'humanité, David Bennent admet la possibilité d'un espoir, reconnaît sa chance et son bonheur de jouer.

Dans la pièce d'Achtembusch, il est un fils étouffé par sa mère, il rêve toujours des fous de Shakespeare, « parce qu'ils n'ont pas d'âge, qu'ils forcent les gens à s'éveiller ». Exactement comment l'enfant-tambour de Günter Grass.

COLETTE GODARD.

Mon Herbert, Petit Odéon, du 3 au 29 mai, 18 h 30.

Un bel hommage est rendu à Courteline sur la colline de Chaillot. Du théâtre « affreux », bien éloigné de la pièce bien peignée écrite par Edith Wharton, qui se joue près du rond-point des Champs-Élysées.

« Solitaires !  
— Pitié de ma vie !  
— Propriétaires !  
— Châtiments !  
— Tu gagnes !  
— T'es saoul !  
— Planche à repasser !  
— Pourquoi faut-il que j'aie  
trouvé ça sur mon chemin ! »

N'ayez pas peur, ce n'est rien, juste dix secondes d'intimité entre Ernestine et son époux, M<sup>me</sup> et M. Boulingrin. « Quelques choses d'épique dans la force », disait Stéphane Mallarmé, grand amateur de Courteline.

Les Boulingrins ? « De fort braves gens, un peu popoteux... un ménage très uni... deux tourtereaux... un asile de paix », c'est ainsi que les voit leur ami Des Rillettes. Ecou-tons, un instant encore, nos deux tourtereaux :

« Volailles !  
— Turbot !  
— Casserole !  
— Coca !  
— Queue d'empenne !  
— Assais ! »

« Le théâtre est un salon », prédisait Courteline quand la pièce fut créée, en 1898. Aujourd'hui, en 1988, les Boulingrins vivent dans une caravane : une guimbarde, un taudis.

Physiquement : deux monstres. Daniel Martin, si svelte et si écri-quant, interprète M<sup>me</sup> Boulingrin, une géante stéatopygée. (Stéatopygée : « dont le tissu adipeux est très développé au niveau des fesses », dit le Petit Robert). Mais c'est pire : tout le corps d'Ernestine Boulingrin ressemble à une carrosserie déformée, cabossée et défoncée. Une vieille marmite bosselée, à la démarche de perroquet. Par là-dessus, Daniel Martin s'est fait la tête d'Elizabeth Taylor, maquillée comme un camion.

M. Boulingrin (Jean-Yves Chateau) a, lui aussi, un châtiment monstrueux. Comme si quelques dizaines de fers à repasser, de vieux peaux écaillées, gonflaient son énorme pan-talon.

Des Rillettes (Jean-Claude Leguay), le vicieux, a une anémie couenne.

La pièce n'est qu'un tournolement d'insultes et de pugilats, si violent, si sordide, que nous n'en croyons pas nos yeux, nos oreilles. Et comme le « visuel » de la chose, donne carrément dans l'affreux-béotisable, style certaines bandes dessinées, les

#### COULISSES

##### L'Ecole de Nanterre

L'Ecole du Théâtre des Américains à Nanterre — que dirige Patrick Chéreau — recrute des élèves comédiens pour sa troisième promotion. Les cours, sous la direction du responsable de l'école, Pierre Romans, auront lieu de février 1989 à décembre 1990. Les dossiers d'inscriptions doivent être retirés entre le 2 et le 31 mai au Théâtre des Américains, avenue Pablo-Picasso, 92000 Nanterre, de 12 heures à 18 heures. Ils peuvent également être envoyés sur demande. Rens. : 47-21-22-25.

##### Acteurs producteurs associés

Pour susciter des projets différents, hors institutions, pour aider des auteurs, des metteurs en scène, pour prendre une part active à la production théâtrale en crise, une cinquantaine de comédiens viennent de créer les APA (Associations Producteurs Associés). Parmi eux : Anne Alvaro, Bertrand Bonvoisin, Emeline Del, Jany Castaldi, Sophie Louchevsky, André Marcon, Gédéon Marlon, André Wilms. Ils passent par la première fois à l'action et présentent une série de « Conversations d'artistes », de Rille à Bacon, de Marie Curie aux surréalistes, de Van Gogh à Céline. Dix-neuf spectacles à coup sûr inédits et une initiative à suivre.

De 26 avril au 14 mai, Théâtre de l'Atelier. Tél. : 47-42-67-61.



MACAL MAINE

dialogues n'est pas du tout l'air d'être écrite par Courteline. Bien plutôt des bulles dans une bédé de Reiser. Mais non, vérification faite, tout est de Courteline, c'est incroyable.

— Espèce de grue !  
— Gros dégoutant !  
— Faut !  
— Ragots !  
— Paquet !  
— Poisson !  
— Figure de porc frais !  
— Tête à poux !

##### Au Grand-Guignol

Nous le connaissons bien mal, Courteline ! Un homme très attachant, bizarre, contradictoire... Il a eu un problème pas facile, avec son père, qui écrivait des pièces de théâtre, qui s'appelaient Jules Moineaux, qui était librettiste d'Offenbach et de Locooco, qui présentait des vaudevilles qui faisaient le plein. Or Courteline a tout de suite pris en haine le vaudeville, du style Feydeau et Labiche (mais il y avait pire), parce qu'il trouvait tout à fait vides et idiotes des pièces entièrement construites sur le principe du quiproquo, de l'imbroglio, des invraisemblances et des complications. Il trouvait cela trop facile, trop bête, trop creux. Il déclarait avoir, lui, Courteline, « des intentions d'observation » et « des volontés de littérature ».

Il a écrit des petits reportages, des nouvelles courtes, plutôt des choses vives, entendues, puis des pièces, courtes aussi, qui ont été souvent des « mises en dialogues » de ses nouvelles. Il lui fallait croire un peu à ce qu'il faisait, pour pouvoir écrire, mais, sans cesse, il s'avait aucune estime, pour lui-même. Dès qu'il se réalisait, il était « consterné », se trouvait « dépourvu de talent ».

Il n'aimait pas trop les beaux théâtres des boulevards. Tant qu'il n'a pas, il s'est fait jouer dans des salles de rien du tout, des cabarets. Ou alors des drôles d'endroits. Pour les Boulingrins, il avait choisi le Grand-Guignol.

Il disait que son métier d'écrivain « ne l'intéressait pas », qu'il en « reconnaissait l'infant », que son rêve aurait été « d'être embauché dans une troupe de comédiens, et de partir sous un nom d'emprunt, cabotiner en province, se couvrir de gloire dans des rôles de mélo-dramas à trémo, le médecin des Deux Orphelins, Daubenton du Courrier de Lyon ».

Il avait écrit deux petits récits pas drôles, l'un sur une jeune femme qui, le soir de ses noces, en étant sa robe blanche, révèle au mari qu'elle a une jambe de bois, l'autre sur un bouffon qui, dans les rues, suscite les cris des gosses, les aboiements des chiens, parce qu'il marche sur un pilon. Et quand il fut, lui, amputé de la jambe gauche, en juin 1929, alors qu'il avait été amputé de la jambe droite quatre ans plus tôt, il ne survécut à l'intervention que quelques heures.

Au Théâtre de Chaillot, ce que font Daniel Martin, Jean-Claude Leguay, Jean-Yves Chateau, autour des Boulingrins, est un très bel hommage à Courteline. Le décor a été réalisé avec beaucoup de soins (il est l'objet de nombreux gags). Les trois acteurs ne se permettent aucune singerie imitative : ils inventent toute une mimique, comme une chorégraphie sans danse, et tout un concert de voix, comme du chant sans musique. C'est l'art du clown,

porté à l'incandescence. Mais il vaut mieux être prévenu : c'est vraiment du « théâtre affreux ».

Changement de cap : deux dames américaines, bon chic, bon genre, évoquent le passé, sur un terrasse de Rome. Ce n'est pas une pièce de théâtre, c'est un récit, écrit par Edith Wharton, une grande bourgeoise new-yorkaise qui, dans les premières années du siècle, connaît quelques romans et nouvelles à la manière de Henry James.

Cette nouvelle, *Fièvre romaine*, d'une quinzaine de pages, ne présente que peu de dialogues. Les adaptateurs s'en sont bien rendus compte. Ils y ont beaucoup de silence, que la mise en scène « habite » au moyen de nombreux bruits, d'enfants, d'animaux, de véhicules, d'ambiance.

La singulière de phrases échangées nous donne à comprendre que, naguère, M<sup>me</sup> Slade, une nuit, avait fait fermer à clé toutes les issues du Colisée pour empêcher son fiancé d'aller y faire, dans le noir, des polissonneries avec M<sup>me</sup> Analep. Les « jeux du cirque » revisités, si l'on veut.

Le sel de ce petit spectacle de bon ton est qu'il est interprété par deux comédiennes de la grande espèce : Suzanne Flon et Judith Magre. Elles sont charmantes, elles s'amuse- bies à jouer cela, Judith Magre dans le rôle de Suzanne Flon dans le rôle de Suzanne Flon dans le rôle de Suzanne Flon.

MICHEL COURNOT.

« Sous les boulingrins bleus », Chaillot, salle Gémus, 20 h 30.  
« Fièvre romaine », Théâtre Ramond-Barnault, 21 heures.

#### Madonna à Broadway

### Les grands requins selon David Mamet

Le 3 mai, à New-York, Speed the Plow, la nouvelle pièce de David Mamet, affronte la presse. En tête d'affiche, Joe Mantegna, Ron Silver, Joe Mantegna et Ron Silver, Joe Mantegna et Ron Silver, Joe Mantegna et Ron Silver.

Savez-vous ce qu'est une lecture de courtines ? Un agent donne un livre à un patron de studio, un roman sérieux écrit par un auteur réputé — « une tarte de la côte Est ». Sujet : la fin du monde. Le patron promet qu'il lui accordera toute son attention — et passe le livre à son adjoint. Pourquoi ? Parce que l'adjoint a du prestige, que son agent a du prestige. L'agent sait qu'il n'y a pas de quoi en faire un film, mais il doit montrer à son client qu'il a du pouvoir. L'adjoint fait une note de lecture, ce permet au patron d'exprimer avec intelligence à l'auteur et son admiration et ses regrets. Le patron a fait une fleur à l'agent ; un jour, l'agent renverra l'essence.

Les « employeurs » de David Mamet, scénariste du *Facteur* sont toujours deux fois, de Verdict, des *Incorruptibles*, se donnaient-ils que, pendant qu'il travaillait, il prenait des notes ? Sa dernière pièce, *Speed the Plow*, avec deux de ses acteurs attirés, Joe Mantegna et Ron Silver, plus Madonna dans un rôle de secrétaire intermédiaire, met la pleine lumière, sur le comportement des grands requins de Hollywood, à la recherche quotidienne du coup du siècle. Ses personnages sont odieux, mais possèdent une formidable impulsion vitale.

« Si le cinéma est ce qu'il est, raconte David Mamet, ce n'est pas que le business est conduit par des autodidactes qui ne font pas la différence entre *Romeo et Juliette*, c'est que le système en soi interdit toute prise de risque. »

Dans ce type de théâtre, le choix des acteurs est primordial. Les deux héros, Joe Mantegna et Ron Silver, sont habitués au langage de David Mamet. Reste le facteur Madonna. Et si, comme dans la pièce, tout le monde se servait de tout le monde ? Après deux flops au cinéma, Madonna-a-Broadway bouleverse son image, la légende. D'un autre côté, la rencontre Madonna/Mamet ne peut pas faire de mal au bon office.

Mammet affirme : « Elle a passé la meilleure audition. Pour elle, l'opération est dangereuse : le théâtre est un milieu très fermé et on ne peut pas entrer sans être connu. L'autre jour, dans le grand bassin, Marie-Louise ? Puis donc voir ce que tu fais faire. » David Mamet en tient compte : il la fait entrer en souplesse (elle apporte du café) dans un petit tailleur bleu marin-marine et aménage les dix secondes nécessaires à la prise de contact. Elle est brune, elle a une voix parlée extrêmement douce. Mais une présence si forte que, dès les premières représentations de rodage, des phrases aussi dangereuses à prononcer, pour une actrice débutante, que « Je suis peut-être naïve » ou « Je n'ai pas de compétence particulière », n'ont provoqué aucun incident.

Le rôle en lui-même est dangereux. La véritable histoire d'amour se déroule entre les deux hommes. Face à leur ping-pong constamment concet, elle a droit à de longs monologues d'un intellectuelisme dont on ne sait s'il est assumé ou fumeux. D'où aussi l'ambiguïté du personnage : est-elle une sainte ou un requin dont l'arme serait simplement un langage différent ? Ou les deux ?

Le système américain permet plusieurs avant-premières de rodage en public. Suite à ce test quotidien, auteurs, acteurs et metteurs en scène ajustent leur tir avant d'affronter la critique. Pour l'heure, Mamet récrit d'arrache-Mont-Blanc, il affine, il gomme, ne laisse rien passer, si plaisant que ce soit, qu'il s'avère indispensable. En une semaine, Madonna a pris une assurance colossale : on attend avec impatience le match du 3 mai.

HENRI BÉHAR.

Au cinéma  
Studio des Ursulines  
10, rue des Ursulines (5<sup>e</sup>)  
Tél. : 43-29-19-09, M<sup>me</sup> Luxembourg  
Maintenant que vous savez pour qui vous êtes voter, vous pouvez rêver dans :  
• LES LEÇONS DE THÉÂTRE  
D'ANTOINETTE VITZ  
• L'ESTRÉE À L'AMISUSSE  
• LA FÊTE  
• ANJOURD'HUI, LA FÊTE DE MAÏ  
• LES COSSÈTTES, un film sur vous, quand vous étiez heureux en 1972, à la 19<sup>e</sup> de l'Anna. Rattrap, prenez le plaisir de voir vos propres clichés.  
Films de Maria Koleva

### UN OIL AVERTI SUR UN DÉBAT SANS MERCI.

DUEL, le nouveau livre de Christine Ockrent. Une analyse précise des forces et des faiblesses des candidats devant la caméra, lors de l'ultime face-à-face télévisé. La célèbre journaliste dévoile les véritables enjeux du duel de 1988 et explique comment la télévision a renouvelé notre système démocratique.



Hachette















# Société

## JUSTICE

### La radiation de M<sup>e</sup> Mazurier est annulée par la cour de Paris

Radié de la profession par le Conseil de l'Ordre des avocats du barreau de Paris, le 16 juillet 1987, M<sup>e</sup> Jean-Paul Mazurier a bénéficié, mercredi 27 avril, d'un arrêt de la cour d'appel de Paris, statuant en assemblée composée de neuf magistrats des trois premières chambres, sous la présidence de M. Pierre Drai, qui ramène la sanction disciplinaire à une suspension pour une durée de trois années (nos dernières éditions du 29 avril).

M<sup>e</sup> Jean-Paul Mazurier, âgé de trente-quatre ans, avait été le premier avocat de Georges Ibrahim Abdallah, condamné, le 28 février 1987, pour complicité d'assassinats et tentatives d'assassinats, à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises de Paris, spécialement composée de magistrats et présidée par M. Maurice Lombard. Cependant, l'avocat n'était apparu publiquement comme défenseur d'Abdallah que lorsque celui-ci avait été jugé, le 3 juillet 1986 à Lyon, pour association de malfaiteurs et détention d'armes.

Peu après le procès, devant la cour d'assises de Paris, paraissait un ouvrage intitulé *«L'agent noir, une ténacité dans l'affaire Abdallah»*, de Laurent Gally, dans lequel M<sup>e</sup> Mazurier avait été régulièrement rapporté à la Direction de la surveillance du territoire (DST) les confidences recueillies auprès de son client. Dans plusieurs interviews radiophoniques et télévisées, l'avocat avait ensuite répété ses affirmations, en expliquant son attitude par son souci d'éviter de nouveaux attentats terroristes.

En prenant la décision de radier leur confrère, qui avait de lui-même présenté sa démission, les membres du Conseil de l'Ordre relevaient qu'il avait, «sous le couvert de la profession d'avocat, exercé les fonctions d'agent secret» (le Monde du 25 juillet 1987).

Dans son arrêt, la cour de Paris, juridiction de recours des arrêts du Conseil de l'Ordre, constate : «En acceptant ainsi de transmettre des informations recueillies auprès de son client au service qui l'employait, Jean-Paul Mazurier, même s'il n'est pas établi qu'il ait, à cette occasion, violé l'obligation au secret professionnel, a cependant trahi la confiance de celui dont il avait pris en charge la défense et dont il se devait de demeurer en permanence un confident nécessaire».

Cependant, la cour observe qu'il convient de tenir compte des mobiles qui ont animé l'avocat «dans les circonstances exceptionnelles auxquelles il a été confronté», et relève que celles-ci l'ont conduit «certes à trahir sa mission de défense, mais dans le but de contribuer, du fait même de sa profession d'avocat, à la lutte contre les activités menant gravement en péril la sécurité publique».

La cour conclut : «Dans ces conditions, il apparaît que le comportement de Jean-Paul Mazurier traduit une grave méconnaissance de ses devoirs d'avocat et appelle une sévère sanction disciplinaire, sans toutefois justifier une exclusion définitive du barreau».

MAURICE PEYROT.

### Un avocat parisien condamné pour violation du secret professionnel

Six ans après les faits, la 11<sup>e</sup> chambre correctionnelle de la cour d'appel de Paris, dans un arrêt rendu le 27 avril, a condamné M<sup>e</sup> Christian Frémaux, avocat au barreau de Paris, à une peine d'un mois de prison avec sursis et à une amende de 5 000 F pour violation du secret professionnel.

A la fin de l'année 1981, le juge d'instruction chargé d'une information ouverte après une tentative de meurtre commise le 9 mai 1980 contre M. Bruno Daille-Negar, ordonnait le placement sur écoute de la ligne de M. Antoine Melero, dit «Martini», soupçonné d'être le commanditaire de cette agression. Selon ces écoutes, M<sup>e</sup> Frémaux serait devenu le défenseur de l'un des inculpés de l'affaire sur la demande d'Antoine Melero à qui il fournissait des renseignements concernant l'évolution de l'enquête puisés dans le dossier d'instruction auquel il avait accès.

Inculqué en octobre 1982, M<sup>e</sup> Frémaux avait multiplié les procédures afin de faire constater que les écoutes téléphoniques étaient illégales sans obtenir de succès. Mais, le 19 décembre 1985, la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris prononçait sa relaxe en relevant que la transcription des enregistrements des écoutes téléphoniques avait été réalisée par la police sans que l'objectivité de cette transcription ait pu être vérifiée par le magistrat instructeur.

Le parquet faisait alors appel de cette décision mais la cour a d'abord dû se prononcer sur les motifs des procédures invoquées par l'avocat général. Le 26 novembre 1986, la cour notait, cependant, dans un arrêt, que l'utilisation des écoutes téléphoniques par le juge d'instruction n'était nullement contraire à aucune disposition du droit français ou de la convention européenne des

droits de l'homme, «à moins que cette utilisation n'est entachée d'aucun artifice ou stratégie déloyale».

Après le rejet d'un pourvoi en cassation formé contre cet arrêt, la cour a pu examiner le fond de l'affaire à l'audience du 4 mars 1987 où M<sup>e</sup> Frémaux avait soutenu que les écoutes téléphoniques illicites devaient être considérées comme une conversation entre un avocat et son client.

Mais la cour note dans son arrêt : «L'accès de l'avocat à une procédure pénale n'est possible que si son client est inculqué», avant de déclarer : «Il apparaît ainsi qu'après s'être fait désigner en qualité de conseil [...] dans différentes procédures où Antoine Melero n'était pas inculqué, M<sup>e</sup> Christian Frémaux a fourni à ce dernier des renseignements tirés de ces procédures. Il en résulte que cet avocat a joué à l'égard d'un tiers, Antoine Melero, un rôle d'informateur et non de conseil».

M.P.

Deux policiers municipaux de Nice inculpés. — Deux agents de la police municipale de Nice ont été inculpés d'attentat à la pudeur et placés sous contrôle judiciaire. Appelés par une gardienne d'immeuble importunée par des drogués, les deux hommes avaient fait subir à la jeune femme des violences sexuelles. Cette affaire a motivé une nouvelle protestation du syndicat national des policiers en tenue (SNPT), pour qui «la police municipale de Nice est dangereuse pour la sécurité des citoyens» et qui appelle le gouvernement à prendre «les mesures qui s'imposent pour mettre un terme aux agissements et à la prolifération des policiers municipaux mal contrôlés».

## Aux Assises de la Gironde

### Triste portrait d'une victime

Bordeaux de notre envoyé spécial

Drôle de requiem pour une victime ! Jacky Eichens, trente-six ans, petit collier d'affiche pour le compte du RPR, a été proprement occis une seconde fois, le jeudi 28 avril. Certes, si Roger Ambreau, son assassin présumé, si François Korber, ancien chargé de mission RPR accusé de complicité d'assassinat, n'ont véritablement participé à ce cérémonial lugubre et traditionnel devant les cours d'assises. Mais quel tableau !

Ce fut un portrait cruel que celui d'un homme, Jacky Eichens, retrouvé ligoté dans un bout de moquette au bord de la Dordogne le 15 mars 1982, la tête transpercée de deux balles de 22 long rifle. Le portrait d'un mythe, d'un héros et d'un inconnu, violent à l'occasion.

Le jour de son mariage, son père sort de sa poche une balle et la montre à sa belle-fille, en soupirant qu'il avait parfois songé à se débarrasser de ce fils incommode. Son ancienne femme, qui a obtenu le divorce au terme de trois ans de vie commune après avoir essayé quelques fois de se suicider, conclut : «On pouvait l'aimer au début, comme on pouvait le haïr à la fin».

Jacky Eichens, alias «Bob Johns», n'avait pas, à coup sûr, que des mauvais côtés. Certes, de ses amis sont venus parler de sa «gentillesse». Mais, interdit de séjour au Luxembourg pour des raisons non élucidées, il prétendait contre toute vraisemblance s'occuper activement de la préparation des gâteaux des chanteurs Ringo et Christian Delagrè. Il se vantait aussi

d'être proche de Johnny Hallyday. Son pouvoir de persuasion devait être bien fort, puisqu'il réussit à en convaincre François Korber et à s'en faire un ami.

Il avait tous les calots, à l'occasion ne négligeant pas le chantage. En possession de photographies prétendument compromettantes appartenant à un journaliste du *Mouvement*, l'entrepreneur de la mort, à l'entente de la presse de cette station de presse de microfilms et, enfin, magasinier indélicat dans une entreprise de la mère de Korber.

L'association du demi-sel et du jeune premier RPR bordelais aurait pu en rester là. Il n'en fut rien. Les deux hommes, on le sait, secondés par Roger Ambreau, Guy Dumollard et Denis Ferrichon, simulèrent, en janvier 1982, une agression afin de conserver les dévices qu'il devait échanger contre de l'or pour un «client». Ce dérapage fut l'un des derniers de Jacky Eichens. Croquant pour faire chanter François Korber, il trouva la mort, sans avoir en temps de l'expliquer, dans la permanence électorale de ce dernier.

Un enchaînement hautement regrettable. Pour la victime, cela va sans dire, mais, également, pour Korber, dont les avocats auront du mal à expliquer qu'il se soit aussi mal entouré.

Suite des débats vendredi 29 avril.

LAURENT GRESLANNET.

## JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

Le Village s'est montré plus civique que le reste de l'Hexagone. On y a voté à 84,86 % alors que le «reste» ne montait qu'à 81,38 %. Avec un léger avantage pour le hameau du ruisseau qui, ayant voté à 84,60 %, l'a emporté d'un cheveu sur le hameau de la mare, qui n'est allé aux urnes qu'à 84,41 %. Soixante-cinq électeurs sur soixante-dix-sept inscrits se sont présentés du côté de la mare et soixante et onze du côté du ruisseau.

Au Village aussi François Mitterrand est en tête du ballottage, avec quarante-deux suffrages et 33,87 % des voix, d'assez près par Jacques Chirac qui, avec trente-sept et 28,83 %, distance sans conteste Raymond Barre, qui n'aligne que vingt-deux voix et 17,74 % des suffrages exprimés.

Les «grands» candidats, ainsi qu'on les appelle avant que le scrutin du 24 avril ne tempère cette expression, se sont à eux trois taillé la part du lion : 81,44 % des suffrages contre 70,59 % pour la France entière. Ici, on a voté au deuxième tour dès le premier. De sorte que le score de La Pen y est moins brillant : 11 voix (8,87 %) seulement se sont portées sur lui ; Waechter a figuré avec sept, Lajoie avec quatre (deux voix dans chacun des hameaux) et c'est celui du ruisseau qui a donné la voix de l'honneur à Arlette. Les autres feront mieux la prochaine fois.

Les habitants du Village sont évidemment des plus discrets sur leurs convictions. Bien malin celui qui devinerait, de rares exceptions près, qui vote qui. Le dire, le laisser entendre est une extraordinaire marque de confiance ou d'amitié.

Pourtant, une native de la mare, celle dont l'arrière-grand-père tenait relais de poste, au XIX<sup>e</sup> siècle, dans une maison qui se dresse toujours, avec ses dépendances, le long de cette mare, celle qui a fait carrière dans l'administration des impôts, cette native, donc, remarque que le résultat de François Mitterrand est très supérieur aux voix qu'il avait obtenues lui-même et son camp lors des consultations précédentes. C'est ce qui lui dit sa mémoire. Comme elle pressent une ornière favorable, elle confie son contentement de ce progrès inattendu.

A 18 heures tapantes, Roland Crusier, le maire, qui tenait, notamment avec M. Noguère, l'exploitant de La Tourmarie, le bureau, s'était levé et avait annoncé : «Je déclare le scrutin clos.» Ça ne manquait pas de solennité. C'était, à cet instant, la République qui parlait par sa voix.

Le silence s'est fait parmi l'assistance d'une vingtaine de personnes et pas un des enfants présents n'a pipé durant le dépouillement. Mais en dix minutes, tout avait été joué. Les chérubins n'ont pas eu trop longtemps à se tenir tranquilles durant leurs travaux pratiques d'instruction civique.

A chaque dizaine obtenue par un candidat, l'un des scrutateurs l'annonçait. M. Mitterrand a gagné les deux premières et, à la mare, il n'y en a pas eu de troisième. M. Chirac a ici coiffé d'une voix son adversaire du second tour par vingt-trois contre vingt-deux.

Au chef-lieu de canton, c'est une autre paire de manches. La Pen y a fait lui aussi avec Chirac, l'un et l'autre recueillant cent trente-sept voix sur six cent

soixante-sept suffrages exprimés. Les chiffres leur commandent de s'entendre, à ces deux-là.

Avec cent quatre-vingt-trois voix et 28,9 % des suffrages, François Mitterrand se montre numériquement ternes. Pourtant, par rapport à 1981, la gauche a progressé de trois points, de 40,5 % à 43,5 %. A la condition, toutefois, de ranger tous les écologistes dans cette gauche, ce que l'on fait ici.

Vingt et demi pour cent des voix allant à La Pen, c'est beaucoup. Mais pas aussi grand que dans la commune voisine où le petit neveu de Jeanne d'Arc et de Philippe Pétain est en tête du ballottage avec 30 % du scrutin. Mieux qu'à Marseille. Ce serait toujours une malice. Elle a juste l'inconvénient de ne compter qu'un peu plus de cent cinquante électeurs.

## Village (3)

L'ensemble du canton n'est guère moins efféminé, qui lui a accordé 18,6 % des suffrages, mieux que Raymond Barre qui culmine à 16 %, François Mitterrand obtenant 28,5 % et Jacques Chirac 24 %. Ça va être joyeux pour la cantonale de septembre. Cela n'amuse pas du tout le maire du chef-lieu qui est un apolitique de gauche.

Ses électeurs ont voté plus nombreux qu'en 1981 et, selon l'expression consacrée, massivement : 85,89 %. Une petite nonagénaire passe d'innombrables minutes devant la table où sont étalés les bulletins avant d'en saisir un, selon des critères probablement obscurs. Inutile d'essayer de lui expliquer qu'il est obligatoire d'en prendre deux (règle que, d'ailleurs, certains des candidats à l'élection présidentielle n'ont pas observée non plus) et d'aller se cacher dans l'escalier. La distance qui sépare cette citoyenneté fidèle de l'urne et de ses gardiens en tendra lieu.

Après elle, un vilain bonhomme qui débite, toute une série de revendications plus impudiques les unes que les autres. Le maire ne cesse pas de sourire mais grince qu'il y a des gens, comme ça, qui n'ont que des droits, et jamais de devoirs.

Dans ce bourg que La Pen séduit à 20,5 %, nombre de Français d'origine étrangère, provenant notamment d'une immigration hollandaise survenue dans les années 50 et qui explique le maire, «a fait bouger l'agriculture». C'est maintenant la deuxième génération qui accomplit son devoir électoral français.

A l'image de ces deux superbes jeunes filles blondes, qui ont été les élèves du maire-directeur d'école, qui portent des prénoms venus du Nord, mais qui ont l'accent d'ici alors que leur père, le grainetier de la grand-place, garde l'accent de là-bas. Elles ont voté, avec de grands éclats de rire. Mais pour qui ?

N'IMPORTANT ces soucis quand le jardin est une fête. Après deux ans de patience, Charles a créé le plus beau potager du monde. Non sans peine. Après deux hivers d'une rare rudesse, cette année a connu l'un des plus doux. Aussi la terre était molle, comme ne cessait de le répéter Charles, impossible à travailler.

Le temps passait. Le moment venait de semer et de planter, et la terre n'avait toujours pas été retournée. Enfin cela fut, avec le secours de Joël, venu fraiser la terre renouvelée. Un grand carré de belle terre a pris place entre la vergère et le pré, où les framboisiers rouges se combinent aux blancs pour marquer la frontière.

En haut, les alignements de pommes de terre, en bas cent vingt pieds de fraisiers répétés sur quatre rangs. Pour le plupart des remontrants, afin que, comme les framboisiers, les rouges en désordre, les fruits donnent l'impression de la parade, les fruits donnent jusqu'aux gelées et au-delà.

Entre le BF 15 et le Gerni, carottes, poireaux, radis, petits pois, épinards, fèves. La long des granges, les choux de Bruxelles, serrés, voilà seulement huit jours, et qui l'ont déjà. L'incroyable mantha a repris son invasion partumée. L'osella de nouveau avance. Le thym repart. Les salades végètent à l'abri des limaces. L'ail est haut. Seuls l'estrégon et le persil n'ont pas tenu l'hiver. Sous la serre, qu'il a fallu libérer des jeunes bourdons, le carreau se dresse jusqu'au milieu de l'allée. Tout pousse, tout éclate, tout naît. Le bonheur sort de terre.

PS divers plutôt politiques. 1. — M. Mitterrand a besoin de voir de La Pen pour battre La Pen. M. Chirac a aussi besoin de ces voix-là. S'il nous disait pourquoi ?

2. — M. Barre a annoncé, dimanche, les conditions qu'il exige de M. Chirac pour le soutenir. Les ont-ils présentées à M. Mitterrand que la réponse soit faite moins de doute.

3. — Tous les commentateurs s'étonnent ou se scandalisent que le scrutin ne soit pas toujours conforme aux sondages qui l'ont précédé. Hilarant. Il est scandaleux que les faits se permettent de désemparer l'imagination.

4. — Georges Burdeau est mort. Il n'était ni socialiste ni politique, mais professeur de droit public. C'était un maître. Si ce «Journal d'un amateur» a parfois quelques qualités de clarté, c'est aussi à Georges Burdeau qu'elles sont dues.

5. — C'est la chère Dominique Forri qui en fait l'observation : «Que les sommes formidables dépensées par Chirac ne lui aient pratiquement servi à rien est plutôt rassurant. Cela montre la limite de la puissance de l'argent».

6. — Des rebelles (objectivement, ils sont cela) font prisonnier le commandement des troupes chargées de les réduire. Si la situation calédonienne ne devait susciter tant d'effroi, on verrait dans cet épisode du Foy-deu tragiques.

7. — M. Giscard d'Estaing soutient Jacques Chirac. Depuis quand la renoncance n'est-elle plus l'apanage des grands ?

## Blessé par une grenade lacrymogène

### Un journaliste gagne son procès en appel contre la ville de Longwy et l'Etat français

Un reporter-photographe de l'Agence France-Presse, blessé par une grenade lacrymogène dans la nuit du 17 au 18 mai 1979, au cours d'affrontements qui opposèrent à Longwy (Meurthe-et-Moselle) des sidérurgistes aux forces de l'ordre, a obtenu gain de cause, jeudi 28 avril, devant la chambre civile de la cour d'appel de Nancy.

La jambe brisée par une grenade lacrymogène, le reporter, Michel Vuez, quarante et un ans, avait dû cesser son travail pendant près d'un an.

Dans un premier jugement rendu en mars 1986, le tribunal de Briey avait estimé qu'un tiers des responsabilités devaient lui incomber, les juges estimant que le journaliste «se trouvait imprudemment au milieu d'un groupe de personnes faisant face aux forces de l'ordre, alors qu'il ne pouvait ignorer les risques de heurts entre les protagonistes».

La cour d'appel de Nancy a, au contraire, considéré que la ville de Longwy était «entièrement respon-

sable des blessures subies par le reporter de l'AFP. L'Etat français, appelé en garantie par la commune de Longwy, devra indemniser le plaignant à 100 %, et non à 70 % comme le prévoyait le jugement du tribunal de Briey.

Un blessé tué par deux malfaiteurs à Menton. — Un bûcher de Menton, M. Jean-Claude, accusé de meurtre, a été tué jeudi 28 avril par deux malfaiteurs armés de fusils à pompe qui, s'étant introduits dans la boutique, y avaient été bloqués par le système de sécurité déclenché par le commerçant. Les malfaiteurs, pris de panique, ont alors tiré sur le bûcher puis, brisant la porte vitrée à coups de fusil, s'enfuyant avant d'être arrêtés, quelques instants plus tard, à quelques centaines de mètres de là. Les agresseurs, Jean-Jacques Gros, trente-deux ans, et son complice, mineur, tous deux domiciliés à Toulon (Var), ont été placés en garde à vue et devraient être présentés au parquet de Nice au terme de celle-ci.

## SPORTS

### Création d'un institut privé pour la formation professionnelle des sportifs

«Il est nécessaire de remédier aux difficultés d'accès à la vie professionnelle du jeune sportif, d'autant qu'il est, à l'image de l'entreprise moderne, à la recherche de l'excellence, persévérance, courage, endurance», a déclaré M. Alain Danet, président du Racing Club de France (RCF) en annonçant la création, grâce à la fondation Racing-Olympique, d'un institut de formation ouvert aux champions de dix-sept à vingt ans.

Préside par Benjamin Cohen, directeur général du groupe Accor, Racing-Olympique est un GIE (Groupement d'intérêt économique) fondé en 1986 dans la perspective de l'organisation par Paris des Jeux olympiques d'été de 1992. Les sept entreprises fondatrices — Accor, Citroën, Crédit lyonnais, ELF-Aquitaine, Hachette, Midial, Thomson — auxquelles se sont jointes Adia, Rhône-Poulenc et IAP, ont décidé de poursuivre, au-delà de l'attribution à Barcelone de ces jeux, leur action en faveur de la préparation et de l'insertion professionnelle des athlètes.

Ainsi une partie des 3 millions de francs alloués annuellement au GIE par ses membres sera affectée à un institut de formation. Au moment où l'éducation nationale renonce à certaines sections sport-études —

création de la loi Mazaud en 1975 pour le développement du sport — c'est une véritable section privée qui sera proposée à partir de la rentrée prochaine à une vingtaine de membres des équipes de France des sports olympiques et titulaires du baccalauréat.

Mille heures de cours étalées sur deux ans au CFT Gobelins porteront sur la communication, la gestion, les techniques de vente, l'informatique et le droit. Cet aspect théorique sera à compléter par une année de stage en entreprise. Des liens privilégiés existeront naturellement avec les sociétés membres de la fondation.

A. G.

● TENNIS : tournoi de Hambourg. — Le Français Henri Lecoq s'est qualifié pour les quarts de finale du tournoi de Hambourg, doté de 802 500 dollars, en battant, jeudi 28 avril, l'Allemand de l'Ouest Hans Jörg Schweier par 7-5, 2-6, 7-6.

● L'Inde suspendue de la Coupe Davis. — La Fédération internationale de tennis a décidé, le jeudi 28 avril, de suspendre l'Inde de la Coupe Davis pendant un an à la suite du refus des Indiens d'aller affronter Israël en match de barrage.











## SOMMAIRE

■ Difficiles négociations à Vienne. Plutôt que de réduire la production de l'OPEP, l'Arabie saoudite propose de respecter les quotas existants pour apaiser le marché (lire ci-dessous).

■ La Suisse, qui a su maîtriser sa croissance monétaire, est

vivement approuvée par l'OCDE (lire page 26).

■ La Cour de cassation a rejeté le pourvoi formé par la société Dunlop dans l'affaire Clavaud (lire page 28).

■ Le président de la SNECMA annonce 410 millions de déficit

en 1987 et refuse de satisfaire les revendications des grévistes (lire ci-contre).

■ Les usines Michelin sont toujours bloquées à Clermont-Ferrand, où la production a été pratiquement arrêtée (lire page 28).

## Difficiles négociations entre pays de l'OPEP à Vienne

## Pour quelques barils de moins

VIENNE  
de notre envoyée spéciale

Prix en baisse, marchés hyper-nervés, transactions gelées à l'approche du week-end, le monde pétrolier une fois encore respire un sou. Le regard anxieusement tourné vers la capitale autrichienne où l'OPEP, réunie en conférence consultative, doit donner une réponse à l'offre de coopération élargie faite le mardi 26 avril par un groupe de sept producteurs indépendants.

Déçu par le manque d'enthousiasme initial montré par l'organisation vis-à-vis de l'offre des «NOPEP», les marchés internationaux, après un mois d'optimisme et de hausse continue, amorcent déjà une nette recrudescence. A New-York, le jeudi 28 avril, le brut de référence a repassé sous la barre des 18 dollars par baril, tandis qu'à Londres il tombait à 17 dollars, perdant partout plus d'un demi-dollar en deux jours. Vendredi matin, la chute a accéléré, et le baril revenait à 16,75 dollars.

A Vienne le désenchantement est net. La première réunion plénière de l'OPEP, dans la nuit du 28 au 29 avril laisse augurer d'interminables négociations. La proposition des producteurs indépendants — couper leurs exportations de 5 % à condition que l'OPEP suive — n'a pas été débattue. « Il faut d'abord mettre de

l'ordre dans nos propres affaires avant d'envisager une réduction de la production », avait déclaré, selon de bonnes sources, le ministre saoudien du pétrole au cours de la réunion.

Résultat : il a été convenu qu'un comité d'experts devait examiner d'abord l'état réel du marché pétrolier avant la nouvelle réunion ministérielle prévue dans la nuit de vendredi. La consultation des experts est « une perte de temps », a commenté le ministre libanais du pétrole, maître d'œuvre et principal défenseur au sein de l'Organisation de la coopération avec les NOPEP. « Les Saoudiens jouent la touche pour casser le jeu », plaisante, mi-amer un négociant pétrolier.

De fait, les réticences saoudiennes ne font illusion à personne. Certes le royaume, principal producteur de l'Organisation, sans qui rien ne peut se faire, n'a pas d'embête adoptée une position totalement fermée, ce que le ministre libanais juge positif : « Il n'y a pas eu de position bloquée, arrêtée une fois pour toutes », dit-il. Mais il est clair que le royaume réponde à se laisser ainsi « forcer la main ». L'Arabie saoudite sait qu'elle est la seule à toujours respecter au pied de la lettre ses engagements et qu'elle sera la seule au bout du compte à vraiment baisser sa production. Elle ne veut pas se laisser « coincer » une fois de plus, assure un privé un délégué du royaume.

Le roi Fahd, dans une interview donnée jeudi à un quotidien koweïtien, a solennellement confirmé la position saoudienne, assurant en substance qu'un simple maintien du plafond et des quotas de production existants de l'OPEP suffit, joint aux réductions proposées par les producteurs indépendants, à raffermir le marché (1). « Les prix augmentent si nous respectons [notre] plafond [de production] et si nous réussissons à convaincre les pays non membres de l'efficacité de limiter la production, a-t-il dit.

## Une « petite graine »

Les représentants saoudiens et koweïtiens expliquent que la proposition des NOPEP est jugée insuffisante et susceptible d'amélioration. En outre, les grands producteurs extérieurs — URSS, Grande-Bretagne — sont une fois de plus absents.

En face, les pays latino-américains, anciens d'éviter une nouvelle chute des prix, soulignent l'importance symbolique et le caractère « historique » de la démarche faite par les producteurs indépendants, constitués pour la première fois en groupe organisé et acceptant leur part de responsabilité dans la défense des prix du brut. Quant aux observateurs libanais à Vienne par les sept NOPEP, ils reconnaissent volontiers que leur offre n'est pas « à prendre ou à laisser » et qu'une

certaine marge de négociation demeure, tout en rappelant l'importance de l'enjeu. « Cette initiative est comme une petite graine plantée en terre. L'OPEP peut choisir de l'arroser pour la faire pousser ou bien de l'écraser. Mais ce sera une occasion définitivement perdue », explique le conseiller d'un ministre.

Sont-ils prêts, comme les pays du Golfe le suggèrent déjà à mi-voix, à accepter de réduire immédiatement leurs exportations sans contrepartie, en attendant que l'OPEP examine d'ici à sa prochaine conférence ordinaire, prévue le 9 juin, les moyens de développer une coopération plus poussée ? Rien n'est moins sûr.

En attendant l'issue de ces palabres, les professionnels — négociants et compagnies — venus en nombre à Vienne s'angoissent. « On va déboucher sur un consensus mou », assurent les plus optimistes, tandis que d'autres envisagent froidement un échec qui déclencherait une nouvelle spirale à la baisse. Les plus endurcis, accoutumés aux volutes de l'Organisation, se contentent de rappeler que rien n'est encore joué.

VERONIQUE MAURIS.

(1) L'OPEP produit actuellement, selon la plupart des estimations, environ 18 millions de barils par jour, environ 3 % de plus que le plafond de production fixé en décembre dernier (15,02 millions de barils par jour sans l'Irak, soit au total 17,5 millions).

La SNECMA en grève  
et en déficit de 410 millions de francs« On ne peut donner que ce qu'on a »  
déclare le général Capillon

La cour d'appel de Versailles a débouté, le 28 avril, la direction de la SNECMA, qui réclamait l'annulation de l'ordonnance du président du tribunal de Nanterre nommant un médiateur, M. Jean-Pierre Mignot, chargé de trouver une solution dans le conflit de travail qui paralyse, depuis le 15 mars, le premier fabricant français de réacteurs d'avion. Cet échec ne décourage pas la direction de la SNECMA, dont le président, le général Bernard Capillon, a rappelé le 28 avril, au cours d'une conférence de presse, la détermination « à recouvrer la liberté de circulation des biens et des personnes » dans les établissements de la société. Un nouveau référendum doit être examiné, le 29 avril, par le juge de Melun.

Pas question de supporter les bras ballants le blocage des usines de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) et de Villaroche (Seine-et-Marne), qui empêchent cinq cadres d'y entrer et treize moteurs d'en sortir. Pas question non plus de céder aux revendications des grévistes, qui demandent une hausse de salaire mensuelle de 1 500 F pour tous : il en coûterait 400 millions de francs en année pleine. D'autant plus que le salaire moyen ouvrier à la SNECMA s'élève, toutes primes confondues, à 11 000 F.

« Nous sommes allés au maximum de ce que nous pouvions faire », a expliqué le général Capillon, « c'est-à-dire une augmentation de la masse salariale de 3,8 % ». Celle-ci impliquerait une hausse de 2,1 % en niveau pour tous, 1,7 % d'augmentations individuelles et une prime uniforme de 1 450 F.

Coût en année pleine : 120 millions de francs.

« On ne peut donner que ce qu'on a », a expliqué le président de la SNECMA. Celle-ci est, certes, riche en potentialités. En 1988, elle a atteint le chiffre de plus de quatre mille réacteurs CFM-56 commandés par Boeing, McDonnell Douglas et Airbus. Elle investit massivement dans le réacteur M-88, qui équipera le Rafale de Dassault et qui tournera au banc d'essai, cette année. Elle mise aussi, avec son partenaire américain General Electric, sur le turbo-réacteur à hélice rapide.

Mais le dollar a chuté. Les réacteurs civils ne rapporteront vraiment que dans les années 90. La demande de moteurs militaires est molle. « L'année 1987 est une année paradoxale », puisque, avec un beau carnet de commandes enregistrées (10,8 milliards de francs), la SNECMA voit son chiffre d'affaires reculer de 8 % et revenir à 9,4 milliards de francs. Quant au résultat de l'exercice, il est négatif, et le déficit a atteint 410 millions de francs.

Le général Capillon ne cédera donc pas aux revendications de la satisfaction handicapée par la société au moment même où elle a besoin d'améliorer encore ses coûts pour faire face à une compétition « cruelle ». La négociation ne pourrait porter, selon lui, que sur les conditions de la reprise du travail — afin de limiter les conséquences financières du non-paiement des jours de grève — sur une nouvelle formule d'intéressement et sur l'amélioration du système de prévoyance pour les non-cadres.

A.L.F.

## 913 millions de résultat net en 1987

Framatome cherche un partenaire  
dans le nucléaire

Framatome « envisage très sérieusement de faire des alliances dans le nucléaire avec des groupes concurrents », a indiqué son président, M. Jean-Claude Leno, à l'occasion de la présentation, le jeudi 28 avril, des résultats du groupe. Il a pris langue « avec tout le monde » et en particulier l'allemand KKW (Siemens), le japonais Mitsubishi et l'américain Westinghouse. « Nous essayons de regarder en détail dans quelle mesure on peut faire un projet commun », a-t-il précisé, ajoutant que « c'est quelque chose de long et complexe ». Il ne faut rien en attendre avant le début de l'année prochaine.

L'état du marché nucléaire contraint donc le groupe français à sortir de sa tour d'ivoire. Déjà, il coopère avec KKW sur un projet indonésien (le Monde du 14 février 1987). Mais M. Leno a annoncé que cela ne suffirait pas. Et, tout en présentant pour 1987 des résultats fort honorables (913 millions de résultat net contre 777 millions en 1986 pour un chiffre d'affaires de 11,44 milliards l'an passé, contre 13,23 milliards en 1986), il entend se diversifier dans « des secteurs en

croissance » en choisissant délibérément « le partenariat et non une approche agressive des sociétés ». Bien sûr, l'électromécanique figure en bonne place dans ce projet : l'ombre du numéro un des automatismes industriels, que convoite aussi Schneider, n'a d'ailleurs cessé de planer sur toute la réunion de la présentation des comptes. Mais, par ailleurs, Framatome a encore augmenté sa participation dans la SFIM (Société française des instruments de mesure) pour la porter à 29,5 % et il discute actuellement avec les actionnaires de Sourin, leader européen de la connectique, pour accroître sa participation (15 %). Dans l'équipement aéronautique, il a assuré que les contacts avec SFENA et Crouzet, n'étaient qu'un « échange de point de vue », et qu'il n'y avait « rien de concret ». Pour se doter des moyens nécessaires, M. Leno a décidé de porter de 600 millions à 1 milliard son capital (par incorporation de réserves).

« Un chiffre miroir adapté à nos ambitions et qui concorde la fin des séquelles de Crouzet-Leno »,

F.V.

## Un pas vers l'Europe de 1992

Bruxelles abolit les protectionnismes  
sur le marché des terminaux de télécommunication

Au terme d'une réunion des ministères des télécommunications des Douze, tenue à Berlin le 28 avril, M. Sutherland, le commissaire à la concurrence, a annoncé la mise en place d'une directive qui mettra fin, d'ici à 1991, aux monopoles existant sur le marché européen des terminaux (combinés téléphoniques, télémodems, etc.). Ce marché, aujourd'hui protégé par divers dispositifs des P et T nationales, est évalué à environ 60 milliards de francs.

La plupart des pays étaient favorables à cette mesure, qui est un premier pas jugé essentiel vers l'Europe des télécommunications. Mais le débat a porté sur la procédure. La France, la RFA et la Grande-Bretagne ont vivement reproché à Bruxelles d'avoir utilisé une méthode insoutenable (l'article 90 du traité de Rome) pour faire passer la directive, court-circuitant les habituelles consultations. La RFA sou-

haite que la Commission publie une sorte de décret d'application précis d'ici à juin. La France pourrait, elle, porter l'affaire en Cour de justice européenne.

[Ce débat de procédure est essentiel, car il repose sur des divergences de fond. Bruxelles semble en réalité obtenir un véritable pouvoir supranational pour que la normalisation et les réglementations en la matière dépendent d'elle et que la libéralisation aille plus vite. Selon certains, Bruxelles essaie même d'aller au-delà et rêve de construire des P et T européennes exploitant un véritable réseau. La France, la RFA et la Grande-Bretagne, pour différentes raisons, redoutent une « super administration » bruxelloise et veulent que la Commission ne soit qu'un organisme de recours, les exploitants restant nationaux pour les services de base (téléphone) et privés ou mixtes pour les services avancés. Ce sont véritablement deux conceptions de 1992 qui s'opposent. — E.L.B.]

## REPÈRES

## Inflation

Hausse des prix  
de 0,3 %  
en avril en RFA...

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,3 % en avril après 0,1 % en mars indique, selon une première estimation, l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden. Cette hausse mensuelle est la plus forte que la RFA ait connue depuis quinze mois et porte le rythme annuel de progression des prix à 1,1 % en avril contre 1 % en mars et 0,9 % en février.

## ...stabilité au Japon

Les prix à la consommation sont restés stables au Japon tout au long de l'année budgétaire, terminée au 31 mars 1988, annonce le gouvernement nippon. Leur augmentation, de 0,5 % seulement, reflète la baisse des prix des produits importés due à l'appréciation du yen et à la baisse des cours du pétrole. En mars 1988 toutefois, les prix à la consommation étaient de 0,7 % supérieurs à ceux de mars 1987.

## Concurrence

La distribution  
des laits maternisés  
réservée aux pharmaciens

En vertu d'un arrêté publié au Journal officiel du 29 avril, les laits pour nourrissons et les aliments de premier âge doivent être vendus exclusivement en pharmacie, en dépit d'un avis défavorable du Conseil de la concurrence, qui limite le monopole aux seuls laits pour enfants souffrant de carences. La France sera ainsi le seul pays de la CEE à ne pas autoriser la vente libre des laits maternisés. Voulu par le ministre, M. Jacques Chirac, et par le ministre délégué à la santé, M. Michèle Barzach, cette mesure provoque déjà des remous dans la grande distribution. Les Centres Leclerc ont fait savoir qu'ils la contesteraient devant les tribunaux français et européens. Une enquête en annulation devant la Cour européenne de justice pourrait en outre être déposée par Bruxelles.

Sévère  
mais  
stimulant.

Le premier atlas économique  
dynamique : la place de la France dans  
le monde. Pour connaître les domaines  
d'excellence, les chances et les  
handicaps de la France.

Comment des entreprises françaises  
à l'étranger : le partenaire.

Le poids des hommes : la démographie,  
la recherche, la culture et la langue.

Le poids économique : l'industrie, la  
finance, les parts de marché sectorielles  
par secteur.

Les marchés de la France dans  
20 pays : le guide de l'exportation.



L'EXPANSION. POUR ACTION.  
EN VENTE LE VENDREDI 29 AVRIL

سكرا من الوحل



هكذا من الراحل

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### PENARROYA

Réuni le 26 avril, le conseil d'administration de la société Penarroya a examiné et approuvé en ce qui le concerne l'accord auquel Penarroya et Prensag sont parvenus pour réunir au sein de Penarroya, qui prendra le nom de Motalup, les activités plomb, zinc et métaux précieux des deux sociétés, selon les modalités annoncées par communiqué de presse du 20 avril 1988.

Lors de la même réunion, le conseil a examiné les comptes consolidés de l'exercice 1987.

Après modifications du périmètre de consolidation, le chiffre d'affaires s'élève à 3,9 milliards de francs, montant identique à celui de l'exercice précédent ; l'évolution à périmètre constant se traduit par une augmentation réelle de 12 %.

L'évolution des comptes pour la société Penarroya et pour le groupe Penarroya s'analyse comme suit, en millions de francs :

	Société		Consolidé (Part du groupe)	
	1986	1987	1986	1987
- Chiffre d'affaires	2 280	2 257	3 932	3 927
- Résultat courant	- 206	- 102	- 460	- 244
- Résultat exceptionnel		+ 131	+ 172	+ 270
- Résultat net	- 75	+ 70	- 190	- 405
- Situation nette	149	202	716	302

Comme il l'avait fait lors de l'examen des comptes de la société Penarroya, le conseil d'administration a observé que la perte courante consolidée était en réduction sensible par rapport à celle de 1986 et avait à nouveau diminué significativement entre le premier semestre (- 190 millions de francs) et le second (- 54 millions de francs).

Les pertes courantes viennent, pour l'essentiel, de l'impact de Pertusola Sud, en Italie, et des activités minières espagnoles.

S'agissant de Pertusola Sud, le conseil a observé que les engagements financiers de la société étaient maintenant strictement limités et que toutes les conditions étaient réunies pour achever, si nécessaire, le démantèlement de Penarroya vis-à-vis de cette filiale.

Dans cette perspective, une provision exceptionnelle a été inscrite, permettant d'éviter dès 1988, comme c'est déjà le cas dans les comptes de la société Penarroya, tout impact négatif de Pertusola Sud sur le résultat du groupe Penarroya.

Pour les activités espagnoles, le conseil a approuvé la politique mise en œuvre, qui vise à prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin aux pertes de l'activité minière, dans la mesure où elles obèrent les bons résultats des autres activités du groupe Espagne. Une provision exceptionnelle a été constituée dans cette perspective.

L'ensemble de ces deux provisions représente un montant de 315 millions de francs.

Compte tenu de l'ensemble des mesures engagées, qui sont poursuivies en 1988, le résultat consolidé devrait être positif en 1988, sur la base des taux de change des monnaies et des cours des métaux actuels.

N.B. : Les comptes de la société et du groupe seront mis à disposition des actionnaires qui le souhaiteront à la direction financière de la société, 44, rue Roger-Salengro, 94120 Fontenay-sous-Bois.

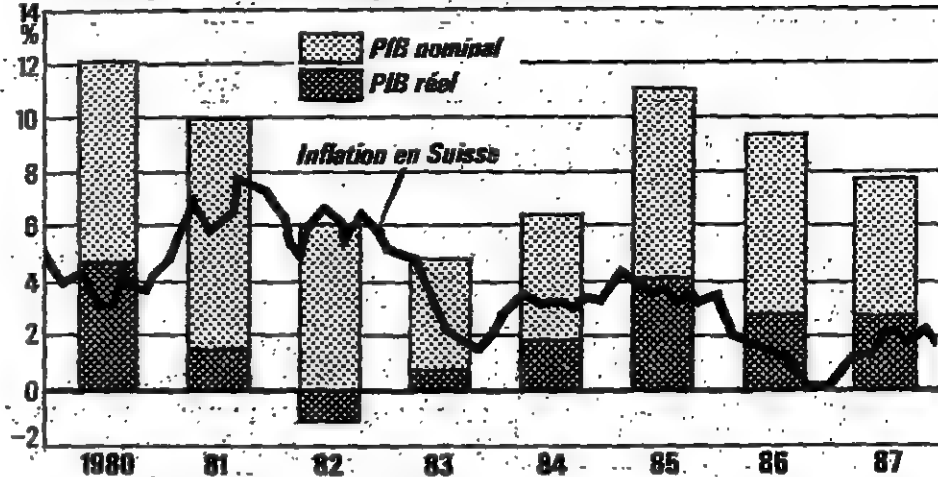
## ETRANGER

# Économie

Selon le rapport de l'OCDE

## L'activité économique de la Suisse s'apparente à un parcours (presque) sans faute

Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente



Source : OCDE, Principaux indicateurs économiques.

Le palmarès de l'économie suisse dressé par l'OCDE dans son dernier rapport a de quoi décourager ses partenaires. Une croissance moyenne de 2,2 % au cours des trois dernières années, un taux de chômage inférieur à 1 %, une inflation marginale de 2 % et l'un des revenus par habitant les plus élevés de la zone OCDE, 20 000 dollars en 1987 : presque un sans-faute. Certes, le poids des opérations « invisibles » (assurance, fret, tourisme...) a continué de transformer en large excédent de la balance des comptes courants le déficit du commerce extérieur. Mais cet excédent - qui inquiète les nations industrielles - de 5,75 milliards de dollars (4 % du PIB) l'an dernier a tendance à s'amenuiser.

Si les perspectives pour les deux années à venir paraissent un peu moins brillantes en raison du tassement de la demande interne comme des exportations, handicapées par l'appréciation du franc suisse vis-à-vis du dollar, la situation paraît fondamentalement saine.

Bon élève, la Suisse l'est également pour sa politique monétaire. Seule Banque centrale à retenir pour la masse monétaire un taux de croissance annuel unique, et une fourchette de taux, la Banque nationale suisse a su coller ses objectifs, ces dernières années. La Bundesbank allemande ou la Banque du Japon qui s'inquiètent du gonflement de cette même masse monétaire n'ont pas eu de tels succès.

Les auteurs du rapport attribuent ce phénomène à trois facteurs : l'absence de vagues de spéculation sur le franc suisse entre 1982 et 1986 ; l'influence, plus limitée qu'ailleurs, de l'introduction de nouveaux instruments financiers avec le vogue des dérivés financiers financiers ; l'utilisation comme référence d'un agrégat très strict, la « monnaie centrale », qui permet d'exercer un contrôle quasi quotidien des fluctuations des réserves des banques commerciales, de la

demande de monnaie ou des dépôts de l'administration fédérale.

Tranquillement, la Banque centrale n'a ainsi guère dépassé l'objectif qu'elle s'était fixé en 1987, une augmentation de 2 % de la masse monétaire. Cet objectif a été porté à 3 % en 1988 pour tenir compte de l'incertitude régnant sur les marchés des changes et de la nécessité éventuelle d'interventions coordonnées entre instituts d'émission pour arrêter une chute du dollar. Au total, la Suisse dispose selon

l'OCDE d'une marge de manœuvre pour pallier le ralentissement de la croissance, sans doute de 1,5 % seulement en 1988, sans mettre à mal les grands équilibres de l'économie.

Les auteurs du rapport sont lucides. Compte tenu de la « prudence qui caractérise les autorités monétaires », c'est du côté de la politique budgétaire qu'ils envisagent un léger assouplissement. Trois types d'utilisation de l'excédent engrangé en 1987 leur semble souhaitable. Pour améliorer l'infrastructure et notamment les transports publics comme l'environnement, pour renforcer l'enseignement supérieur et professionnel afin de réduire les pénuries de main-d'œuvre qualifiée, mais aussi pour élargir la couverture sociale de certaines catégories de personnes âgées.

Séduits par l'idée d'une suppression de la taxe sur les chiffres d'affaires frappant les biens d'équipement, dite « taxe occulte », ou d'une réduction du droit de timbre frappant les opérations sur titres, les experts du Château de la Muette sont, en revanche, réticents à l'introduction d'une taxe sur l'énergie et préconisent plutôt une taxe à la valeur ajoutée de portée générale, comparable à celle des autres États de la CEE.

Adoptée par le Sénat

### M. Reagan opposera son veto à la loi commerciale

Le représentant spécial de M. Ronald Reagan pour le commerce, M. Clayton Yeutter, a indiqué jeudi 28 avril à Washington que le président Reagan opposerait son veto au projet de loi commerciale adopté la veille par le Sénat (le Monde du 29 avril). Il a néanmoins ajouté que les États-Unis « ont besoin d'une loi de commerce cette année » et « qu'il suffirait de quelques corrections [au projet actuel] pour que le président signe ce texte ».

Après avoir, le vote de ce projet de loi par la Chambre des représentants et le Sénat avait provoqué des réactions vives, notamment dans les pays du Sud-Est asiatique et en Europe. Le Japon et la Corée du Sud avaient demandé au président américain d'opposer son veto à ce texte.

A Bruxelles, le commissaire européen aux relations extérieures, Willy De Clercq déclarait que la CEE serait prête à saisir le Gatt si le projet de loi devait entrer en vigueur. Les pays de la Communauté européenne, qui ont enregistré en 1987 un excédent commercial avec les États-Unis de plus de 15 milliards d'écus (plus de 100 milliards de francs) seraient en effet particulièrement affectés par certaines dispositions « protectionnistes et préjudiciables » du texte, selon les termes utilisés par M. De Clercq.

le journal mensuel de documentation politique  
**après-demain**

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)  
offre un dossier complet sur :

**LES FONCTIONNAIRES**

Envoyer 39 F (timbres à 1 F ou chèque) à :  
APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en indiquant le dossier demandé ou 130 F pour l'abonnement annuel (90 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit du numéro).

## Nixdorf Computer Aktiengesellschaft, Paderborn

Numéros de référence des titres 775 610 et 775 613

Nous invitons nos actionnaires à l'Assemblée Générale ordinaire qui aura lieu le jeudi 9 juin 1988, à 11 heures, à la Paderhalle de Paderborn.

### Ordre du jour

- Présentation des comptes annuels pour l'exercice 1987, du rapport de gestion, du rapport du Conseil de Surveillance et de la proposition du Directoire d'affectation du résultat disponible. Seront aussi présentés les comptes consolidés du Groupe ainsi que le rapport de gestion du Groupe (intégré au rapport de gestion de la Société).
- Résolution d'affectation du résultat disponible au titre de l'exercice 1987. Le Directoire et le Conseil de Surveillance proposent de distribuer un dividende de 10 DM par actions ordinaires et actions préférentielles au nominal de 50 DM composant le capital social de 560 112 200 DM donnant droit à une distribution de dividende.
- Quitus au Directoire pour l'exercice 1987. Le Directoire et le Conseil de Surveillance proposent d'accorder le quitus.
- Quitus au Conseil de Surveillance pour l'exercice 1987. Le Directoire et le Conseil de Surveillance proposent d'accorder le quitus.
- Election du Commissaire aux Comptes et du Commissaire aux Comptes du Groupe pour l'exercice 1988. Le Conseil de Surveillance propose d'être comme Commissaire aux Comptes et Commissaire aux Comptes du Groupe la société Karol-Wirtschaftsprüfung Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Wirtschaftsprüfungsgesellschaft, Steuerberatungsgesellschaft, ayant son siège à Essen.
- Elections au Conseil de Surveillance. Le Conseil de Surveillance est constitué en vertu de l'alinéa 1 de l'article 96 et de l'alinéa 1 de l'article 101 de la loi sur les sociétés par actions (Aktiengesetz), de l'alinéa 1 de l'article 7 de la loi de co-gestion (Mitbestimmungsgesetz) et de l'article 8 des statuts de notre société. Le Conseil de Surveillance propose d'être au Conseil de Surveillance messieurs :  
Dr. Jürgen Heraeus, Maintal, Président du Directoire de la société Heraeus Holding GmbH, Hanau  
Dr. Heinrich J. Klein, Porte-parole du Directoire de la société Schott Glaswerke, Mayence  
Professeur Dr. Gerhard Krüger, professeur agrégé en informatique et télématique à l'université de Karlsruhe, Waldbrunn  
Martin Nixdorf, Conseiller Bancaire, Paderborn  
Dr. Wolfgang Reitzle, membre du Directoire de la société Bayerische Motoren Werke AG, Munich  
Dr. Günther Saßmannshausen, Président du Directoire de la société PREUSSAG AG, Hanovre  
Dr. Gerhard Schmidt, avocat et notaire, Essen  
Professeur Dr. Klaus Schwab, Président du World Economic Forum, Genève  
Jürgen Sengera, membre du Directoire de la Westdeutsche Landesbank Girozentrale, Düsseldorf  
Dr. Herbert Zapp, membre du Directoire de la Deutsche Bank AG, Düsseldorf

comme membres du Conseil de Surveillance représentant les actionnaires.

Le Conseil de Surveillance propose en outre d'être les personnes suivantes membres suppléants. Ils deviendront membres à part entière du Conseil de Surveillance dans l'ordre de leur nomination lorsque des membres titulaires représentant les actionnaires mettront fin à leurs fonctions avant le terme de leur mandat. Les membres suppléants alors nommés en remplacement

pourront reprendre leurs places (dans l'ordre initial) si l'Assemblée Générale décide de nouvelles nominations aux postes incriminés.

Dr. Dinnies von der Osten, avocat et notaire, Essen.  
Dr. Bernd Klein, avocat et notaire, Essen

L'Assemblée Générale n'est pas tenue de respecter les propositions d'élection.

Seront autorisés à participer à l'Assemblée Générale et à y exercer les droits de vote correspondant à leurs actions les détenteurs des actions ordinaires et des actions préférentielles sans droit de vote dont les titres auront été déposés, pendant les heures de bureau habituelles et le 31 mai 1988 au plus tard, à la caisse de notre société, à Paderborn, Fürstenallee 7, chez un notaire allemand, dans une banque de dépôt de titres ou dans l'une des banques indiquées ci-après et qui les y laisseront jusqu'à la fin de l'Assemblée Générale :

Deutsche Bank AG  
Deutsche Bank Berlin AG  
Bank für Gemeinwirtschaft AG  
Bank für Handel und Industrie AG  
Bayerische Hypothek- und Wechsel-Bank AG  
Bayerische Landesbank Girozentrale  
Bayerische Vereinsbank AG  
Berliner Bank AG  
Berliner Commerzbank AG  
Commerzbank AG  
Deutsche Genossenschaftsbank  
Dresdner Bank AG  
Hessische Landesbank - Girozentrale  
Landesbank Rheinland-Pfalz Girozentrale  
Norddeutsche Landesbank Girozentrale  
Sal. Oppenheim jr. & Cie.  
Trinkaus & Burkhart KGaA  
Vereins- und Westbank AG  
Westdeutsche Landesbank Girozentrale  
Westfalenbank AG

En France :  
Crédit Lyonnais  
Crédit Commercial de France

En Autriche :  
Girozentrale und Bank der österreichischen Sparkassen AG  
Creditalt-Bankverein  
Genossenschaftliche Zentralbank AG  
Österreichische Länderbank AG

En Suisse :  
Union de Banques Suisses  
Crédit Suisse  
Société de Banque Suisse

L'exigence de dépôt auprès d'un établissement dépositaire est remplie si les actions sont bloquées auprès d'un autre établissement de crédit jusqu'à la fin de l'Assemblée Générale, avec l'accord de l'établissement dépositaire et pour le compte de celui-ci.

Si les actions sont déposées chez un notaire allemand ou dans une banque de dépôt de titres, l'attestation de dépôt devra être remise à la société au plus tard le jour suivant la date-limite fixée pour le dépôt.

Paderborn, le 29 avril 1988

Le Directoire





Madame, Monsieur,  
Le Tunnel sous la Manche est l'un des plus grands projets du siècle : sa construction devrait permettre à Eurotunnel de devenir dans cinq ans l'une des plus grandes sociétés de transport d'Europe.

De nombreuses et importantes étapes de l'histoire d'Eurotunnel et du projet ont été franchies en 1987. Elles sont trop nombreuses pour être toutes mentionnées, mais certaines d'entre elles méritent d'être citées :

En mai 1987, nous avons fixé les termes de la Convention d'Utilisation conclue avec les Chemins de Fer nationaux français et britanniques, qui seront nos clients les plus importants dans le futur. Cet accord couvre la durée de la Concession, soit 55 ans. En mai également, la construction du Tunnel en France a été déclarée d'utilité publique par les autorités françaises.

En juin, l'Assemblée Nationale et le Sénat en France ont voté à l'unanimité, — ce qui est très rare — la loi autorisant la ratification du Traité et le Contrat de Concession relatif à la construction et à l'exploitation du Tunnel sous la Manche.

En juillet, la Loi du Tunnel sous la Manche ("Channel Tunnel Act") a été votée par le Parlement britannique. Le Traité a ensuite été ratifié par les gouvernements français et britannique et la Concession est entrée en vigueur.

En août, un prêt d'un montant équivalent à FRF 50 milliards a été garanti par un groupe de 50 banques. Ce prêt a fait ensuite l'objet d'une syndication générale qui a conduit à la signature au début novembre d'une Convention de Crédit avec un syndicat de près de 200 banques internationales. C'est la plus grande opération de syndication bancaire privée jamais entreprise. Des ouvertures de crédit ont été également mises en place avec la Banque Européenne d'Investissement et le Crédit National.

En octobre, le gouvernement français a annoncé sa décision de mettre en service une nouvelle ligne de trains à grande vitesse au Nord de Paris vers la frontière belge avec une bifurcation vers le terminal du Tunnel près de Calais. Cette nouvelle ligne sera reliée, par des voies contournant Paris, à la

ligne TGV en service vers Lyon et à celle en construction vers Nantes et Bordeaux. Cette décision constitue la première étape de la mise en place d'un réseau ferroviaire à grande vitesse unique en Europe dont le Tunnel sous la Manche est un élément essentiel.

Le financement a été achevé en novembre à la fois par des souscriptions publiques simultanément en France et au Royaume-Uni et par un placement international privé, l'émission d'un montant équivalent à FRF 7,7 milliards ayant été garantie le 16 novembre. Les souscriptions publiques et le placement privé ont attiré plus de 300.000 nouveaux investisseurs. En décembre, les titres d'Eurotunnel ont été cotés à la Bourse de Paris et au Stock Exchange de Londres.

Des travaux préliminaires d'envergure ont été entrepris des deux côtés de la Manche au cours de l'année écoulée. En France, un puits de 55 mètres de diamètre et de 60 mètres de profondeur a été creusé pour accéder aux têtes de galeries (à un coût de FRF 170 millions environ) et recevoir le premier tunnelier en février 1988. Au Royaume-Uni, l'ancien site du projet de 1974/75 a été réouvert et le premier tunnelier britannique a pu commencer les opérations de forage dès le mois de décembre 1987. D'importantes usines de pré-fabrication des voussoirs en béton pour le revêtement des tunnels ont été construites de chaque côté de la Manche. Des études approfondies ont été réalisées sur le matériel roulant et le système de transport. Un soin particulier a été porté aux questions de sécurité.

Enfin, nous aimerions remercier tous ceux qui ont travaillé pour Eurotunnel en 1987. Les réalisations de cette dernière année se passent de commentaires ; elles n'auraient pu aboutir sans la confiance de nos actionnaires, le soutien de nos administrateurs, la qualité et le dévouement de tout le personnel. Tous partagent le rêve de faire disparaître le dernier obstacle naturel à une Europe unie, au moment même de l'abolition des barrières commerciales par l'instauration d'un marché unique européen en 1992.

Il reste à présent à transformer ce rêve en réalité.  
André BÉNARD  
co-président  
Alastair MORTON  
co-président

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'EUROTUNNEL

JEUDI 26 MAI 1988 À 10 H 45

SALLE GAVEAU - 45, RUE LA BOÉTIE - 75008 PARIS

Le rapport annuel, ainsi que les formulaires de pouvoir et de vote par correspondance sont à la disposition des actionnaires 6 jours avant la tenue de l'Assemblée Générale, par courrier à R.F.C. - 120, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris - Tél. (1) 45.62.62.95, et aux guichets des banques suivantes : Banque Indosuez - 96, boulevard Haussmann - 75008 Paris - Crédit Lyonnais - 18, boulevard des Italiens - 75009 Paris - BNP - 16, boulevard des Italiens - 75009 Paris - Caisse Nationale de Crédit Agricole - 91/93, boulevard Pasteur - 75015 Paris - Caisse des Dépôts et Consignations - 54, rue de Lille - 75007 Paris - C.I.C. - 66, rue de la Victoire - 75009 Paris.

FRS DIFFUSERA, DANS LE CADRE D'ESPACE 3, LE FILM "ON A MARCHÉ SOUS LA MANCHE" LE SAMEDI 21 MAI À 11 H 40 ET LE SAMEDI 11 JUIN À 11 H 15.

Pour recevoir le rapport annuel d'Eurotunnel, il vous suffit de compléter ce coupon-réponse et de le retourner à R.F.C. - 120, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS

Nom \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

☐ Je suis actionnaire d'Eurotunnel ☐ Je ne suis pas actionnaire d'Eurotunnel

André BÉNARD  
co-président

Alastair MORTON  
co-président

André BÉNARD  
co-président

Alastair MORTON  
co-président

هكذا من الاجل



502 من الاجل

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 27 AVRIL 1988

Le conseil a examiné les comptes du 1<sup>er</sup> trimestre 1988, dont les chiffres caractéristiques sont les suivants (en millions de francs) :

	31-03-87	31-03-88	Variation %
• Nouveaux contrats de crédit-bail (HT)	34	47	+ 38,2
• Produits d'exploitation	83,4	98,8	+ 18,5
• Charges d'exploitation, amortissements et provisions	53,1	65,3	+ 22,9
RESULTAT D'EXPLOITATION	30,2	33,5	+ 10,7
BENEFICE NET (après éléments exceptionnels)	30,9	38,3	+ 24,0

#### UNIBAIL

Union du Crédit-Bail Immobilier  
108, rue de Richelieu, 75002 Paris. Tél. : (1)-40-15-21-21.

## Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

vous présente dans sa collection  
"ANALYSES DE SECTEURS" :

### "LES INDUSTRIES DE L'EMBALLAGE ET DU CONDITIONNEMENT"

Depuis plusieurs années, les industries de l'emballage et du conditionnement ont vu leur évolution dominée par deux impératifs : les nouvelles exigences de la concurrence internationale et la forte concurrence entre les différents matériaux. L'importance des innovations technologiques est devenue un facteur de réussite de l'entreprise et de succès de la production.

Verre, plastique, aluminium et carton (PET), complexes enroulés (aluminium, papier, carton), sont les matériaux principaux (EVOH), etc., figurent au nombre de ces innovations.

L'emballage est une activité en expansion, sous l'effet conjugué de l'évolution des modes de distribution et de celle des conditions de vie. L'emballage devient un moyen de communication entre le producteur et le consommateur, en constituant un véritable langage entre le produit et le consommateur. Les industries de l'emballage et du conditionnement ont donc une importance croissante.

Les grands groupes industriels diversifiés (Saint-Gobain, Pétrolium, BSN) sont présents, ainsi qu'un grand groupe spécialisé dans l'emballage (Carnaud).

Une quarantaine d'entreprises, appartenant à ces groupes ou indépendantes sont étudiées et une analyse économique et financière complète est présentée sur 21 d'entre elles permet de dégager les principales caractéristiques par sous-secteur d'activité (verre, plastique, papier carton, métal).

Cette étude est en vente à EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière)  
16, rue de la Banque, 75001 Paris. Pour en recevoir gratuitement la présentation,  
tél. : 42 61 51 34.



Compagnie de distribution de matériel électrique

### Résultats consolidés 1987

Chiffre d'affaires (HT) : 7 milliards de francs, + 17,4 %  
Résultat net : 106 milliards de francs, + 19,6 %  
Marge Brute d'autofinancement : 176 milliards de francs, + 25,7 %

#### Principaux chiffres consolidés

(En millions de francs)	1987	1986	Evolution 87/86
Chiffre d'affaires (HT)	7 010	5 973	+ 17,4 %
Résultat courant	218	178	+ 22,5 %
Résultat net	106,3	88,9	+ 19,6 %
Marge brute d'autofinancement	95,4	83,2	+ 14,7 %
Eléments par action (en francs)			
Bénéfice net par action	68,7	60	+ 14,7 %
Actif net consolidé par action	558	519	+ 7,5 %
Dividende (proposé)	25	25	n.s.
(exercice de 3 mois)			

#### I. - Activité et résultats :

En 1987 l'évolution des ventes et leur répartition par activité ont été les suivantes :

- Matériel électrique (84 % du chiffre d'affaires) : + 21 %
- Fournitures industrielles (7,9 % du chiffre d'affaires) : + 5,4 %
- composants électroniques et informatique professionnelle (8 % du chiffre d'affaires) : + 4,2 %

A structure constante l'évolution des ventes a été de + 8,5 %. L'évolution des profits est restée satisfaisante tandis que les pertes dans le secteur déprimé des composants électroniques se sont stabilisées, en partie pour des raisons non récurrentes, à un niveau supérieur à ce qui avait été prévu. Les résultats de la filiale américaine Southern Electric Supply ont été conformes aux prévisions : au Canada, Guillevin International Inc. - société affiliée cotée à Montréal et Toronto - a annoncé pour son exercice clos le 31-01-1988 un chiffre d'affaires de 239 M. Can. \$ (+ 55, - %) et un bénéfice net de 4,58 M. Can. \$ (+ 80,2 % soit 0,73 \$ par action contre 0,51 \$ pour l'exercice précédent).

#### II. - Développements récents :

Depuis janvier 1988, le Groupe a pris des participations nouvelles :

En matériel électrique : au Portugal en acquérant une participation importante chez SOMIL, 1<sup>er</sup> distributeur de matériel électrique portugais (CA 78 MF, bénéfice net 4,6 MF).

En fournitures industrielles chez SAFIA, important négociant implanté dans le Nord et la région lyonnaise (CA 200 MF), et chez SORÉDIS (34 %), négociant implanté dans la région nantaise (CA 15 MF).

Parallèlement et afin de mieux recentrer l'activité Fournitures industrielles, CDME va céder l'activité de Deschodt (CA 100 MF, dont 85 % dans le commerce de fers et métaux) à un groupe mieux à même d'en assurer la pérennité et le développement.

Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre, en France et à l'étranger, l'activité commerciale a été bonne, avec une progression des ventes à structure constante de + 17,6 % par rapport à 1987, période de référence perturbée par les intempéries. Des signes encourageants de reprise semblent se manifester actuellement sur le marché des composants.

Les résultats du 1<sup>er</sup> trimestre montrent une progression sensible du résultat consolidé.

## Crédit Mutuel

une banque à qui parler

### SICAV

#### DE LA CAISSE CENTRALE DU CRÉDIT MUTUEL

Les conseils d'administration des SICAV « Epargne Industrie », « Epargne première » et « Epargne long terme » ont apporté les modifications suivantes aux modalités de souscription et de rachat des actions de ces SICAV :

La valeur liquidative prise en compte pour la souscription et le rachat sera la valeur liquidative de l'action, après Bourse, du jour de réception de la demande.

Pour les souscriptions, cette mesure prend effet à compter de ce jour. Pour des rachats effectués par des porteurs actuels d'actions, ces SICAV, cette mesure prendra effet le 30 mai.

### CICA

SOCIÉTÉ COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE DE LA CÔTE D'AFRIQUE  
GROUPE CFAO

#### RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1987

Le conseil d'administration, dans sa séance du 27 avril 1988, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1987.

Les principaux chiffres caractéristiques sont donnés dans les tableaux suivants :

Société holding	1986	1987
(en millions de francs)		
Total du bilan	251 275	257 525
Produits courants	23 613	29 262
Amortissements et provisions	4 220	14 120
Bénéfice net	15 382	17 363
Groupe situation consolidée		
Total du bilan	1 015 943	1 064 183
Chiffre d'affaires	1 765 246	1 973 955
Amortissements et provisions	29 815	50 234
Marge brute d'autofinancement	71 678	128 023
Bénéfice net	51 289	67 390
dont part groupe	43 968	57 708

Le conseil d'administration a décidé de convoquer au siège social à Marseille, pour le 14 juin 1988 à 11 heures, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires sur laquelle il sera proposé un dividende de 38 F assorti d'un avoir fiscal de 19 F, en progression de 8,3 %.

Les documents mis à la disposition des actionnaires à l'occasion de l'assemblée générale peuvent être obtenus par tout intéressé qui en fera la demande au siège social, 32, cours Pierre-Puget à Marseille 13006.

## Économie

A Clermont-Ferrand

### Les usines Michelin ont été bloquées pendant deux nuits

En milieu de matinée, le 29 avril, les grévistes de Michelin ont ouvert les portes des usines, bloquées depuis le nuit du 27 au 28 avril. Les ouvriers ont décidé de reprendre le cycle des débrayages qu'ils observaient depuis plus d'une semaine. Sans intersyndicale, la CGT, la CFDT et Force ouvrière préparent une grande manifestation à Clermont-Ferrand pour toutes les usines Michelin de France qui pourrait avoir lieu le 2 mai.

CLERMONT-FERRAND  
de notre envoyé spécial

Dans la nuit du 27 au 28 avril, les ouvriers de Michelin, à Clermont-Ferrand, ont donné un coup d'accélérateur à leur conflit. L'équipe de nuit, dans l'usine de Cateau, a bloqué les portes et cessé le travail sans que les délégués syndicaux aient à intervenir. Au petit matin, l'équipe de jour se joignait à ses camarades.

Puis, après, les autres établissements clermontois étaient à leur tour bloqués. Le dépôt de Chantemerle, d'où partent les expéditions de pneus, l'usine de Combaut puis celle de Ladoix, à côté du centre de recherche, étaient eux aussi fermés. Enfin, la manufacture de Carnes, siège et centre symbolique du groupe, était cernée par les ouvriers de fabrication, rejoints par des groupes de « collaborateurs », des salariés mensualisés.

Tout au long de la journée du jeudi, la situation fut curieuse, comme le sont les méthodes de lutte utilisées par les « Bib », peu syndicalisés (10 % d'adhérents). A Ladoix, les grévistes abandonnaient les lieux, les cadres ayant pu pénétrer dans l'enceinte par la piste d'essai. Aux Carnes, une grande partie du personnel mensuel et des cadres parvenaient à rejoindre leurs bureaux mais se retrouvaient enfermés en fin de matinée. « Ils ont voulu rentrer, disent les grévistes en verrouillant les issues, qu'ils y restent maintenant. » A Cateau,

où les ouvriers de fabrication sont les plus nombreux, apparaît comme le bastion du mouvement.

Sur l'ensemble des usines de Clermont-Ferrand, la production a été pratiquement arrêtée, et le blocus se poursuivait, le vendredi 29 avril jusqu'au milieu de la matinée.

C'est sur le terrain syndical que les choses sont plus confuses. Dès l'origine, la CFDT a soutenu les modalités d'action décidées par les « agents » et ses militants ont longtemps été les seuls à être placés sur les grilles de la place des Carnes. La CGT s'est reprise dans la matinée mais ses militants n'étaient guère présents dans la petite foule de Michelin. Alors que la CFDT amonçait périodiquement la tenue d'une intersyndicale, devant une indispensable, celle-ci était continuellement reportée, faute d'interlocuteurs. Si FO et la CFDT, très minoritaires, semblaient être d'accord, la CGT ne souhaitait manifestement pas une telle rencontre et évitait tout contact.

Du coup, se posait la question de la conduite d'un conflit hors normes avec des grévistes laissés à eux-mêmes face à une direction également silencieuse. Ferme ment décidée à ne pas négocier, celle-ci n'interviendra pas, selon son habitude, pour modifier le cours des événements. C'est dans la tradition locale.

ALAIN LEBEAUME.

### Un arrêt de la Cour de cassation

#### La réintégration de M. Alain Clavaud aux usines Dunlop est désormais définitive

En rappelant les principes de la liberté d'expression, la chambre sociale de la Cour de cassation a tranché définitivement, le jeudi 28 avril, le conflit qui oppose depuis le 24 janvier 1986 la direction de la société Dunlop à M. Alain Clavaud, un ouvrier de l'usine de Montluçon. Répondant pour avoir donné une interview au journal *l'Humanité* sur ses conditions de travail.

Les juges suprêmes ont rejeté le pourvoi formé par la société Dunlop contre l'arrêt rendu le 2 mars 1987 par la cour d'appel de Riom, qui confirmait le jugement rendu le 24 novembre 1986 par le conseil des prud'hommes de Montluçon prononçant la nullité du licenciement et ordonnant au fabricant de pneumatiques de réintégrer M. Clavaud dans son emploi sous astreinte de 500 F par jour de retard, portée à 1000 F par la cour d'appel. M. Clavaud avait rejoint son poste le 4 mars 1987.

A tous les stades de la procédure, les magistrats ont refusé d'admettre la notion d'« obligation de réserve » que les conseils de la société Dunlop souhaitaient voir imposée aux employés de l'entreprise pour justifier le licenciement. En novembre 1976, M. Clavaud avait confié au journal *l'Humanité* les conditions difficiles dans lesquelles il exerçait son métier de finisseur sur une chaîne de pneumatiques en ajoutant des observations sévères sur son employeur.

Pour la société Dunlop, le fait qu'un employé s'exprime publiquement en termes critiques à l'égard de son entreprise comportait le risque de « ruiner la confiance de son employeur », ce qui pouvait justifier le licenciement. Mais la cour d'appel avait considéré que les griefs formulés par l'employeur ne pouvaient constituer « une cause réelle et sérieuse de licenciement ». La société Dunlop évoquait en outre les dispositions de l'article L. 461-1 du code du travail qui organise le droit d'expression des salariés en soutenant que la cour d'appel lui avait donné une interprétation erronée.

Mais la Cour de cassation relève dans son arrêt : « Loin de fausser l'application de ce dernier texte, la situation qu'il ne prévoit pas, la cour d'appel n'en a fait état que pour en déduire que l'exercice du droit d'expression dans l'entreprise étant, en principe, dépourvu de sanction, il ne pouvait en être autrement hors de l'entreprise, où il s'exerce, sauf abus, dans toute sa plénitude. »

MAURICE PEYROT.

COGEMA : M. Jean-Pierre Mignot nommé médiateur. — M. Jean-Pierre Mignot, administrateur de biens, a été nommé, le jeudi 28 avril, par le tribunal de Versailles, médiateur dans le conflit de la COGEMA : il figurait sur la liste proposée par la direction et a été accepté par les syndicats, sauf la CGT. La liberté de circulation a été rétablie pour tous les salariés du siège de la société à Vélizy-Villacoublay (Yvelines), devant lequel campent trois cents mineurs de Lodève (Hérault), La Crouzille (Haute-Vienne) et Morsac (Vendée).

Cette annonce est publiée à titre d'information.



HACHETTE

a réussi son OPA  
sur l'éditeur américain

GROLIER Inc.

Le montage du financement  
de cette opération  
a été réalisé à New York et Paris par :

le CRÉDIT LYONNAIS

New York  
95 Wall Street  
New York  
NY 10005

Avril 1988

Paris  
19, bd des Italiens  
75002 PARIS

CL CREDIT LYONNAIS  
LE POUVOIR DE DIRE OUI







VERSI

**PARIS, 28 avr** —

...and the fact that the *Journal* is a journal of the American Psychological Association, the largest and most influential organization in the field of psychology, adds to the journal's prestige and makes it a must-read for all psychologists.







55:1 من الاحول

32 • Samedi 30 avril 1988 •

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 La retraite soviétique d'Afghanistan. 3 L'état américain se dessine au Panama. 4 L'assassinat du chef de l'ASALA à Athènes. - Poursuite du mouvement de grève en Pologne.	5 à 12 Le face-à-face entre MM. Mitterrand et Chirac. - Les commentaires de la rédaction. - Une analyse du CNRS sur les thèmes des candidatures. 12 Les troubles en Nouvelle-Calédonie.	22 Le procès Korbier aux assises de la Gironde. - « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher. 23 Religion : le pape va pouvoir nommer des évêques en Tchecoslovaquie.	18 Théâtre : Sous les bouillottes bleues, à Chaillyot ; Fèvre romaine, au Rond-Point ; David Bennett, au Petit-Ordon ; Madonna à Broadway. 19 Cinéma : Alouette, le te plumes, de Pierre Zucca. - Communication.	25 Difficiles négociations entre pays de l'OPEP. - La SNECMA en grève et en déficit. 26 Un parcours sans faute de l'activité économique de la Suisse. 28 Les usines Michelin toujours bloquées. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 23 Campus ..... 24 Cartes ..... 24 Mots croisés ..... 24 Loto ..... 23 Météorologie ..... 21 Radio-télévision ..... 21 Spectacles ..... 20	● Election présidentielle : tous les sondages... TEL ● Bourse : un ciel sur votre portefeuille... BOURSE ● Abonnez-vous au Monde par minitel... ABO Actualités, International, Campus, FAMIL, Loto, Flash 3615 Tapez LEMONDE

## En marge de l'affaire des otages détenus au Liban

### Quand un journal koweïtien présente ses excuses à l'Elysée

Un journal koweïtien, *Al Qabas*, a dû démentir, vendredi 29 avril, avec excuses à l'appui, sur deux colonnes à la une, une information qu'il avait passée la veille concernant en cause le président Mitterrand ainsi qu'un diplomate français, M. Eric Rouleau, accusés d'avoir interféré dans les négociations sur la libération des otages au Liban pour empêcher cette libération.

Jeudi, *Al Qabas* publiait un long article affirmant que M. Rouleau, ancien ambassadeur en Tunisie, avait « versé 10 millions de dollars aux ravisseurs des otages français pour empêcher leur libération avant le deuxième tour de l'élection présidentielle ». Vendredi dans le journal, publié un démenti assorti d'excuses, tant à M. Mitterrand qu'à M. Rouleau, un proche du chef de l'Etat.

Après enquête minutieuse menée à Paris par la rédaction d'*Al Qabas*, nous sommes en mesure d'affirmer que l'information publiée hier dans nos colonnes, et selon laquelle Eric Rouleau aurait tenté d'empêcher la libération des otages français, est dénuée de tout fondement (...).

*Al Qabas* est désolé d'avoir publié une information totalement fautive qui a été répandue par les milieux qui cherchent à nuire et à porter atteinte

au président Mitterrand à quelques jours de l'élection présidentielle. M. Rouleau a décliné, dès jeudi, de porter plainte contre *Al Qabas*. Aujourd'hui ambassadeur jordanien, il avait, alors qu'il était encore en poste à Tunis, mené une négociation en vue de la libération des otages, en mars 1986, à quelques jours des élections législatives. Cette négociation avait échoué ; les français lui auraient assuré, alors qu'un accord était déjà conclu, que la droite française avait tout bloqué en faisant de la surenchère afin que les otages ne soient pas libérés avant les élections. L'échec a retenu ces accusations à plusieurs reprises, accusant que M. Chirac et son entourage ont toujours démenties.

#### « Envoyé spécial clandestin »

Cette nouvelle affaire intervient alors que des négociations, menées à Beyrouth par un proche de M. Pasqua, M. Jean-Charles Marchiani, ont échoué à la veille du premier tour de l'élection présidentielle.

Selon le journal *Al Qabas*, les « révélations » que ce quotidien a dû démentir, en vingt-quatre heures, ne venaient pas de son correspondant à Paris mais de Beyrouth. Nous avons d'autre part appris de très bonne source que M. Marchiani s'était fait accompagner dans sa mission secrète par un journaliste de l'Agence France Presse, M. Christian Millet, ce qui est pour le moins étonnant de la part d'un homme qui a toujours expliqué que, pour être couronné de succès, ses activités devaient rester clandestines. Jamais il n'est vrai l'AFP n'a mentionné la présence de son envoyé spécial et ce dernier n'a pas écrit une ligne sur la mission de M. Marchiani, un sujet « porteur » pourtant. Selon nos informations, M. Millet aurait refusé de rapporter les confidences que lui aurait faites M. Marchiani pour expliquer l'échec de sa mission, celui-ci ayant refusé d'être cité en tant que source.

J. A.

● Explosion à bord d'un Boeing hawaïen : un départ. — Un Boeing-737 de la compagnie hawaïenne Aloha Airlines s'est posé en catastrophe sur l'aéroport de Kahului (île de Maui), le 28 avril, après qu'une explosion eut arraché une partie du fuselage et endommagé l'un des deux réacteurs. On compte un disparu — vraisemblablement un passager éjecté — et soixante blessés parmi les quatre-vingt-quatorze personnes qui se trouvaient à bord de l'appareil. La cause de l'explosion reste inexpliquée. — (AP, AFP, Reuters).

## La résolution du comité central du PCF

### Faire barrage à la droite

Au cours d'une conférence de presse, le jeudi 28 avril au siège du PCF à Paris, M. Georges Marchais a annoncé officiellement que M. André Lajoinie, assis à ses côtés, se désistait au profit de M. François Mitterrand pour le second tour de l'élection présidentielle. Le secrétaire général a indiqué que son rapport au comité central (le *Monde* du 29 avril) avait été adopté à l'unanimité ainsi que la résolution intitulée « Vous pouvez compter sur le PCF » qui résume les grandes lignes.

« Les résultats du premier tour l'indiquent », dit ce texte, l'issue du second va dépendre pour une large part du vote des électeurs et des électeurs communistes. Si celles et ceux qui ont voté André Lajoinie s'abstiennent au second tour, la victoire de la droite et de l'extrême droite serait assurée. Que la parti communiste propose l'abstention est donc inconcevable. C'est pourquoi nous appelons les électeurs et les électeurs qui, dimanche dernier, ont voté André Lajoinie et ont ainsi choisi le vote anti-Chirac et anti-Le Pen, à leur barrer la route le 8 mai. Cela implique de voter François Mitterrand.

M. Marchais a rejeté « la thèse selon laquelle les gains de Le Pen viendraient de défections communistes » et a, de nouveau, expliqué le score de M. Lajoinie (6,76 %) par l'abstention et le « vote utile » en faveur de M. Mitterrand. Il a dénoncé le « procédé machiavélique » utilisé, selon lui, par le PS, qui, affirme M. Marchais, a donné des « signatures » à M. Pierre Juquin tout en soutenant « financièrement sa campagne ». Le secrétaire général s'est refusé à donner plus de détails.

Concernant les simulations pronostiquées par le Conseil constitutionnel dans quelques bureaux de vote de trois municipalités communistes du Val-de-Marne, M. Marchais a déclaré : « C'est une provocation monstrueuse du préfet dont il aura à rendre compte. »

[Lors de cette conférence de presse, M. Lajoinie, relayé par M. Marchais, s'est pris de façon extrêmement agressive au *Monde* et à son représentant en lui signifiant qu'il devait cesser « le *Monde* de juger » comme « un échec personnel ».

Cette affirmation est aussi pertinente que celle qui consiste à reprocher au *Monde* le recul du PCF (de 21,4 % en 1973 à 6,8 % en 1988), l'échec de M. Chirac et la montée de M. Le Pen.

J.-M. C.]

## Une directrice militante dans un collège du Val-de-Marne

### Les petits postiers du Front national

Le mardi 19 avril, dans l'après-midi, au collège Saint-Exupéry, à Vincennes (Val-de-Marne), une classe de 6<sup>e</sup> et une classe de 4<sup>e</sup> sont en permanence. M<sup>me</sup> Bazard, la directrice adjointe du collège, demande à ses élèves s'il y a parmi eux quelques volontaires pour venir l'aider à mettre des plaques sous enveloppe. Deux élèves de 6<sup>e</sup> et deux de 4<sup>e</sup> acceptent volontiers de donner un coup de main.

Le travail n'est pas énorme, d'ailleurs : 143 enveloppes dans lesquelles il faut glisser une feuille de « courrier » et pour les destinataires de la région Ile-de-France, une seconde feuille d'invitation à une « réunion-apéritif de sympathie et de rencontre » prévue début mai à Paris. Les élèves plient consciencieusement les feuilles en trois, les glissent dans les enveloppes, les cachètent, et l'un d'entre eux y appose, semble-t-il, le tampon du CNEN (Cercle national de l'éducation nationale), qui est la branche « enseignants » du Front national. Le courrier mis sous enveloppe par les élèves est un texte présentant les revendications du CNEN.

Mélant des questions corporatives (formation, salaires, conditions de travail) et les thèmes favoris de M. Le Pen (réduction nécessaire du nombre d'élèves immigrés, nationalité française impérative pour les enseignants à tous les niveaux, lutte contre la disparition de tout sens moral chez les élèves, lutte contre le « dilapide » des parents sur les options des enseignants, ainsi que celui, démagogique, de la FEN et du SGEN).

Ce texte se conclut par un appel sans ambiguïté : « Nos élus du Front national doivent savoir et rappeler dans leur discours que beaucoup d'enseignants jeunes ou moins jeunes travaillent avec courage, avec cœur, avec amour pour faire réussir leurs élèves, mais qu'ils se heurtent désespérément à un système qui vise à massacrer nos valeurs culturelles, séculaires, pour imposer le matérialisme marxiste qui sacrifie les jeunes générations depuis 1968, compromettant l'avenir de la nation. »

Alerté par des parents d'élèves lors d'une réunion du conseil d'administration du collège, le principal, M. Gouet, interroge son adjoint, M<sup>me</sup> Bazard. Celle-ci dément catégoriquement que ce texte du CNEN ait été joint à l'envoi ; seules auraient été glissées dans les enveloppes les invitations à la petite réunion du 4 mai. On notera toutefois que cette rencontre doit se dérouler au domicile de l'épouse d'un enseignant connu de *Minute* et de *National Hebdo*.

Informés par les parents d'élèves, les enseignants et le principal du collège, l'inspection académique et le rectorat de Créteil ont immédiatement ouvert une enquête administrative. Au cabinet du recteur, l'on reconnaît sans détour que « l'affaire est réelle », qu'il y a apparemment « une fuite et un manquement à la déontologie professionnelle » et que l'on n'a pas l'intention de « passer l'éponge ». Et l'on précise qu'il en serait de même quel que soit le parti politique. L'enquête devrait, dit-on au rectorat, avancer rapidement, mais M<sup>me</sup> Bazard étant depuis le 25 avril en congé de maladie, son témoignage n'a pas encore pu être recueilli.

Quant aux parents d'élèves et aux enseignants, ils sont désormais décidés à faire éclater le scandale.

« Ce n'est pas pensable », s'exclame le responsable FCPE des parents du collège, en tant que parents on ne veut plus la voir au collège et on demande les plus vives sanctions. »

GÉRARD COURTONS.

Le Monde  
RADIO TELEVISION  
COMMUNICATION

## Sur le vif

### Dos à dos

Alors, comment vous les avez trouvés ? Ça vous a pas trop déçus, le dossier du siècle ? Moi, si. Enormément. Faut dire, ça faisait des jours que je m'y préparais. Je devais aller au restaurant, je me suis décommandé. En barrant mon nom sur la liste des réservations, le maître d'hôtel a soupiré : « J'ai que des annulations. Ça soir, on va faire uniquement de l'autocar. Touristes et compagnie. »

Je me dépêche de rentrer. Personne dans le métro. Les rues sont désertes. Je fonce à la cuisine chercher mon plateau télé, je le renverse tellement je suis énervée. Je me démaquille. Je me cale sur mon coin de canapé. On l'avait tiré au sort avec les enfants. Bon, ça y est, je suis prête, vous pouvez y aller. Tiens, voilà les arbitres, des collègues. Rien que de voir leurs têtes pétarées, pâles de trouille, le trac me reprend. Oh le la ! Ça va faire bobo, cette mégé-scène de rupture entre mon Mimi et mon Jojo. L'affrontement de deux titans. Un vrai carnage. Pas question de s'arrêter au premier sang.

Tu parles ! Complètement asseptisé, ce match, cadré, contrôlé, chronométré, et aux fringues parfaites, cravate sombre sur chemise bleue. Rien qui dépasse. Rien à quoi s'accrocher. Chacun y va, en gros plan, de sa réplique. Plus ou moins agressive, plus ou moins ironique. Interdit de mesurer sur le visage de celui qui lui reçoit la portée d'une estocade. Pourquoi ? C'est ridicule. C'est sur un sourire ou une grimace que ça peut se jouer, que ça se joue aux États-Unis, ça genre de face-à-face.

C'était d'un long, d'un anou ! Au bout d'une heure et quart, c'est pas compliqué, je n'étais plus dans la course, je me suis endormie. Brusquement, je sens qu'on me secoue : Réveille-toi, écoute ! Ils sont en train de se regarder dans les yeux. Je me dressais. Faut, ils se regardent, ils se défient : On ne le répond en me regardant dans les yeux. Mais c'est moi, qu'ils regardent. Moi seule. Moi, l'indécise, moi, le marais, ils me courent après. Ils me barrent. Ils me donnent la sérénité. Pas en duo. En solo. Moi, je les ai renvoyés dos à dos.

CLAUDE SARRAUTE.

## Le conflit sur la pêche

### Paris et Ottawa sont d'accord pour désigner un médiateur

Les gouvernements français et canadien sont tombés d'accord, le 28 avril, pour recourir à une médiation extérieure dans le conflit sur la pêche qui empêche les relations entre les deux pays. Les modalités techniques préparées la semaine dernière par les experts ont été acceptées.

Le nom du médiateur, une personnalité ni française ni canadienne ayant une réputation juridique internationale, sera connu dans quelques jours. Il aura trois mois pour mener à bien sa mission, c'est-à-dire amener la France et le Canada à rapprocher leurs points de vue sur les quotas de morue que les chalutiers français sont autorisés à capturer dans les eaux canadiennes durant les prochaines années, y compris le quota pour 1988.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Les gouvernements français et canadien sont tombés d'accord, le 28 avril, pour recourir à une médiation extérieure dans le conflit sur la pêche qui empêche les relations entre les deux pays. Les modalités techniques préparées la semaine dernière par les experts ont été acceptées.

Le nom du médiateur, une personnalité ni française ni canadienne ayant une réputation juridique internationale, sera connu dans quelques jours. Il aura trois mois pour mener à bien sa mission, c'est-à-dire amener la France et le Canada à rapprocher leurs points de vue sur les quotas de morue que les chalutiers français sont autorisés à capturer dans les eaux canadiennes durant les prochaines années, y compris le quota pour 1988.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

Quand sera engagée concrètement la mission du médiateur, la procédure parallèle — c'est-à-dire l'arbitrage pour trancher le différend sur la délimitation des zones de pêche — sera soumise au large de Saint-Pierre-et-Miquelon — pourra alors être réexaminée.

</